

**GEF-7 Formulaire d'identification de**

**projet (PIF**)

**Type de projet:** Projet de grande envergure

**Type de fonds fiduciaire:** Fonds fiduciaire du FEM et FPMA

# PARTIE I : Informations sur le projet

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Titre du projet : | Gestion durable des terres pour renforcer la cohésion sociale dans les zones arides du Burkina Faso | | |
| Pays : | Burkina Faso | ID du projet FEM :[[1]](#footnote-2) | 11003 |
| Agence du FEM : | PNUD | Agence GEF ID du projet : | 6678 |
| Autre partenaire d'exécution : | Secrétariat permanent du Conseil national du développement durable (SP/CNDD), sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de l'Environnement. | Date de soumission : | 13 avril 2022 |
| Domaine d'intervention du FEM : | Dégradation des terres (GEFTF) | Durée du projet (mois) | 72 mois |

## A. Éléments indicatifs de domaine focal/non focal

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Directives de programmation | Fonds d'affectation spéciale | (en $) | |
| Financement du projet par le FEM | Cofinancement |
| LD-2-5 Créer des environnements favorables pour soutenir le passage à l'échelle et l'intégration de la GDT et de la NDT. | FEM TF | 3 502 968 | 12 300 000 |
| Coût total du projet |  | **3 502 968** | 12 300 000 |

## B. Résumé indicatif de la description du projet

|  |
| --- |
| **Objectif du projet:** Améliorer les cadres nationaux pour atteindre l'objectif national de la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), tout en promouvant la cohésion sociale dans des paysages sélectionnés de la région Centre-Nord par l'application pratique du concept NDT. |

| **Composantes du projet** | **Type** | **Résultats du projet** | **Extrants du projet** | **Fonds d'affectation spéciale** | **(en $)** | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Financement du projet par le FEM** | | **Cofinancement** |
| Composante 1) Planification et suivi de l'utilisation des terres en vue de la mise en place du réseau de distribution de médicaments. | TA | Résultat 1) Cadres au niveau national[[2]](#footnote-3) , pratiques et capacités pour l'application effective de NDT au niveau du paysage renforcés  Indicateurs :  - Amélioration des scores de la liste de contrôle de la NDT axée sur la capacité des parties prenantes à planifier et à contrôler la réalisation de l'objectif national de NDT.  - Incorporation des résultats du projet NDT et des indicateurs connexes dans le MRV national pour le climat (y compris le suivi et le rapportage réguliers et transparents requis) | 1.1) **Les principes de la NDT et les approches sensibles au genre sont intégrés dans la planification de l'utilisation des terres et la gestion** des paysages aux niveaux national et sous-national.  1.2) Amélioration de la **capacité des principales parties prenantes au niveau national à planifier et à suivre la réalisation des** objectifs de la **NDT** et des objectifs connexes.  1.3) **La Coalition nationale pour la gestion durable des terres (**CNGDT**)[[3]](#footnote-4) est renforcée** pour une application effective des cadres NDT aux niveaux national et sous-national. | FEM TF | 400 000 | | 2 432 857 |
| Composante 2) Mise en œuvre de pratiques favorables à la NDT | TA | Résultat 2) Des solutions et des pratiques sensibles au genre et adaptées localement qui contribuent aux objectifs de la NDT sont soutenues sur le terrain dans les paysages sélectionnés.  Indicateurs :  *[Se référant aux sous-indicateurs du FEM: Indicateurs 3.1, 3.2 et 3.3].*  - Superficie des terres restaurées, en rapport avec l'indicateur de base 3 du FEM: terres productives utilisées de manière intensive: 10 000 ha de terres cultivées (y compris les jachères), de zones boisées intercommunales et de pâturages à proximité de masses d'eau critiques, qui présentent une dégradation modérée à sévère, font l'objet d'une gestion améliorée pour restaurer leur potentiel productif, et en appliquant les stratégies NDT pour réduire et inverser la dégradation des terres.  *[Se référant au sous-indicateur du FEM: Indicateur 4.3].*  - 100 000 ha de pâturages en accès libre et de zones boisées et d'arbustes en propriété commune, présentant une dégradation légère à modérée, font l'objet d'une gestion améliorée pour atténuer la perte de productivité, et en appliquant les stratégies NDT pour éviter et réduire la dégradation des terres.  - une gestion élargie du paysage dans environ 250 000 ha de parcours à usages multiples dans les communes, qui ne présentent qu'une dégradation légère ou nulle, font l'objet d'une gestion extensive et collaborative pour prévenir les changements négatifs, et en appliquant les stratégies NDT pour éviter la dégradation des terres  Autres indicateurs :  - Le statut et les tendances des paysages ciblés en matière de NDT sont suivis, y compris les indicateurs de changement de couverture et d'utilisation des terres, la productivité primaire nette (NPP), le carbone organique du sol et le bilan NDT.  - Collecte annuelle de données ventilées par sexe sur les bénéficiaires du projet, en plus d'autres données socio-économiques pertinentes, notamment sur les indicateurs de cohésion sociale, l'engagement des parties prenantes et la sensibilisation des communautés.  -Nombre de ménages d'utilisateurs des terres (y compris les jeunes, les femmes et autres groupes) qui ont adopté des pratiques de GDT/GDF, y compris les types de pratiques et de techniques.  - Données sur la production agraire et autres indicateurs dans les sites du projet (production, productivité, rendements, surface plantée en jachère, etc.) | 2.1) **Les comités de planification et de gestion de l'utilisation des terres au niveau local sont soutenus** (ou établis, si nécessaire).  2.2) **Des solutions NDT sont conçues pour différents paysages de la région Centre-Nord** par le biais d'une **planification** innovante, collaborative et **intégrée de l'utilisation des terres**, visant à réduire les conflits fonciers et à promouvoir une gouvernance foncière responsable, inclusive et sensible au genre.  2.3) **Mise en œuvre de la NDT:** Des solutions NDT sensibles au genre et adaptées localement sont mises en œuvre à travers les paysages par le biais de sous-projets locaux exécutés par des organisations et des gouvernements locaux compétents, bénéficiant directement à 3 000 ménages de petits agriculteurs, dont 35 % dirigés par des femmes, avec des progrès par rapport aux sous-indicateurs NDT systématiquement suivis sur le terrain. Cela implique :  a) les bénéficiaires locaux ont accès aux moyens de mise en œuvre des solutions NDT ;  b) La capacité des parties prenantes au niveau local en matière de techniques de gestion de l'utilisation des terres pour la NDT est spécifiquement renforcée par le développement de compétences pratiques en vue de l'adoption de techniques durables de culture, de gestion des pâturages et de restauration des écosystèmes ;  c) les services de vulgarisation locaux reçoivent une formation spécifique sur la manière de (i) transmettre les connaissances sur les techniques de GDT/GDF, (ii) renforcer la cohésion sociale, et (iii) effectuer le suivi des NDT dans les paysages ;  d) Les services techniques des collectivités locales des départements et communes concernés de la région Centre-Nord disposent des moyens matériels pour relever les défis de la poursuite de l'objectif régional de la NDT. | FEM TF | 2 400 000 | | 7 182 857 |
| **Composante 3)** Renforcement de la coordination, du suivi et du financement de la NDT | TA | Résultat 3) Les obstacles juridiques, politiques, institutionnels et financiers à la poursuite de l'application de la méthode NDT sensible au genre au niveau du paysage sont levés.  Indicateurs :  - Adoption de politiques favorables à la NDT qui sont essentielles pour la mise en œuvre des cadres nationaux de NDT (critères selon le cadre conceptuel scientifique de la NDT (NDT-SCF)). | 3.1) Des changements par le biais de réformes juridiques et politiques, et des processus institutionnels améliorés sont soutenus pour étayer une gouvernance foncière pacifique, cohésive et durable (accent mis sur le code forestier, les cadres d'aménagement du territoire et les processus connexes).  3.2) Un financement durable est assuré pour la gestion continue des paysages en vue de la mise en place de NDT. | FEM TF | 250 000 | | 1 462 857 |
| **Composante 4**) Suivi et évaluation et gestion des connaissances pour le passage à l'échelle supérieure | TA | Résultat 4) Les impacts du projet et les indicateurs de la NDT sont contrôlés et les enseignements sont partagés afin d'étendre les résultats à l'ensemble du pays.  Indicateurs :  - Site web de la plateforme de connaissances opérationnel ;  -Nombre d'événements de dialogue organisés dans les paysages de la région Centre-Nord ;  - Organisation d'un événement national d'apprentissage  - Publication et production d'une courte série de vidéos ;  - Nombre de visites d'échange d'apprentissage organisées, de sessions de vulgarisation rurale organisées et de rapports pertinents par catégorie achevés ; et  -Le système de suivi des jeunes est en place et génère des données.  *(Valeurs de référence et valeurs cibles pour les indicateurs tbd/tbc dans le PPG)* | Sous-composante Suivi de la NDT :  4.1) Les résultats de la mise en œuvre des solutions et des pratiques de GDT/GDF sur le terrain sont régulièrement mesurés par rapport aux paramètres fixés par la NDT et font l'objet de rapports réguliers par le biais du MRV.  4.2) Une plateforme de connaissances est opérationnelle pour la coordination et le partage des leçons entre les parties prenantes au niveau du paysage, national et international. | GEFTF | 116 160 | | 392 857 |
| Sous-composante M&E du projet :  4.3) Un cadre participatif de S&E et d'apprentissage est développé et mis en œuvre pour le projet dans son ensemble et sur le terrain. | GEFTF | 170 000 | | 242 858 |
| Sous-totaux | | | |  | 3 336 160 | 11 714 286 | |
| Coût de gestion du projet (PMC)\* | | | |  | 166,808 | 585 714 | |
| COÛT TOTAL DU PROJET | | | |  | 3 502 968 | 12 300 000 | |

\* Pour ce projet à fonds multiples, la répartition du PMC entre les différents fonds fiduciaires est la suivante:

## C. Sources indicatives de cofinancement du projet par nom et par type, si disponibles

| **Sources de cofinancement** | **Nom du cofinancier** | **Type de cofinancement** | **Investissement**  **Mobilisé** | **Montant ($)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Agence du FEM | PNUD, à travers « Amélioration des moyens d'existence durables en milieu rural » (PAMED) 2020-2028 | Subvention | Investissement mobilisé | 3 200 000 |
| Agence du FEM | PNUD Burkina Faso, avec des fonds de base (TRAC) | Subvention | Investissement mobilisé | 500 000 |
| Donateur | Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) à travers le projet: « Beog-Puuto “Fermes du future” Burkina Faso 2018-2024 » et d'autres programmes en cours de réalisation (2022-2026 et au-delà). | Subvention | Investissement mobilisé | 4 000 000 |
| Donateur | Canada - Affaires mondiales Canada, à travers deux programmes: « Renforcer la résilience aux impacts du changement climatique et COVID-19 » et « Carrefour canadien international - Coopération volontaire 2020-2027 ». | Subvention | Investissement mobilisé | 3 000 000 |
| Donateur | Allemagne - Ministère de la coopération économique et du développement, par le biais de PACES - Projet d'amélioration de la productivité agricole par la conservation des eaux et des sols / Project for the improvement of soil productivity (PACES) (2019-2024). | Subvention | Investissement mobilisé | 1 200 000 |
| Gouvernement bénéficiaire | Ministère de l'environnement, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement (MEEES) | En nature | Investissement mobilisé | 400 000 |
| Total du cofinancement |  | Au moins | | 12 300 000 |

#### Décrivez comment tout «investissement mobilise » a été identifié.

Des discussions ont été entamées avec les partenaires de développement du gouvernement du Burkina sur le cofinancement du projet. Plusieurs investissements prévus ont été identifiés qui peuvent contribuer directement à l'objectif des composantes du projet, en particulier pour la mise en œuvre des pratiques NDT sur le terrain à plus grande échelle. Plus spécifiquement, des partenariats avec les gouvernements de la Suède, du Canada et de l'Allemagne sont en cours de négociation. Leur soutien au cofinancement correspond bien au projet FEM car ces donateurs soutiennent la durabilité et la résilience dans les zones rurales du Burkina Faso. Les noms des programmes proposés comme contributions de cofinancement sont énumérés dans le tableau C ci-dessus de manière indicative. Les cofinancements de base mobilisés sont des investissements publics parallèles et non des cofinancements en espèces du projet.

Le gouvernement a l'intention de contribuer à hauteur de 400 000 $ en tant que cofinancement en nature à ce projet, géré par SP/CNDD, sous la forme de temps de travail de hauts fonctionnaires de différentes entités publiques dans les domaines pertinents pour NDT (pas seulement du ministère de l'Environnement, mais aussi d'autres impliqués dans la Coalition nationale pour la gestion durable des terres - CNGDT). La contribution de cofinancement du gouvernement reflète la participation de ses hauts fonctionnaires aux réunions du conseil d'administration du projet et à d'autres activités du projet. Elle peut éventuellement inclure des subventions gouvernementales au personnel et aux jeunes stagiaires pour aider à construire les plateformes de connaissances prévues dans la composante 4 et assurer sa gestion durable en intégrant les résultats des composantes dans l'institution hôte. Le SP/CNDD a également l'intention de s'appuyer sur le soutien d'autres entités gouvernementales au sein et en dehors du CNGDT. La portée du gouvernement sera évaluée et détaillée au cours du PPG.

Le PNUD Burkina Faso a mobilisé un investissement à effet de levier pour le projet par le biais d'un cofinancement en espèces qui sera reçu sur le compte du projet et qui s'élève à 500 000 dollars. Le PNUD contribue également au projet par le biais d'un programme connexe intitulé PAMED – *« Amélioration des moyens d'existence durables en milieu rural »* dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre Ouest du Burkina Faso. Le PAMED pourra partager des ressources opérationnelles avec le projet FEM dans le Centre-Nord, une fois en cours de mise en œuvre.

## D. Ressources indicatives du Fonds fiduciaire demandées par agence, par pays et pour la programmation des fonds

| **Agence du FEM** | **Fonds d'affectation spéciale** | **Pays/**  **Régional/ mondial** | **Domaine focal** | **Programmation**  **de fonds** | **(en $)** | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Financement du projet par le FEM (a)** | **Frais d'agence (b)** | **Total**  **(c)=a+b** |
| PNUD | GEFTF | Burkina Faso | Dégradation des terres | Allocation LD STAR | 3 502 968 | 332 782 | 3 835 750 |
| Ressources totales du FEM | | | | | 3 502 968 | 332 782 | 3 835 750 |

## E. Subvention de préparation de projet (ppg)

#### Une subvention de préparation de projet est-elle demandée ? Oui Non Si non, passez le point E.

### PPG Montant demandé par agence(s), fonds fiduciaire, pays(s) et programmation des fonds

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Agence du FEM | Fonds d'affectation spéciale | Pays/  Régional/Global | Domaine focal | Programmation  de fonds | (en $) | | |
| PPG (a) | Agence  Honoraires (b) | Total  c = a + b |
| PNUD | GEFTF | Burkina Faso | Dégradation des terres | Allocation LD STAR | 150 000 | 14 250 | 164 250 |
| Montant total du PPG | | | | | 150 000 | 14 250 | 164 250 |

## F. Contributions cibles du projet aux 7 indicateurs de base du FEM

Voir la fiche de travail sur les indicateurs de base à l'[annexe B](#_Annex_B._Core).

| Indicateurs de base du projet | | Attendu à PIF |
| --- | --- | --- |
| 1 | **Zones protégées terrestres** créées ou sous gestion améliorée pour la conservation et l'utilisation durable (Hectares) | - |
| 2 | **Zones marines protégées** créées ou sous gestion améliorée pour la conservation et l'utilisation durable (Hectares) | - |
| 3 | Superficie des **terres restaurées (**Hectares) | 10 000 |
| 4 | Superficie des **paysages faisant l'objet de pratiques améliorées** (à l'exclusion des zones protégées) (Hectares) | 250 000 |
| 5 | Superficie de l'**habitat marin faisant l'objet de pratiques améliorées** (à l'exclusion des zones protégées) (Hectares) | - |
| 6 | **Réduction des émissions de gaz à effet de serre** (tonnes métriques de CO2 -equ) | - |
| 7 | **Nombre d'écosystèmes d'eau partagée** (douce ou marine) faisant l'objet d'une gestion coopérative nouvelle ou améliorée | - |
| 8 | **Les pêcheries marines** surexploitées dans le monde sont revenues à des niveaux plus durables (tonnes métriques). | - |
| 9 | **Réduction**, élimination/destruction, suppression progressive, **suppression** et évitement des **produits chimiques de portée mondiale** et de leurs déchets dans l'environnement et dans les processus, matériaux et produits (réduction des tonnes de produits chimiques toxiques). | - |
| 10 | Réduction, évitement des émissions de **POP dans l'air** à partir de sources ponctuelles et non ponctuelles (grammes d'équivalent toxique gTEQ) | - |
| 11 | Nombre de bénéficiaires directs, ventilés par sexe, en tant que co-bénéfice de l'investissement du FEM. | 19 000  (9 975 femmes et 9 025 hommes) |

## G. Taxonomie du projet

Pour la taxonomie complète, se référer à la partie III, annexe C. Voici un résumé, avec les marqueurs de Rio ajoutés :

| Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 |
| --- | --- | --- | --- |
| Modèles d'influence |  |  |  |
| Parties prenantes |  |  |  |
| Capacité, connaissance et recherche |  |  |  |
| Égalité des sexes |  |  |  |
| Domaine/thème central |  |  |  |
| Marqueur de Rio | Marqueur de Rio « la désertification est un objectif principal du projet » (DES 2) | NA | NA |

# PARTIE II : Justification du projet

## 1a. Description du projet

Le Burkina Faso est un pays aride, enclavé et moins développé (PMA) d'Afrique de l'Ouest, couvrant 27,4 millions d'hectares, avec une population de 21 millions d'habitants qui croît actuellement au rythme de 2,58% par an (estimations 2021). L'agriculture et l'élevage - ce dernier pratiqué en système pastoral nomade - occupent 80% de la population active mais ne contribuent qu'à 32% du PIB du pays. En termes de valeur, l'or est le principal produit d'exportation, produit à la fois à l'échelle industrielle et artisanale, et occupant un nombre croissant de personnes parmi la population rurale dans certaines régions.

Le Burkina Faso est confronté à de nombreux défis de différents ordres, notamment en termes de génération d'une croissance économique suffisante et de distribution plus équitable de ses avantages sociaux. Les indicateurs d'inégalité entre les sexes et de faible niveau de développement humain[[4]](#footnote-5) sont des gages de la vulnérabilité socio-économique du pays. Environ 20 % de la population connaît un certain niveau d'insécurité alimentaire, avec des ratios variant selon les années et les régions du pays. La sécheresse, les conflits, les chocs commerciaux et politiques, ainsi que différents types de risques (naturels, climatiques, sanitaires, etc.) tendent à aggraver la situation de la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

Plus récemment, un conflit interne a ravagé les campagnes, créant un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)[[5]](#footnote-6) , qui ont atteint 1,7 million de personnes en janvier 2022. Parmi celles-ci, 36 % (>620 000) se trouvent dans la région Centre-Nord du Burkina Faso. Le Programme alimentaire mondial (PAM) estime que d'ici août 2022, plus de 3 millions de personnes seront confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, le Burkina Faso étant aux prises avec le COVID-19 et le conflit.[[6]](#footnote-7) Bien que de nombreux DPI soient rentrés chez eux, la crise complexe persiste. Les analystes indiquent que ce conflit est profondément enraciné dans les niveaux élevés de croissance démographique et d'inégalité, associés à une pauvreté généralisée et à l'état dégradé des terres arables du pays. La dégradation des terres est, dans une large mesure, due à l'absence d'aménagement du territoire, conjuguée à des techniques de gestion des terres inadaptées. La crise actuelle, aux multiples facettes, a été aggravée par la pandémie de COVID-19 qui, à l'horizon 2022, n'est pas encore terminée au Burkina Faso, en raison du faible taux de vaccination.

Le climat du Burkina Faso est à la fois chaud et sec (les températures varient entre 27 et 30°C, et les moyennes mensuelles entre 15 et 45°C ; le pays reçoit en moyenne entre 600 et 770 mm de précipitations par an, avec de fortes variations interannuelles) et il est également très variable. Les zones sèches dominent les paysages du Burkina Faso (99,95% du pays est situé à un indice d'aridité inférieur à 0,65). La productivité agricole est faible et exposée à des risques climatiques élevés, notamment parce qu'elle est pratiquée de manière extensive et sur des sols pauvres. Ces sols reçoivent des quantités de pluie faibles et très variables (les pluies sont imprévisibles, à la fois dans le temps et dans l'espace) et ont des apports en nutriments très limités.

Pour ces raisons, la dégradation des terres (DL) est un problème sérieux et récurrent au Burkina Faso. Le pays a ratifié la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) en 1996. Une étude de référence nationale sur la DL réalisée pour le gouvernement en 2018 a calculé qu'environ 31% du territoire du Burkina Faso est soit affecté par la dégradation, soit en cours de dégradation, dont 6,5 millions d'hectares sont fortement dégradés, soit 24% de la superficie du pays.[[7]](#footnote-8) Une autre évaluation récente a indiqué que la TA a des coûts très élevés pour l'économie du Burkina Faso, estimés à 1,8 milliards de dollars par an (en utilisant l'année de base 2007), ce qui équivaut à environ 26% du PIB du pays également en 2007.[[8]](#footnote-9) Cette dernière évaluation a également indiqué que près de la moitié de ces coûts sont directement liés au déclin des services écosystémiques d'approvisionnement (y compris la disponibilité de nourriture, la production de bois, les flux de carbone et la circulation de l'eau, la sauvegarde de l'habitat, entre autres). Ce type de déclin peut, dans une large mesure, être évité ou géré.

Entre 2005 et 2017, le Burkina Faso a mis en œuvre une série de projets et de programmes de LD, notamment le Programme de partenariat pays (PPP) financé par le FEM. Le pays a systématiquement soumis des rapports nationaux à la CNULCD et a constamment contribué au développement de connaissances empiriques sur la GDT/GDF, tant au niveau national que mondial, notamment en contribuant à jusqu'à 53 pratiques uniques de GDT et de GDF enregistrées dans des bases de données mondiales, telles que la WOCAT[[9]](#footnote-10) . En 2017/18, le Burkina Faso a institué de nouvelles façons de mesurer et de traiter la DL, à savoir en établissant des objectifs nationaux pour la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), qui est liée à l'Objectif de développement durable *«  La vie sur terre »* (SDG15) et à sa cible 15.3 sur la NDT. En adoptant les approches de la NDT, le Burkina Faso saisit également une opportunité unique de s'attaquer à la dégradation des terres et de générer, dans le processus, de multiples avantages socio-économiques de la NDT. Cela inclut des possibilités d'exploiter le financement d'impact et d'accéder aux fonds de défi liés aux nouveaux mécanismes qui deviennent maintenant disponibles pour soutenir la réhabilitation des écosystèmes et les pratiques agricoles restauratrices. L'objectif national NDT propose que 5,16 millions d'hectares de terres dégradées soient récupérés d'ici 2031, y compris les terres cultivées, les forêts et les pâturages dégradés. Ce projet y contribuera directement.

### 1) Les problèmes mondiaux d'environnement et/ou d'adaptation, les causes profondes et les obstacles qui doivent être traités (description des systèmes) :

Ce projet s'attaque directement au problème de la dégradation des terres au Burkina Faso et contribue à la réalisation de l'objectif national de neutralité de la dégradation des terres par des actions de renforcement des capacités au niveau national complétées par d'autres sur le terrain. Plus précisément, le projet vise à améliorer les "cadres nationaux" pour la réalisation de l'objectif national de neutralité de la dégradation des terres (NDT), tout en prévenant les conflits liés aux ressources naturelles et en promouvant la cohésion sociale dans des paysages sélectionnés de la région Centre-Nord par l'application pratique du concept NDT. Le terme "cadres de la NDT" fait référence au cadre conceptuel scientifique pour le RLD (RLD-SCF), qui décrit les "principes fondamentaux de la NDT" et d'autres caractéristiques requises des interventions basées sur le RLD. Il s'agit notamment de la " fourniture d'avantages multiples " (y compris l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), ainsi que de la " gouvernance responsable et inclusive " (y compris la cohésion sociale). Même si le projet dispose d'un financement limité du FEM, il propose de s'attaquer au problème de la dégradation des terres au Burkina Faso de manière pragmatique, mesurable et scientifique, en se basant sur les principes et les concepts inclus dans la NDT-SCF. En outre, en promouvant la meilleure option pour l'intervention actuelle du FEM dans la région géographique sélectionnée (Centre-Nord), le projet se propose également d'être stratégique - notamment parce qu'il s'appuie sur des investissements importants de l'ONU et d'autres donateurs dans les secteurs agricoles, forestier, de l'élevage et social, y compris des investissements importants dans la prévention des conflits. Le projet s'appuiera sur les expériences du Programme PAMED du PNUD *– « Amélioration des moyens d'existence durables en milieu rural »*, qui a débuté en 2020 et est mis en œuvre dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Ouest.

Figure 1. Cartes de la région du Centre-Nord du Burkina Faso : (a) provinces et départements ; et (b) dynamique de la productivité des terres.[[10]](#footnote-11)

A picture containing text, plant

Description automatically generated

La région Centre-Nord, représentée sur la figure 1 Figure 1a été choisie par le gouvernement pour faire l'objet d'une intervention pratique de NDT dans le cadre de ce projet car elle offre des opportunités intéressantes pour tester une approche NDT à travers les paysages. La région présente des zones édaphoclimatiques variées et une distribution équilibrée des dynamiques de productivité des terres. L'étude de référence du MAAH de 2018 sur la dégradation des terres fait référence à la région Centre-Nord comme un « laboratoire grandeur nature » pour tester des approches de conservation de l'eau et des sols, ainsi que de restauration des terres. Toutes les utilisations des terres fréquentes au Burkina Faso sont représentées dans la région : de la petite agriculture de subsistance à la production de produits de base dans de grandes exploitations, des zones agroforestières à l'élevage extensif et intensif (y compris la transhumance), ainsi que l'exploitation aurifère. Selon les statistiques du gouvernement, en 2021, le Centre-Nord est arrivé en tête de toutes les autres régions en termes d'hectares de terres récupérées de la dégradation des sols.[[11]](#footnote-12) Plus important encore, il existe un engagement politique fort en faveur du projet de la part du gouvernement régional du Centre-Nord, qui était représenté par le gouverneur en personne lors d'un événement de consultation précoce des parties prenantes.[[12]](#footnote-13) Un tel engagement politique de haut niveau, en plus de l'engagement général des parties prenantes, est essentiel pour le succès du projet. Une autre bonne raison de choisir le Centre-Nord pour ce projet est qu'il n'est pas couvert par le projet GEF ID 10291 *« Sustainable Forest Management Impact Program on Dryland Sustainable Landscapes »*, mis en œuvre par l'UICN et qui comprend des sites dans les régions Nord, Centre et Centre-Ouest.

La présence de personnes déplacées en grand nombre dans la région Centre-Nord représente un défi supplémentaire pour sa sélection, mais aussi des opportunités d'apprentissage - que ce soit pour le gouvernement ou pour les partenaires humanitaires et de développement - et en termes de collaboration pour trouver une solution viable aux problèmes complexes de cohésion sociale et d'aménagement du territoire. Les cartes en Figure 1 fournissent potentiellement un point de départ pour définir les paysages cibles, dans lesquels la NDT sera concrètement appliquée.[[13]](#footnote-14)

La région Centre-Nord comprend trois provinces : Bam (la ville principale est Kongoussi), Namentenga (la ville principale est Boulsa) et Sanmatenga (la ville principale est Kaya, également la capitale régionale) et 28 départements/communes (Figure 1a), qui abritent une population de 1,8 M de personnes (2019), dont 52,6% de femmes. En 2019, la mortalité des enfants de moins de cinq ans était de 116[[14]](#footnote-15) , ce qui indique une malnutrition chronique et des services de santé limités. La fécondité totale de la région était de 6,7 enfants par femme en 2010 (*Ibid.)*, mais elle a probablement baissé depuis en même temps que la moyenne nationale, qui est passée de 5,867 cette année-là à 5,109 en 2019 (Données BM). Selon le « Tableau de bord annuel » de 2021 compilé par le ministère de l'Agriculture[[15]](#footnote-16) , le taux d'alphabétisation de la population agricole de la région Centre-Nord est de 39% pour les hommes et de 30% pour les femmes, similaire à la moyenne nationale (données de 2020). Comme d'autres régions du Burkina Faso, le Centre-Nord est confronté à des problèmes récurrents de sécurité alimentaire. Bien que les informations quantitatives sur les ressources foncières et la production de la région soient limitées, la sécurité alimentaire est régulièrement suivie par les agences humanitaires à travers ses effets. En octobre 2021, le réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS) pour le Burkina Faso a signalé que l'ensemble de la région Centre-Nord était "sous tension", en raison du grand nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire.[[16]](#footnote-17) Selon la même source, la situation pourrait s'aggraver en 2022. [[17]](#footnote-18)

Même si l'insécurité alimentaire localisée peut avoir des raisons complexes et que ses indicateurs changent de manière dynamique dans le temps et l'espace, dans une région comme le Centre-Nord, la vulnérabilité inhérente des systèmes d'utilisation des terres productives a un caractère plus systémique et elle est fortement liée à la dégradation des terres. Par conséquent, lorsque l'on s'attaque à la dégradation des terres dans le cadre de ce projet, il est important de prendre en compte les aspects de cohésion sociale qui affectent la région et le pays. Il est également important de saisir l'opportunité d'aborder les questions de cohésion sociale par le biais d'une approche NDT.

##### Menaces, causes profondes et obstacles

La dégradation des terres porte gravement atteinte aux moyens de subsistance des populations en restreignant l'accès aux services écosystémiques vitaux (notamment la nourriture et l'eau). Elle aggrave également la pauvreté, et elle est enracinée dans la pauvreté. Les causes profondes de ces processus sont complexes et interconnectées. Dans le profil pays NDT 2018 du Burkina Faso, il est indiqué que « *1,1 million de personnes vivaient sur des terres agricoles dégradées en 2010 - une augmentation de 53 % en une décennie, portant la part des résidents ruraux qui habitent des terres agricoles dégradées jusqu'à 9 % de la population rurale totale.* »[[18]](#footnote-19) Le secteur agricole du Burkina Faso se caractérise par un accès limité au marché, ce qui, selon le profil pays de la NDT 2018, signifie que les communautés des zones reculées ont réduit les possibilités de développer des utilisations plus productives des terres et, en fin de compte, de gérer les terres de manière plus durable. Le problème s'est aggravé au cours de la période 2000-2010, selon la source mentionnée, qui a également évalué le coût annuel élevé de la dégradation des terres au Burkina Faso, ainsi que les possibilités de résoudre le problème par des investissements (*Ibid*.).

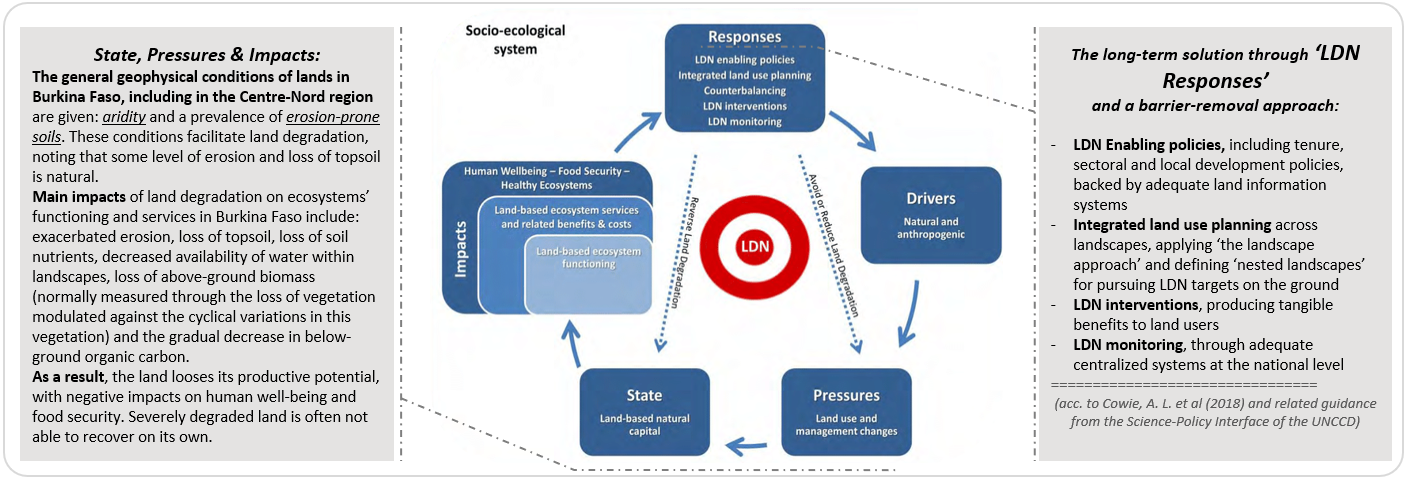
En outre, la dégradation des terres au Burkina Faso est profondément liée au changement climatique, que le pays connaît déjà à travers les changements observés dans l'augmentation des températures moyennes et des précipitations moyennes, et avec un nombre accru d'anomalies, c'est-à-dire une fréquence plus élevée d'événements climatiques extrêmes.[[19]](#footnote-20) Les modèles actuels de variabilité climatique devraient être exacerbés dans le cadre de scénarios de changement climatique élevé, ce qui affectera particulièrement le secteur agricole. Dans le même temps, le secteur des émissions de gaz à effet de serre AFOLU (Agriculture, Foresterie et autres utilisations des terres) est responsable de 83% des émissions totales du Burkina Faso, tandis que l'élimination des émissions de carbone par les forêts est estimée à 4% des émissions totales du pays (*Ibid*.). Par conséquent, le manque de progrès vers l'objectif NDT au Burkina Faso affecte également la poursuite d'autres objectifs, tels que ceux énoncés dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) du pays à l'Accord de Paris dans le cadre de la CCNUCC, tant en termes d'atténuation du changement climatique que d'adaptation.

Pour composer la théorie du changement du projet (dans la section Figure 4 plus bas), un modèle de système socio-écologique a été adopté pour analyser les causes profondes, les moteurs et les barrières des TA (selon Figure 2), qui comprend les moteurs, les pressions, l'état et les impacts, suivi d'une « réponse au TA ». Figure 2 L'encadré ci-dessous montre comment l'analyse causale qui sous-tend la théorie du changement du projet s'appuie sur ce modèle et les cadres NDT connexes. Trois causes immédiates de dégradation des terres (pressions) ont été identifiées (plus bas), avec les impacts généraux suivants sur l'état des terres :

1. **Dans les paysages plus vastes à usages multiples : les pressions comprennent le défrichement, les incendies et l'utilisation inappropriée des terres, avec des pratiques de gestion des terres non durables.** Il s'agit notamment de (i) *dans les terres cultivées* : brûlis, culture itinérante, mauvaise gestion des sols et de l'eau, qui sont des modèles typiques des systèmes d'agriculture de subsistance. L'utilisation inadéquate de l'irrigation dans les systèmes de culture du coton (une culture de rente) présente un potentiel de dégradation important ; (ii) *dans les zones forestières / boisées* : surexploitation de la végétation ligneuse (principalement pour le charbon de bois) ; (iii) *dans les prairies / pâturages* : surpâturage et utilisation excessive et incontrôlée du feu. Ces pressions dues à l'utilisation dominante des terres ou à des changements négatifs dans la gestion des terres sont induites par la pression démographique et exacerbées par le changement climatique, ainsi que par d'autres conditions sociales (par exemple, la pauvreté, les inégalités). Dans la région Centre-Nord, l'utilisation du feu a été limitée à la partie nord de la province de Bam et à la partie centrale de la province de Namentenga. D'après les données de l'étude Figure 1b, 15,4 % des terres de la région Centre-Nord sont déjà dégradées (comme le montre la couleur rouge de la carte, qui indique une baisse de la productivité des terres), tandis que 19,3 % montrent des signes précoces de déclin et 2,23 % sont stables mais stressées.
2. **Au niveau local : les pressions comprennent une mauvaise gestion des terres, notamment l'adoption limitée de techniques de conservation des sols et de l'eau.** L'agriculture de subsistance prédomine dans tout le pays et la région Centre-Nord ne fait pas exception. La culture a lieu pendant la saison des pluies dans de petites exploitations de 1,5-2,0 ha. Les plus grandes exploitations peuvent atteindre jusqu'à 15 ha (la FAO mentionne 3-6 ha comme moyenne). Les cultures vivrières les plus importantes sont le sorgho (*Sorghum bicolor*), le millet (*Pennisetum glaucum*) et le maïs (*Zea mays*), et elles sont cultivées sur environ 80% de la superficie des terres arables. Les cultures vivrières sont principalement des cultures pluviales. Les techniques de conservation des sols et de l'eau sont rarement utilisées par les agriculteurs. Dans les petites exploitations, les intrants agricoles améliorés, notamment le matériel de labour ou les variétés de semences améliorées, sont rarement utilisés. Dans certaines régions du Centre-Nord, il existe de vastes périmètres d'agriculture irriguée produisant des cultures de rente telles que le riz, la canne à sucre, les légumes et les cultures fruitières, mais la durabilité de ces systèmes reste à étudier. La présence de plantations extensives de coton tend à accélérer la dégradation des sols plus que les autres cultures.
3. **La gestion des parcours n'est pas durable en raison du surpâturage et des conflits d'utilisation des terres :** L'élevage est présent dans la plupart des ménages agricoles au Burkina Faso, souvent à petite échelle et utilisant principalement du petit bétail, élevé avec peu d'intrants et principalement pour la consommation domestique. L'élevage est également pratiqué dans des systèmes nomades communautaires à plus grande échelle qui utilisent la transhumance et la gestion des parcours comme stratégie pour une exploitation extensive des ressources rares en pâturages. Dans le Centre-Nord, ces systèmes utilisent des couloirs dans les parties centrales des provinces de Namentenga et Sanmatenga. Cependant, s'ils ne sont pas gérés de manière adéquate, les systèmes de transhumance peuvent dégrader les paysages en raison du surpâturage. Si l'utilisation des terres est mal gérée, les activités de transhumance peuvent entraîner des conflits avec l'agriculture sédentaire et entrer en compétition au niveau local pour l'eau et le fourrage.
4. **L'utilisation des terres par les industries minières est connue pour provoquer une dégradation importante des sols dans des zones localisées : L'**exploitation minière des métaux a un impact beaucoup plus profond sur la terre, en retournant le sol et en surexploitant et contaminant les ressources en eau. Pourtant, au niveau du paysage, cet impact tend à être localisé et peut être contenu. L'un des plus grands et les plus anciens sites d'exploitation industrielle de l'or au Burkina Faso sont tous deux situés dans la région Centre-Nord (respectivement Bissa-Bouly et Taparko).

**D'autres causes plus systémiques à l'origine de la DT** (et qui sont des causes profondes) sont : la pression démographique et la pauvreté. La population du Burkina Faso a augmenté à un taux d'environ 3,1% par an. Les pressions démographiques au niveau local ont un lien direct avec les pressions sur les terres et les ressources naturelles, étant donné les dynamiques actuelles d'utilisation des terres. Selon les données de la BM, le taux de pauvreté au seuil de pauvreté national était de 41,4% de la population en 2019 (des données plus récentes et désagrégées ne sont pas disponibles auprès de la source). Les impacts des pressions démographiques et de la pauvreté en tant que facteurs clés de la dégradation des terres sont actuellement exacerbés par le conflit et les impacts de la pandémie de COVID-19, qui aggravent tous deux la situation d'insécurité alimentaire dans le pays.

Figure 2. Un système socio-écologique pour encadrer le problème de la dégradation des terres par le biais du Cadre conceptuel scientifique pour la NDT,' [[20]](#footnote-21)



Le cadre conceptuel scientifique de la NDT prescrit que la mise en œuvre de la NDT est géré **au niveau du paysage** par une **planification intégrée de l'utilisation des terres**, tandis que la réalisation de la NDT est évaluée au niveau national.[[21]](#footnote-22) En raison du contexte fragile décrit ici, s'attaquer aux causes de la dégradation des terres au Burkina Faso nécessite une réponse appropriée. En adoptant la NDT comme une « réponse » (en référence au modèle dans le document Figure 2), une **approche de suppression des barrières** vis-à-vis de la solution envisagée est proposée.

La solution à long terme proposée qui sous-tend la stratégie du projet suit le cadre conceptuel scientifique de la NDT et s'inspire du profil pays NDT du Burkina Faso (2018), qui indique que : *« [...] les objectifs de la NDT fournissent au Burkina Faso un véhicule solide pour favoriser la cohérence des politiques et des actions en alignant les objectifs nationaux de la NDT avec les mesures des contributions déterminées au niveau national et d'autres engagements nationaux. »*

L'objectif global de la NDT pour le Burkina Faso propose[[22]](#footnote-23) « récupérer, d'ici 2031, un total de 5,16 millions d'hectares de terres dégradées, et également prévenir la dégradation des terres actuellement non dégradées... Plus spécifiquement, le pays s'engage [dans le cadre de l'objectif NDT] à tout mettre en œuvre pour : Mettre fin à la déforestation d'ici 2030 ; Améliorer la productivité des savanes et des terres cultivées qui présentent une baisse de productivité, soit 2,5 millions d'hectares ; Améliorer les stocks de carbone sur 800 000 ha pour atteindre un minimum de 1% de matière organique [...][[23]](#footnote-24) ; Récupérer 300 000 ha de terres nues sur un total de 600 000 ha... Ces objectifs sont cohérents avec les engagements précédents pris, notamment dans le cadre des conventions de Rio et de la convention de Ramsar. »

La solution à long terme pour ce projet soutient la réalisation des objectifs ci-dessus, et de la cibla NDT, et stipule que le projet aspirera à contribuer à un changement transformationnel vers une gestion durable et intégrée des paysages au Burkina Faso suivant les principes NDT, et en pilotant les interventions NDT dans la région Centre-Nord.

Selon les cadres conceptuels présentés dans Figure 1la NDT comme réponse au problème de la dégradation des terres implique : (1) des politiques favorables à la NDT qui intègrent la planification de l'utilisation des terres dans les cadres de développement ; (2) des interventions de contrepoids à la NDT dans la poursuite de la neutralité ; et (3) le suivi des progrès vers la NDT. Ces éléments figurent dans la figure TOC (Figure 4) ainsi que quatre **obstacles** distincts à la solution à long terme mentionnée - obstacles qui ont été identifiés en consultation avec les principales parties prenantes et qui sont décrits ci-dessous :

###### Obstacle 1 : la planification et la gestion de l'utilisation des sols ne sont pas suffisamment structurées

Les politiques de décentralisation sont en cours de mise en œuvre au Burkina Faso depuis la fin des années 1990. Au fil des ans, ces politiques ont défini un cadre général et « imbriqué » pour l'administration spatiale des unités territoriales infranationales par l'État.[[24]](#footnote-25) Ces politiques ont également délégué aux autorités locales des provinces et des communes une grande partie de la responsabilité de la planification spatiale et de l'aménagement du territoire, mais pas nécessairement les moyens de la mettre en œuvre. En fait, le PRODOC du projet PAMED mentionne qu'il y a une « absence » d'outils pour une planification globale de l'utilisation des terres au Burkina Faso.

Afin d'atteindre les objectifs de NDT en ce qui concerne l'arrêt de la déforestation, l'augmentation de la productivité des savanes et des terres cultivées et l'amélioration des stocks de carbone, un registre central des actions et une manière structurée de planifier l'utilisation des terres et des ressources à travers des paysages imbriqués seraient nécessaires. En outre, divers secteurs devraient être impliqués : environnement, agriculture, gestion des ressources en eau, protection de la nature, cadastre, pour n'en citer que quelques-uns. Par conséquent, la planification spatiale de l'utilisation des terres pour la NDT, et la mise en œuvre de la gestion de l'utilisation des terres pour la NDT, devraient être intégrées par défaut, et en notant que la responsabilité institutionnelle pour les secteurs mentionnés au Burkina Faso est dispersée entre diverses institutions.

En théorie, il ne s'agit que d'un problème de coordination institutionnelle, qui peut être résolu par le *Secrétariat* Permanent du Conseil National *pour le Développement Durable* (SP/CNDD). Cependant, la Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT)[[25]](#footnote-26) n'a été créée que récemment. Il y a encore du chemin à parcourir pour assurer la collaboration et l'alignement entre les secteurs, les institutions, en considérant les différentes échelles de gestion au niveau du paysage. Au niveau local, la gestion de l'utilisation des terres inclura nécessairement les entités gouvernementales décentralisées et, surtout, les utilisateurs des terres en tant que parties prenantes et bénéficiaires clés.

De plus, une répartition équilibrée et structurée des responsabilités pour les différentes actions dans le cadre d'un aménagement du territoire multicouche et imbriqué devrait être développée. Le cadre conceptuel scientifique pour la NDT (NDT-SCF) fournit un certain nombre d'outils utiles. Cependant, le principal obstacle réside dans le fait que plusieurs institutions sectorielles n'ont pas l'habitude de travailler ensemble à travers les paysages pour une planification intégrée de l'utilisation des terres. Par exemple, des rapports relatifs à la conservation de l'eau et des sols sont préparés par le ministère chargé de l'agriculture au Burkina Faso depuis 2018. Ils mentionnent qu'une *Stratégie* Nationale *de* Restauration, Conservation *et l'environnement des Sols* (SNRCRS) serait préparée. Dans le cadre de ces travaux, une base de référence pour la dégradation des sols a été établie en 2018 à l'aide d'indicateurs spécifiques, et en vue de rendre compte des progrès réalisés au niveau national. Cependant, les indicateurs adoptés ne convergent pas vers la NDT et ne permettent pas de calculer la neutralité. En outre, peu de progrès ont été réalisés en vue de l'élaboration de la SNRCRS, ainsi que d'un plan d'action pour sa mise en œuvre.

En outre, au niveau national, la capacité des parties prenantes à la planification intégrée de l'utilisation des terres laisse à désirer. En effet, le SP/CNDD a le mandat de coordonner toutes les institutions pour toutes les questions relatives au développement durable, y compris celles responsables de l'agriculture, de l'élevage, des forêts, de la gestion des ressources en eau, de la protection de la nature, etc. Cependant, la planification intégrée de l'utilisation des terres pour la NDT représente un nouveau niveau de défi. Les ministères responsables de l'agriculture, de l'eau et de la protection de la nature ne sont pas suffisamment familiarisés avec le concept de NDT et ce qu'il implique. Ils ne sont pas non plus prêts à collaborer sur des plateformes électroniques pour un exercice de planification intégrée. L'intégration de différents systèmes d'information foncière pour la NDT est également un défi. Un processus d'apprentissage et de développement des capacités serait nécessaire pour une planification intégrée. On peut dire qu'il y a un manque d'approche systématique et intégrée de la gestion des paysages de production, y compris la planification, la surveillance, ainsi que pour le suivi des progrès de la NDT au niveau national spécifiquement.

###### Barrière 2 : Soutien insuffisant aux ménages et aux communautés souhaitant diversifier leurs activités de production

Les actions pour atteindre la NDT comprennent des pratiques de gestion durable des terres (GDT) qui évitent ou réduisent la dégradation, couplées à des efforts pour inverser la dégradation par la restauration ou la réhabilitation des terres dégradées. Cependant, les ménages de petits exploitants agricoles au Burkina Faso ont des options limitées pour gérer les terres et accéder aux autres avantages du développement économique. Ceux de la région Centre-Nord ne font pas exception.

Des conditions minimales doivent être réunies pour que la GDT et les techniques connexes soient diffusées parmi les utilisateurs des terres et que la NDT soit poursuivie. La planification de l'utilisation des terres à différents niveaux du paysage impliquant les principales parties prenantes est l'une de ces conditions. La planification spatiale pour la NDT n'a pas encore eu lieu dans la région Centre-Nord. Il existe peu d'informations géographiques pouvant servir de base à un tel exercice, et les informations existantes (par exemple, le tableau de bord annuel de l'agriculture 2020 préparé par le ministère responsable de l'agriculture) ne sont pas mises à disposition de manière à pouvoir être utilisées pour l'aménagement du territoire.

En outre, il n'existe pas de forum à l'échelle du paysage qui puisse être sollicité aux fins de la planification intégrée de l'utilisation des terres. Il s'agit des projets/programmes, des ONG, des associations et coopératives de producteurs et des organisations professionnelles agricoles (dites OPA/SCOOP), ainsi que des services publics techniques décentralisés, des collectivités locales, des groupes d'individus, des partenaires techniques et financiers et des opérateurs du secteur privé. Les acteurs des OPA/SCOOP correspondent à 62% de l'ensemble des catégories, dont la majorité (environ 80%) sont formalisés (c'est-à-dire enregistrés en tant qu'entité légale) mais ne collaborent pas nécessairement. Au niveau des régions et des provinces, il n'existe pas de cadre de collaboration relatif à l'aménagement du territoire qui rassemble ces parties prenantes - et encore moins pour un aménagement intégré du territoire. L'une des raisons de cette situation semble être le sous-financement et l'autre le manque de leadership en matière de coordination.

Un rapport gouvernemental sur la dégradation des terres datant d'avril 2021 mentionne qu'un total de 823 104 ha de terres seraient soumis à une gestion améliorée dans tout le pays en appliquant des techniques connues sous le nom générique de "Conservation *des* *Eaux* et des *Sols/Défense et Restauration des Sols*" (CES/DRS).[[26]](#footnote-27) De ce nombre, 88 380 ha (13,5 %) seraient situés dans la région Centre Nord. Deux à trois ans de mise en œuvre des programmes dans le cadre du SNRCRS se sont écoulés, avec la livraison d'une gestion améliorée sur un total de seulement 21 488 ha, ce qui n'a été obtenu que grâce à un processus intense d'engagement des parties prenantes. Le rapport du gouvernement de 2021 sur la dégradation des terres met en évidence les obstacles et les défis à relever pour accélérer les progrès sur le terrain. L'accès inadéquat au financement rural est une contrainte connue. Au Burkina Faso, seuls les ménages engagés dans la production de coton et de sésame bénéficient de crédits structurés de la part de leurs partenaires commerciaux extérieurs, qui contrôlent essentiellement les revenus et peuvent fournir des crédits conditionnels à faible risque. Le reste des segments agricoles connaît une certaine forme de difficulté à obtenir un soutien. En 2014, moins d'un pour cent du total des crédits accordés par les banques commerciales a été utilisé pour financer le secteur agricole. Par conséquent, les principales sources de financement sont informelles et proviennent principalement d'autres ménages (43 %) et de coopératives (13 %).

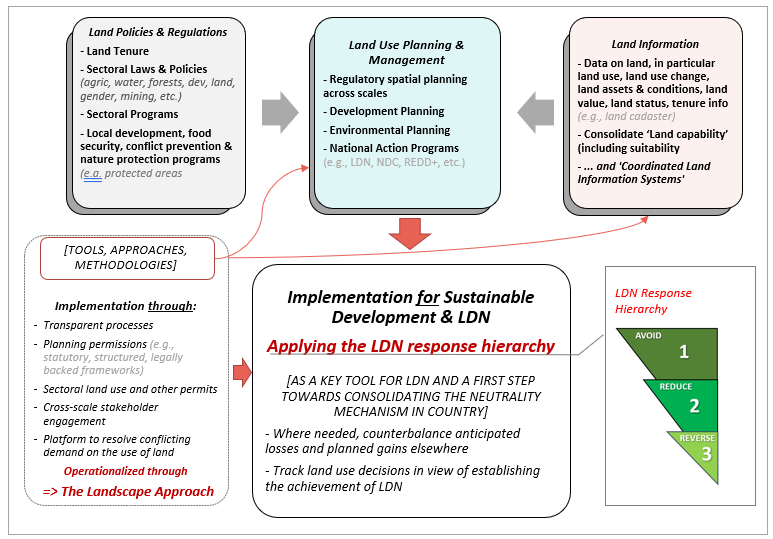
L'intégration de la dimension de genre reste faible. Les femmes sont une minorité bénéficiaire du programme et un groupe vulnérable, bénéficiant d'un niveau d'éducation plus faible et supportant le poids le plus lourd des tâches ménagères et des soins aux enfants, en plus de s'engager également dans l'agriculture. En 2019, le nombre de femmes formées au niveau national était de 36% (contre 64% pour les hommes). En chiffres absolus, elles représentaient près de la moitié de ceux des hommes (177 456 femmes et 316 173 hommes). Certains des indicateurs utilisés dans le CES/DRS sont sensibles au genre, ce qui est utile. Cependant, les résultats en termes de terres sous gestion améliorée sont encore modestes.

Enfin, la quantité et la qualité des services de vulgarisation rurale laissent à désirer et sont inégalement réparties dans le pays, selon le rapport du gouvernement de 2021 sur la dégradation des terres. Les ONG et les OPA/SCOOP remplissent ce rôle et sont appelées « *acteurs d'appui* ». La région Centre-Nord est comparativement mieux servie que les autres régions en ce qui concerne les acteurs d'appui (274 représentant 23,1% de la part nationale) et les vulgarisateurs ont un nombre d'années d'expérience supérieur à la moyenne. Cependant, les techniques et technologies diffusées sont quelque peu limitées. La mise en place de *cordons pierreux*, qui demande beaucoup de travail, l'application de fumier sont les méthodes préférées, suivies d'une technique endogène ouest-africaine connue sous le nom de Zaï sont les techniques les plus populaires dans la région Centre-Nord. Cependant, un certain nombre d'autres techniques restent à explorer, notamment l'agroforesterie, le bassin de collecte des eaux de ruissellement, les bandes enherbées, le billonnage, les diguettes filtrantes, les haies, la *mise-en-défense*, le paillage, etc.[[27]](#footnote-28) La disponibilité des outils et des machines semble être une lacune, selon le rapport. Les outils agricoles typiques appliqués restent rudimentaires. Même les tracteurs légers ne semblent pas être disponibles. La disponibilité limitée de semences améliorées est, en outre, une contrainte systémique des systèmes agricoles au Burkina Faso, dans la région Centre-Nord mentionnée comme obstacle.

###### Obstacle 3 : Les cadres juridiques et politiques sont inadéquats pour répondre aux exigences des NDT.

Bien que le pays ait établi ses objectifs et mesures volontaires nationaux en matière de la NDT en 2017, il semble y avoir une déconnexion entre les objectifs et les mesures associées, et le SNRCRS. Ce dernier n'a en effet pas encore été préparé. Les indicateurs qui seront probablement utilisés dans le SNRCRS ne sont pas alignés sur la NDT. Les horizons temporels restent également à aligner, et peut-être à ajuster, au cas où les objectifs définis en 2018 auraient été trop ambitieux. Plus important encore, le cadre juridique et politique de la gestion des terres pour la NDT au Burkina Faso est complexe et prévoit des procédures administratives lourdes et centralisées. La gestion de l'utilisation des terres nécessite une planification solide, de préférence intégrée. Au Burkina Faso, les exigences d'intégration ont fini par se traduire dans la loi par des procédures lourdes de planification et de prise de décision, qui se font, pour la plupart, par comité.[[28]](#footnote-29) Cela rend le processus de planification spatiale et d'aménagement du territoire complexe, descendant et bureaucratique. Une planification efficace et intégrée de l'utilisation des terres exige également que les plans approuvés puissent être appliqués sur le terrain et contrôlés. Au Burkina Faso, il existe d'importantes lacunes en matière de capacités à cet égard dans toutes les institutions clés concernées.[[29]](#footnote-30) Suivant la NDT-SCF, les cadres requis pour une planification et une gestion efficaces de l'utilisation des terres peuvent généralement être représentés dans les documents suivants Figure 3.

Figure 3. Cadres nécessaires pour une « réponse NDT » efficace - Figure adaptée de la NDT-SCF[[30]](#footnote-31)



En même temps, il y a de bonnes chances de concaténer la poursuite de la NDT avec d'autres cadres nationaux de portée mondiale. D'une part, les objectifs et les mesures de la NDT nationale sont volontaires. D'autre part, ils sont étroitement liés au changement climatique et aux engagements pris par le pays dans le cadre de la CCNUCC par le biais des contributions déterminées au niveau national (CDN). Ces dernières s'inscrivent dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat et sont donc contraignantes. Cependant, le travail nécessaire dans le cadre des objectifs et mesures volontaires nationaux du MLD doit être plus formellement lié au processus de la CDN. Il est tout aussi important de répondre aux besoins en matière de politiques et de réglementations foncières proposées dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. Figure 3.

###### Barrière 4 : Maîtrise limitée des méthodologies de suivi des indicateurs complexes de TA

Dans la description des menaces, les impacts de la dégradation des terres ont été mentionnés, liés à différents paramètres pour le sol, l'eau, la biomasse, etc., qui interagissent les uns avec les autres et répondent aux pressions de manière différente et dynamique. Bien que ces dynamiques puissent être mesurées, elles impliquent souvent un grand nombre d'indicateurs, dont beaucoup sont complexes. Certains nécessitent une analyse par télédétection et d'autres une collecte de données sur le terrain. L'évaluation de la dégradation des terres arides (LADA) de la FAO comprend sept groupes de manifestations de la dégradation des terres et plus de 30 types de dégradation des terres, chacun nécessitant une classification par système d'utilisation des terres. Il a donc toujours été difficile de mesurer la dégradation des terres, même si ses effets sur l'environnement biophysique sont manifestes et si ses impacts négatifs sur le bien-être humain et la sécurité alimentaire se font sentir.

En tant qu'indicateur composite, la NDT offre des avantages intrinsèques de « simplicité » et de « consolidation » pour le suivi de la dégradation des terres, dans la mesure où il combine trois éléments centraux de la dégradation des terres en un seul indicateur : (1) la couverture des terres (y compris le changement de couverture des terres) ; (2) la productivité des terres (productivité primaire nette, NPP) ; et (3) les stocks de carbone (carbone organique du sol, SOC). Les approches NDT constituent certainement une amélioration en termes de suivi de la dégradation des terres. Cependant, ces méthodologies n'ont pas encore été intégrées par les entités clés du gouvernement. Plus précisément, les institutions responsables de la collecte, du collationnement, de la production et de l'analyse des données pour le suivi de la NDT dans le pays ne collaborent pas pour le suivi de la NDT dans le pays. A ce jour, le SP/CNDD, qui héberge le Point Focal National pour l'UNCCD, n'a pas été capable d'établir des protocoles définitifs pour le suivi de la NDT.

Dans l'ensemble, même s'il y a un grand nombre d'initiatives récentes et actuelles qui touchent au thème de la dégradation des terres, il y a peu d'opportunités pour le partage de l'apprentissage entre les initiatives, pour l'évaluation et pour la mise à l'échelle nationale des applications pratiques de NDT. En même temps, il est remarquable qu'au moins 53 pratiques, méthodes ou technologies aient été enregistrées dans la base de données de WOCAT comme provenant du Burkina Faso. Ces techniques et pratiques sont issues de méthodes empiriquement prouvées de conservation et de gestion durable des sols, de l'eau, des forêts des terres cultivées et des pâturages, développées et adaptées au Burkina Faso. Pourtant, le nombre de techniques effectivement diffusées par les programmes d'appui public reste très limité.

##### Théorie du changement, y compris les hypothèses de base qui la sous-tendent

Figure 4. Théorie du changement (TOC)

|  |
| --- |
|  |
| **Hypothèses de base :**  **Hypothèse 1)** Il existe une volonté politique d'intégrer la NDT dans les politiques et programmes gouvernementaux, y compris dans la planification intégrée de l'utilisation des sols.  **Hypothèse 2)** La planification intégrée de l'utilisation des terres à travers les paysages pour la NDT a les conditions nécessaires pour être mise en œuvre sur le terrain, en particulier le soutien financier et l'engagement des parties prenantes.  **Hypothèse 3)** Les barrières systémiques affectant le Burkina Faso, notamment l'inégalité entre les sexes, les cadres fonciers complexes et les conflits, n'entraveront pas la mise en œuvre de la NDT sur le terrain.  **Hypothèse 4)** Il existe une volonté politique de supprimer les obstacles juridiques, politiques, institutionnels et financiers à la mise en œuvre de la NDT à différents niveaux.  **Hypothèse 5)** Les cadres de la NDT, tels que prescrits dans le Cadre conceptuel scientifique de la NDT (NDT -CCS), sont adoptés au Burkina Faso par l'ensemble des institutions collaboratrices comme le principal moyen de lutte contre la dégradation des terres.  **Hypothèse 6)** A long terme, la stabilité politique, la sécurité et la cohésion sociale sont assurées au Burkina Faso pour la poursuite des grands objectifs socio-environnementaux du pays.  **Hypothèse 7) La** réponse aux défis du changement climatique reste une priorité dans l'agenda politique du Burkina Faso. |
| **Conducteurs :**  **Facteurs omniprésents et systémiques)** Pressions démographiques et pauvreté, plus sécheresse récurrente.  **Facteur existant 1) Les** conflits internes au Burkina Faso contribuent à la rupture de la cohésion sociale et peuvent miner la responsabilité dans les relations sociales.  **Facteur existant 2)** Impacts de la pandémie de COVID-19 sur le secteur agricole et sur l'économie nationale.  **Facteur existant 3)** Augmentation soudaine et importante du prix mondial du pétrole et des denrées alimentaires, poussée par la guerre en Ukraine.  **Moteur de développement à long terme) Le** développement socio-économique du Burkina Faso tend vers une réduction progressive de la pauvreté et une augmentation du revenu par habitant, avec des impacts positifs sur les indicateurs de développement et plus largement sur les capacités nationales. |

### 2) Le scénario de base et tout projet de base associé :

Dans le scénario de base, le Burkina Faso s'écarterait progressivement de l'atteinte des objectifs de la NDT fixés en 2017/18. La lutte contre la dégradation des terres au Burkina Faso continuerait à suivre son cours à travers différents investissements, mais elle ne serait pas structurée et orientée par les cadres de la NDT. L'élaboration envisagée d'une Stratégie Nationale de Restauration, de Conservation et de Réhabilitation des Sols (SNRCRS) resterait en suspens dans le scénario de base, ou serait retardée de quelques années.

Le suivi des indicateurs de DT continuerait à être mené par des processus parallèles dans différentes entités sectorielles (agriculture, environnement, eau), plutôt que par des approches intégrées. L'exercice de suivi des indicateurs de DT ne convergerait pas nécessairement vers le calcul de neutralité intégré dans le concept de DT. L'établissement d'objectifs et le suivi des NDT au niveau national n'existeraient pas, bien que cela reste une aspiration. Plus important encore, les possibilités d'aborder le problème des DT par le biais d'une planification intégrée de l'utilisation des terres ne seraient pas saisies.

Les utilisateurs des terres souhaitant diversifier leurs activités de production et gérer les terres par des techniques de conservation de l'eau et des sols recevraient un soutien coûteux et non optimisé en vue d'une réduction. Les zones où la dégradation peut être évitée seraient identifiées et le *statu quo* de la progression de la dégradation prévaudrait. Les opportunités d'inverser les tendances de la DT seraient manquées.

##### Projets de référence qui cofinancent également le projet FEM / plus cadres de collaboration pour la durabilité

Il existe d'importantes initiatives en cours qui concernent la NDT. En janvier 2022, le Secrétariat permanent du Conseil national pour le développement durable (SP/CNDD) a créé un groupe consultatif multipartite intitulé « Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT) ». La Coalition rassemble le gouvernement, la société civile et le secteur privé pour aborder les questions de NDT.

Tableau 1. Projets de référence contribuant au cofinancement du projet GEFTF/LDCF

| **Donateur principal et partenaires** | **Nom, lieu et durée du projet** | **Objectifs et pertinence pour le projet FEM, y compris les points d'entrée pour la collaboration.** | **Montant du financement ($-equiv.)** | **Montant proposé pour le cofinancement ($)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Agence italienne pour la coopération et le développement | Renforcement de la résilience des populations pour faire face à l'insécurité alimentaire dans le Nord, le Centre Nord et le Sahel - Art 7 L. 125/2014.  Durée : 2014-2023 | Le projet se concentre sur le renforcement de la résilience et l'insécurité alimentaire dans plusieurs régions, dont la région Centre-Nord. Il le fait en partie grâce à l'aide humanitaire, et en partie grâce à l'aide au développement à plus long terme, y compris les investissements dans l'agriculture et les secteurs connexes. Une collaboration sera développée à travers le CES/AGF pour la diffusion des techniques de GDT/GDF liées au CES/DRS. | $4,1M | - |
| Canada - Affaires mondiales | Deux projets : (1) Renforcer la résilience face aux effets du changement climatique et COVID-19 (2020-2022), montant 2.3 : et (2) Carrefour canadien international - Coopération volontaire (2020-2027), montant 29.2M.  Durée combinée : 2020-2027 | Les projets pertinents sont axés sur le renforcement de la résilience, notamment pendant et après la pandémie, et font appel à des volontaires pour fournir une assistance technique sur le terrain. Le point d'entrée du cofinancement est lié à l'approche de la résilience du premier projet et, en ce qui concerne le second, à la possibilité de rattacher des volontaires canadiens ou soutenus par le Canada au projet du FEM. | $31,6M | $3,0M |
| Danida, Ministère des affaires étrangères, Danemark | Dynamiser les chaînes de valeur du sésame et de l'apiculture au Burkina Faso.  Durée : 2021-2023 | Les innovations technologiques et logistiques (par exemple, les semences améliorées, les techniques agricoles, le système de traçabilité, les paiements par téléphone mobile) sont appliquées par les organisations de producteurs de sésame et leurs groupes de producteurs affiliés, ce qui permet d'améliorer la qualité des produits et de réduire les coûts de transaction, et donc d'obtenir un prix plus élevé auprès d'Olvea (le conglomérat français qui achète la production de sésame en gros au Burkina Faso). La collaboration se concentrera sur les aspects innovants liés à l'utilisation de la technologie mobile pour le partage d'informations sur le marché agricole. | $1,3M |  |
| Commission européenne | Partenariats internationaux de l'UE, dont trois projets financés ou exécutés par le biais de partenariats internationaux (1, 2 et 3) et un projet (4) par le biais du Service des instruments de politique étrangère :  (1) Assistance Technique au Projet de développement de la Valeur Ajoutée des Filières Agricoles (VAFA), $0.7M, (2019-2022) ;  (2) Poursuivre et renforcer l'opérationnalisation de la GIRE [IWRM] intégrant les droits humains et le genre dans les espaces de compétence des agences de l'eau des Cascades (AEC) et du Mouhoun (AEM) au Burkina Faso, $1.5M, (2018-2029) ;  (3) Projet de renforcement de la résilience des personnes à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle suite à la pandémie de la COVID-19, (2020-2022) ; et  (4) Renforcement de la résilience des collectivités territoriales du Burkina Faso face aux déplacements massifs des populations et à la pandémie du COVID-19, $2.8M (2020-2022)  Durée combinée : 2018-2029 | Chaque projet a son propre objectif et est lié de différentes manières au projet FEM. Le projet VAFA (#1) se concentre sur l'assistance technique (AT) pour les chaînes de valeur agricoles. L'investissement, bien que modeste, constitue une base de référence pertinente pour le projet FEM, dans la mesure où il renforcera la capacité des agro-industries à transformer les produits agricoles, notamment la viande bovine, le poisson et autres. L'assistance technique sert de contribution à d'autres programmes financés par l'UE.  Le deuxième projet GIRE-Cascades (#2), se concentre sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Bien qu'il ne soit pas mis en œuvre dans la région Centre-Nord, sa composante nationale constitue une base de référence pertinente pour le projet FEM dans la mesure où il contribue à développer les capacités des acteurs du secteur de l'eau au niveau national, et où le renforcement des capacités en matière de gestion des ressources en eau est essentiel pour la NDT. Les troisième et quatrième projets (#3 et #4) sont des bases de référence pertinentes pour le projet FEM, dans la mesure où ils renforcent plus largement la résilience des parties prenantes.  Pour tous les projets financés par l'UE, la collaboration s'articulera autour du programme CES/DRS. | $5,8M | - |
| Allemagne - Ministère de la coopération économique et du développement | PACES - Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole par la Conservation des Eaux et des Sols / Project for the improvement of soil productivity (PACES). Durée : 2019-2024 | Le projet a un rapport direct avec le projet FEM, dans la mesure où il traite de la conservation des eaux et des sols. Il est également proposé que le PACES assure le cofinancement du projet FEM. | $6,1M | $1,2M |
| Institut pour la croissance verte mondiale (GGGI) | Deux projets : (1) Création d'un environnement favorable aux systèmes d'irrigation solaires, montant 0,1 $ ; et (2) Développement du système de suivi, de rapport et de vérification (MRV) au Burkina Faso, montant 0,4M $. Durée combinée : 2020-2023 | Le premier projet (#1) est pertinent car il apporte une innovation durable à la gestion des ressources en eau au Burkina Faso. Le second projet (#2) tente de créer un système MRV pour les projets liés à la CDN sur le changement climatique au Burkina Faso. Une collaboration sera recherchée. | $0,5M | - |
| SIDA - Agence suédoise de coopération internationale au développement | Ambassade royale de Suède, par l'intermédiaire de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) - Trois projets :  (1) Beog-Puuto "Fermes du futur" Burkina Faso 2018-2023, jusqu'en 2024, montant 22,9M$ ;  (2) COVID-19 ProValAB/Valorisation agricole des petits barrages au Burkina Faso, montant 7,2M$ (2020-2022) ; et  (3) ProValAB/Valorisation agricole des petits barrages au Burkina Faso, montant 4.0M$ (2015-2023)  (4) Autres programmes en cours de développement (2022-2028 et au-delà)  Durée combinée : 2018-2025 | Le premier projet (#1) « Fermes du futur » apporte de l'innovation au secteur agricole du Burkina Faso. Il est géré par l'ONG SOS Sahel International France et l'ONG locale Terre Verte, toutes deux impliquées dans l'initiative de la Grande Muraille Verte du Sahel. Les deuxième et troisième projets (#2 et #3) sont liés au projet FEM dans la mesure où ils traitent de l'eau pour l'irrigation, en notant que le projet 'envid est un investissement complémentaire à ProValAB pour compenser les impacts de covid-19. Les objectifs des trois projets sont convergents par rapport à celui du projet FEM, car il traite de la gestion durable des sols et de l'eau. Les femmes jouent un rôle clé dans l'agriculture au Burkina Faso et l'égalité des sexes est une priorité dans les projets.  En tant que cofinancier proposé, l'ASDI a fait savoir au PNUD que plusieurs nouveaux programmes sont en cours d'élaboration, dont les thèmes sont étroitement liés au sujet de ce projet, les montants et les détails devant être examinés plus avant. | $34,1M | $4M |
| Suisse - Direction du développement et de la coopération (DDC) | BF78 - Val. Agro pastoral Rég. Est  Durée : 2019-2022 | Le projet est pertinent pour le projet FEM dans la mesure où il traite des chaînes de valeur agro-pastorales dans une région voisine du Centre-Nord. Une nouvelle phase est envisagée. Un cofinancement est proposé, notamment en étudiant les possibilités d'étendre les activités de la DDC à la région Centre-Nord. | $9,9M |  |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement - PNUD : PAMED - récemment révisé pour inclure le Centre-Nord.  Durée : 2020-2026 | Il s'agit d'un projet de moyens de subsistance durables du PNUD mis en œuvre dans différentes régions du Burkina Faso, dont actuellement le Centre-Nord. Il est proposé que le projet GEF et le PAMED partagent des ressources opérationnelles différentes une fois en cours de mise en œuvre. Le PAMED sert également de cofinancement de base au projet FEM. | $3,7M | $3,2M |
| PNUD | Fonds de base du PNUD | Le montant proposé est considéré comme un cofinancement à effet de levier (pas de base). | - | $0,5 |
| Gouvernement du Burkina Faso | Par l'intermédiaire du SP/CNDD, sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de l'Environnement. | Le projet recevra le soutien du gouvernement sous forme de temps de travail et d'installations, dont les détails seront précisés en temps utile. Le montant proposé est considéré comme un cofinancement à effet de levier (pas de base). | - | $0,4 |
| Agence Française du Développement (AFD) | AFD Programme d'appui aux communes de l'Ouest du Burkina Faso en matière de gestion du foncier rural et des ressources naturelles (PACOF/GRN) | Le projet a son point d'entrée dans les questions de régime foncier et il fournit un soutien aux communes pour résoudre les conflits fonciers et les conflits liés aux ressources naturelles. Un petit montant de financement de base et de cofinancement a été envisagé pour ce projet. | $0,24M |  |
| **Cofinancement total du secteur public par rapport à la base de référence** | | | **$97,4M** | **$12,3M** |

Outre le projet de financement de base, des projets et programmes environnementaux et de lutte contre le changement climatique sont actuellement en cours de réalisation grâce à des financements du FEM et du GCF. Le Tableau 2 ne comprend que quelques-uns d'entre eux. Le bureau pays du PNUD au Burkina Faso participe à des réunions mensuelles avec les équipes de projet de divers projets connexes. Le nouveau projet GEF LD se joindra et sera à l'ordre du jour pour assurer une coordination fluide avec les autres initiatives. Il y a de bonnes perspectives de collaboration entre le présent projet et ceux listés dans les rubriques Tableau 1 et Tableau 2 en ce qui concerne plusieurs sujets. L'arrangement nécessaire pour l'engagement sera développé pendant le PPG.

Tableau 2. Autres initiatives connexes concomitantes au projet GEFTF

| **Projet (titre complet), Agence** | **Durée, montant** | **Pertinence** | **Collaboration / Leçons** |
| --- | --- | --- | --- |
| GEF7 UICN DSL : Gestion durable des paysages de zones sèches au Burkina Faso (GEFID 10291) | 2021-2027  6,8 $ en ressources GEFTF STAR | Le projet s'inscrit dans le cadre d'un programme d'impact du FEM7 sur la gestion durable des paysages des zones arides et met l'accent sur la gouvernance foncière. Il vise à restaurer à grande échelle les paysages des zones arides et à assurer des moyens de subsistance durables au Burkina Faso par l'adoption de pratiques de gestion durable des terres par les communautés rurales. Des interventions ciblées pour restaurer les terres arides et renforcer les chaînes de valeur basées sur les écosystèmes sont prévues et seront suivies de manière participative pour évaluer les changements de comportement. | Les deux projets présentent de nombreuses similitudes, mais ils sont également différents l'un de l'autre dans plusieurs domaines. Le projet FEM de l'UICN n'est pas mis en œuvre dans la région Centre-Nord - il n'y a donc pas de duplication des efforts. Les échanges, les collaborations et les leçons apprises en ce qui concerne les méthodologies de la NDT seront proposés au cours du PPG. |
| FAO GEF Amélioration de la résilience climatique des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux au Burkina Faso  Partie I : Informations sur le projet  (GEF ID 10516) | 2020 -2026  8,9 millions de dollars provenant des ressources du FEM et du FPMA | Le projet vise à accroître la résilience climatique des communautés agricoles familiales agro-sylvo-pastorales des zones soudanienne et soudano-sahélienne du Burkina Faso. | Le projet FEM de la FAO et le présent projet appliquent tous deux l'approche paysagère. Le partage des méthodologies autour de ce thème maximisera les synergies positives entre les projets. |
| Projet EBA du PNUD et du FEM : Adaptation des moyens de subsistance dépendant des ressources naturelles aux risques liés au climat dans certains paysages du Burkina Faso : le corridor forestier de la Boucle du Mouhoun et le bassin des zones humides de la Mare d'Oursi (GEFID 4971) | 2019-2024  7 millions de dollars provenant des ressources du FEM et du FPMA | Il s'agissait de l'un des premiers projets d'adaptation basés sur les écosystèmes financés par le FPMA à hauteur de 7 millions de dollars. À ce jour, il n'a pas été possible de mettre en œuvre le projet sur le site nord (bassin des zones humides de la Mare d'Oursi) en raison des risques de sécurité. Les principales réalisations soulignent les avantages de l'adaptation et le renforcement de la résilience des groupes vulnérables en les impliquant activement. | Certains des enseignements les plus importants du projet TSA concernent la manière dont il a géré les risques de sécurité et l'importance des sauvegardes pour éviter les impacts socio-environnementaux négatifs involontaires du projet. |
| PNUD FEM Gestion intégrée et durable du paysage de l'aire protégée PONASI (GEF ID 9764) | 2021-2028  5,5 millions de dollars de ressources GEFTF STAR | Le projet s'intéresse principalement aux « parcs » et aux aires protégées du sud du Burkina Faso où ils forment des complexes d'aires protégées, dont le PONASI, qui regroupe les zones du Pô, du Nazinon et de la Sissili. Doté de 5,5 millions de dollars de fonds GEF BD, l'objectif du projet est de sauvegarder l'habitat essentiel de la faune, la biodiversité et les services écosystémiques dans le complexe d'aires protégées PONASI par une gestion intégrée du paysage, générant des avantages multiples dans le centre-sud du Burkina Faso. | Comme le projet est en cours, il y aura plusieurs occasions de rechercher la coordination et l'apprentissage mutuel des leçons. L'aspect le plus important en commun entre le PONASI et le présent projet est que tous deux appliquent l'approche paysagère. |
| Programme de Partenariat Pays (CPP), avec quatre projets (deux par le PNUD) pour le Burkina Faso : CPP : sous-programme de GDT pour la région Centre-Ouest (GEFID 4301) ; CPP : sous-programme de GDT dans la région de la Boucle de Mouhoun (GEFID 4233) ; région Nord (GEFID 3567 - FIDA) et CPP : sous-programme national pour la coordination et le développement institutionnel de la GDT (GEFID 3884). | 2010-2018  5,7 millions de dollars au total 100 % du FEM LD | Il s'agissait d'un vaste programme de longue haleine sur la dégradation des sols au Burkina Faso, avec un investissement combiné de 5,7 millions de dollars de ressources FEM à travers trois projets. Un projet (le projet national) a fourni un cadre politique et une coordination, tandis que les deux autres se concentrent sur la mise en œuvre sur le terrain. Le CPP a réussi à enregistrer et à documenter un certain nombre de techniques et de pratiques de lutte contre la dégradation des sols. Les premiers indicateurs standardisés et scientifiques de la dégradation des terres au Burkina Faso ont été développés grâce au CPP. Bien que le projet se soit terminé il y a quelques années, les résultats ont été durables. Le CPP reste une référence importante au Burkina Faso dans la lutte contre la dégradation des terres. | La leçon la plus importante à tirer concerne l'approche très inclusive qui a été appliquée tout au long de la mise en œuvre du projet CPP, tant en ce qui concerne les parties prenantes au niveau local que celles au niveau national. Si elles sont pertinentes et utiles, les bases de données qui ont pu être produites dans le cadre du CPP peuvent être récupérées et relancées, tout comme la base de données nationale BDOT sur l'utilisation des terres a été récupérée et mise à profit. Le cas de la BDOT est d'ailleurs souligné au sein de la communauté scientifique concernée comme un exemple emblématique de réussite dans la mise à profit des données sur l'utilisation des sols[[31]](#footnote-32) . En outre, l'héritage important du SILEM sera également récupéré au cours du PPG. |
| Les premières initiatives de la BM et du FEM, notamment le GEFID 1178, Gestion intégrée des écosystèmes des plaines du Sahel/SILEM. | 2002-2011  4,5 millions de dollars de financement du FEM | Bien que l'investissement du FEM ait été modeste, le programme SILEM a été conçu pour contribuer à renforcer la capacité de la population rurale à réduire et à atténuer, de manière durable, la pauvreté et la vulnérabilité en renforçant leur base de ressources naturelles et en s'attaquant aux causes profondes identifiées de l'épuisement actuel des ressources et des stratégies de subsistance peu efficaces. La mise en œuvre du SILEM était liée aux investissements de la Banque mondiale relatifs à la décentralisation et au développement rural, pour lesquels le Burkina Faso a reçu des prêts, des subventions et des crédits. | Le SILEM, c'était un projet FEM de la Banque mondiale mis en œuvre entre 2002 et 2011, qui avait adopté une approche intégrée des écosystèmes et était prolifique dans la diffusion des pratiques et des produits de gestion des connaissances. L'inspiration et les leçons seront également tirées du SILEM, bien que le projet soit terminé depuis un certain temps et que les programmes et politiques de décentralisation et de développement rural aient également évolué depuis. |

### 3) Le scénario alternatif proposé avec une brève description des résultats attendus et des composantes du projet :

Dans ce scénario alternatif, les ressources du Fonds fiduciaire du FEM provenant du domaine d'intervention « dégradation des terres » sont investies par le biais du projet dans la création d'environnements favorables à l'intensification et à l'intégration de la GDT/GDF et de la NDT. L'objectif à long terme du projet est de contribuer à un changement transformationnel vers une gestion durable et intégrée des paysages au Burkina Faso selon les principes de la NDT (voir [TOC](#_[Theory_of_Change,)). Il le fera en pilotant des interventions de la NDT dans la région Centre-Nord. À long terme, les contributions aux impacts attendus comprendront : des écosystèmes résilients, la sécurité alimentaire et l'amélioration des moyens de subsistance, l'amélioration de l’ (agro)-biodiversité, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Étant donné que le projet dispose d'un financement limité du FEM, le COT souligne que le projet contribue à ces objectifs, mais que d'autres interventions simultanées devront être mises à profit par le Burkina pour atteindre l'échelle et l'impact, y compris pour atteindre l'objectif de la NDT.

Plus précisément, le projet proposé implique des stratégies qui répondront aux pressions exercées sur les paysages des zones sèches et les ressources associées par le biais d'une « réponse NDT ». Cela implique l'application pratique du cadre conceptuel scientifique de la NDT, qui prescrit que la mise en œuvre de la NDT est gérée au niveau du paysage par le biais d'une planification intégrée de l'utilisation des terres, tandis que la réalisation est évaluée au niveau national. Les quatre obstacles identifiés seront surmontés de manière durable. Elles sont respectivement liées aux thèmes suivants : (1) planification et gestion de l'utilisation des terres, (2) pratiques de production locales, (3) cadres juridiques et politiques pour la NDT, et (4) maîtrise des méthodologies NDT. Les obstacles sont liés aux résultats du projet selon la [figure TOC](#_[Theory_of_Change,) et en considérant les hypothèses qui s'appliquent. L'approche proposée pour l'élimination des obstacles a permis de concevoir les composantes du projet et les résultats qui en découlent.

**Objectif du projet :** Améliorer les cadres nationaux pour atteindre l'objectif national de neutralité de la dégradation des terres (NDT), tout en promouvant la cohésion sociale dans des paysages sélectionnés de la région Centre-Nord par l'application pratique du concept NDT.

Dans le cadre du scénario alternatif, il est nécessaire de renforcer la réponse du Burkina Faso à la dégradation des terres et de fournir des avantages par l'application pratique du concept NDT. Grâce au projet, le Burkina Faso apportera des améliorations à la planification de l'utilisation des terres et à la gestion des paysages dans la région du Centre-Ouest en appliquant le concept NDT, en évitant, réduisant et inversant les tendances de la dégradation des terres. En même temps, il est important de considérer les facteurs existants identifiés dans le COT qui sont susceptibles d'être traités par le projet, y compris les conflits internes, et les impacts de covid-19. Dans cette optique, le projet considère la nécessité de promouvoir la cohésion sociale et de travailler à la prévention des conflits liés aux ressources naturelles dans les paysages. Le projet travaillera à la fois avec des agriculteurs sédentaires, des agro-forestiers, des agro-pasteurs et des pasteurs nomades et semi-nomades, en comprenant leurs modes de vie et leurs utilisations des terres afin de promouvoir la NDT à travers les paysages. Le rôle des ONG, des OSC et en particulier des organisations communautaires est crucial pour atteindre ces groupes. Un processus de consultation approfondi ciblant les parties prenantes locales, y compris les communautés locales et les peuples autochtones, sera mené au cours du processus de préparation du projet et poursuivi pendant sa mise en œuvre. Quant aux impacts de la pandémie de COVID-19 sur le secteur agricole et sur l'économie nationale, ils sont importants et ont été pris en compte.

**Stratégie et cadre d'action pour la réponse à la pandémie de COVID-19 :** Dans le scénario alternatif, le projet contribue à la réponse du Gouvernement à la pandémie, soutenue par les Nations Unies (ONU) et d'autres partenaires financiers et techniques. Pendant le PPG, le Bureau Pays du PNUD Burkina Faso appuiera l'équipe de consultants du PPG pour mener des évaluations régulières de la situation sécuritaire et des impacts de la pandémie de COVID-19 dans le pays, et spécifiquement dans la Région Centre-Nord. Le projet mettra en place des mesures appropriées pour assurer la sécurité de toutes les parties prenantes impliquées dans la conception et la mise en œuvre du projet. Ces mesures prendront en compte (i) l'impact de la pandémie (ou des mesures visant à la contenir) sur la capacité/les ressources du gouvernement à mettre en œuvre le travail proposé dans le projet (ou d'autres initiatives de base), que ce soit au niveau de l'habilitation ou sur le plan pratique ; (ii) la manière dont les bénéficiaires ciblés du projet ont été affectés (par exemple, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, les augmentations de prix, etc.

**1. Actions pour soutenir la réponse au COVID-19 à court terme :** Promouvoir la vaccination et continuer à maintenir une vigilance sanitaire et d'autres mesures pour éviter la propagation du covid parmi les populations ayant un faible taux de vaccination. Ceci est particulièrement important lors des prochaines consultations sur le terrain, qui nécessiteront un certain niveau d'interactions en face à face et des déplacements.

**2. Actions pour soutenir la réponse à COVID-19 sur le long terme :** La stratégie proposée pour le projet aidera le gouvernement du Burkina Faso à effectuer une « reprise verte » après la pandémie. Cette stratégie répond au document d'orientation « GEF's Response to COVID-19 »[[32]](#footnote-33) , et a un double cadre d'action incluant l'alignement des objectifs du projet avec les stratégies de réponse et de récupération.

##### Composante 1 : Planification et suivi de l'utilisation des terres en vue de la mise en place du réseau de distribution de médicaments.

**Résultat 1) Renforcement des politiques, des pratiques et des capacités au niveau national pour une application efficace des cadres de la NDT au niveau du paysage.**

Les cadres de la NDT ont été définis par le Cadre conceptuel scientifique de la NDT (NDT-SCF). Ils impliquent un minimum de trois caractéristiques qui s'appliqueront à ce projet (considérées comme les principes clés) : (1) l'application des principes fondamentaux de la NDT ; (2) la fourniture d'avantages multiples (y compris l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) ; (3) une gouvernance responsable et inclusive (y compris la cohésion sociale). Dans le cadre des principes fondamentaux susmentionnés, nous mentionnons *notamment* l'application d'une approche paysagère et de la « hiérarchie de réponse NDT » au sein d'un paysage dans la poursuite des objectifs de neutralité (éviter, réduire, inverser), la conception de projets sensibles au genre et la poursuite de l'ODD 15.3, entre autres caractéristiques. Comme résultat concret de la mise en œuvre des activités de la première composante, une cartographie en ligne détaillée pour l'application de la NDT dans la région Centre-Nord sera élaborée. Une cartographie nationale pour la NDT à l'échelle appropriée sera également préparée, combinant une série de bases de données géographiques et représentant une amélioration importante de la précision par rapport aux données mondiales disponibles publiquement sur la NDT.

Trois produits ont été conçus dans le cadre du résultat 1 (décrit plus bas) et le succès sera mesuré principalement par les indicateurs suivants :

* Amélioration des scores de la liste de contrôle NDT axée sur la capacité des parties prenantes à planifier et à surveiller la poursuite de l'objectif national NDT[[33]](#footnote-34) ; et
* Incorporation des résultats du projet et des indicateurs connexes dans le MRV national pour le climat (y compris le suivi et les rapports réguliers et transparents requis).

*Extrant 1.1) Les principes de la NDT et les approches sensibles au genre sont intégrés dans la planification de l'utilisation des terres et la gestion des paysages aux niveaux national et sous-national.*

Il s'agira notamment d'assurer les partenariats institutionnels nécessaires, le capital humain spécialisé et l'infrastructure informatique ainsi que les applications correspondantes. Il est proposé que l'infrastructure informatique soit hébergée par le SP/CNDD directement sous la responsabilité du point focal de l'UNCCD. Elle comprendra à la fois le matériel, les logiciels et la capacité à faire fonctionner les applications basées sur le SIG. Le processus de planification de l'utilisation des terres impliquera diverses parties prenantes. Il sera basé sur les exigences législatives nationales en matière d'aménagement du territoire, mais il introduira spécifiquement les éléments nécessaires à une planification intégrée. La NDT-SCF guidera ce développement, en respectant les critères suivants :

* Les paysages seront sélectionnés avec la pleine participation des principales parties prenantes. L'approche paysagère s'applique et implique que les considérations relatives à l'échelle et aux enjeux dans le paysage soient prises en compte.
* Des cadres de planification de l'utilisation des terres et de gouvernance pour la gestion des paysages locaux et plus vastes de NDT seront établis au niveau national. Des réglementations spécifiques pourront être proposées à cet effet.
* Une planification à plusieurs niveaux et à long terme pour la gestion de l'utilisation des terres dans des paysages plus vastes est élaborée dans une plateforme SIG à source ouverte et approuvée par les principales parties prenantes. Les principes de transparence, d'inclusion, de sensibilité au genre et la hiérarchie de réponse NDT seront appliqués.
* La planification et la mise en œuvre au niveau du paysage sont intégrées dans le MRV au niveau national avec des liens avec les objectifs de changement climatique (le processus CDN), la protection de la nature, la gestion des ressources en eau et d'autres systèmes pertinents.

*Extrant 1.2) Amélioration de la capacité des principales parties prenantes au niveau national pour la planification et le suivi de la poursuite des objectifs de la NDT et des objectifs connexes.*

Les activités du deuxième résultat se concentreront sur l'amélioration de la capacité des principales parties prenantes au niveau national à poursuivre les objectifs de la NDT et les objectifs connexes. La liste/base de données des parties prenantes nationales sera récupérée et étendue pour servir de base aux consultations et au développement des capacités. Les avantages de la formation par le biais de plates-formes électroniques seront pleinement explorés afin d'atteindre le plus grand nombre possible de bénéficiaires au niveau national. Les parties prenantes seront interrogées sur leurs besoins en matière de formation et d'autres évaluations afin de contribuer à l'élaboration d'activités dans le cadre de ce produit grâce à une planification minutieuse. Il sera fait appel à l'assistance technique internationale pour répondre aux besoins de développement des capacités par le biais de formations ciblées. Un programme visant à impliquer les jeunes, y compris les jeunes femmes, dans le travail technique de planification de l'utilisation des terres, la gestion des plates-formes SIG et les processus de consultation des parties prenantes sera développé et mis en œuvre.

*Extrant 1.3) La Coalition Nationale pour la Gestion Durable des Terres (CNGDT) est renforcée pour l'application effective des cadres NDT aux niveaux national et sous-national.*

La CNGDT jouera un rôle de conseil et de coordination des parties prenantes. Il veillera à ce que toutes les parties prenantes clés soient impliquées dans le processus de planification intégrée de l'utilisation des terres en vue d'atteindre les objectifs de la NDT. Cela inclut les acteurs de l'agriculture, de l'eau, des forêts, du développement, des terres, du genre, des mines, etc. L'objectif est d'assurer l'incorporation des méthodologies NDT dans le suivi des indicateurs de dégradation des terres et la contribution de ces secteurs respectifs. Les résultats des travaux antérieurs menés par le ministère en charge de l'agriculture sur l'établissement de bases de référence pour la LD seront intégrés dans la base de données NDT, en vue de corroborer les évaluations standardisées NDT. Si nécessaire, des données seront collectées pour compléter le calcul de l'équilibre de la NDT, y compris sur le statut et les tendances dans les échelles géographiques appropriées. Un flux fluide et transparent de communication et de partage de données entre les institutions nationales et les parties prenantes infranationales sera assuré, en particulier grâce à l'effet de levier des parties prenantes fourni par la Coalition.

##### Composante 2 : mise en œuvre de pratiques favorables à la NDT.

**Résultat 2) Des solutions et des pratiques sensibles au genre et adaptées localement qui contribuent aux objectifs de la NDT sont soutenues sur le terrain dans les paysages sélectionnés.**

Le résultat prévu de cette composante est que la productivité est restaurée dans des paysages spécifiques et que la perte de productivité est compensée par une application pratique de NDT. La définition et la gestion efficace des paysages seront assurées par un vaste processus hautement participatif et inclusif de consultation des parties prenantes et d'engagement de celles-ci dans la prise de décision concernant l'utilisation des terres. Cet engagement sera à la fois sensible au genre et à l'ethnicité, notamment en raison de la présence potentielle de peuples autochtones dans la zone du projet. Ce dernier point fait référence aux groupes de pasteurs nomades peulhs, connus pour utiliser les routes de transhumance qui traversent la région Centre-Nord. Tous les utilisateurs des terres qui ont un intérêt dans la gestion intégrée des paysages sur le terrain seront consultés et impliqués.

Comme résultat concret de la mise en œuvre des activités dans le cadre de la deuxième composante, une série de solutions adaptées localement au problème de la dégradation des sols sera mise en œuvre sur le terrain pendant au moins 3 saisons de plantation complètes (compte tenu de la durée du projet et de la nécessité de planifier et de préparer le déploiement des activités sur le terrain). Ces pratiques favorables à la NDT seront étroitement surveillées, leurs résultats mesurés et enregistrés. Plus important encore, les utilisateurs des terres seront en mesure de récolter les bénéfices d'une gestion améliorée des terres.

Trois produits ont été conçus dans le cadre du résultat 2 (décrit plus bas) et le succès sera mesuré principalement par l'application pratique de NDT dans la gestion des paysages. Cela se fera en fonction des différentes utilisations des terres, de la gravité de la dégradation dans la situation de référence, et des types de stratégies prévues dans la hiérarchie de réponse NDT (éviter, réduire, réserver). Pour la mesure des indicateurs clés, la répartition indicative des zones cibles qui feront l'objet d'une gestion améliorée ou qui seront restaurées est clairement présentée dans le tableau suivant Tableau 4. En résumé, les objectifs seront les suivants, conformément à la stratégie / hiérarchie de réponse NDT[[34]](#footnote-35) :

* La réduction et l'inversion de la dégradation des sols s'appliqueraient à des paysages de plus petite taille faisant l'objet d'une utilisation intensive, totalisant environ 30 000 ha qui présentent des degrés modérés à sévères de dégradation des sols. Les utilisations des terres comprendraient les terres cultivées, ainsi que les bois et les pâturages - ces deux derniers étant de préférence situés dans des zones proches de cours d'eau critiques.
* La prévention de la dégradation des terres s'appliquerait à son tour à des paysages plus vastes, comme les parcours, qui comprendraient des pâturages en accès libre et des zones boisées et arbustives en propriété commune, présentant une dégradation légère à modérée. Jusqu'à 250 000 ha seraient l'objectif de la dégradation évitée.

D'autres indicateurs seront utilisés pour mesurer le succès de l'application pratique des stratégies NDT :

* Le statut et les tendances des paysages ciblés en matière de NDT sont suivis, y compris les indicateurs de changement de couverture et d'utilisation des terres, la productivité primaire nette (NPP), le carbone organique du sol et le bilan NDT.
* Collecte annuelle de données ventilées par sexe sur les bénéficiaires du projet, en plus d'autres données socio-économiques pertinentes, notamment sur les indicateurs de cohésion sociale, l'engagement des parties prenantes et la sensibilisation des communautés.
* Nombre de ménages d'utilisateurs des terres (y compris les jeunes, les femmes et autres groupes) qui ont adopté des pratiques de GDT/GDF, y compris les types de pratiques et de techniques ;
* Données sur la production agraire et autres indicateurs dans les sites du projet (production, productivité, rendements, surface plantée en jachère, etc.)

*Extrant 2.1) Les comités de planification et de gestion de l'utilisation des terres au niveau local sont soutenus (ou établis, si nécessaire).*

L'objectif est de mener un processus très inclusif de prise de décision sur l'utilisation des terres pour la NDT dans des paysages sélectionnés, comme suit :

* Pour rendre opérationnelle la planification intégrée de l'utilisation des terres prévue dans le cadre du volet 2, le projet rassemblera les principales parties prenantes, telles que les groupes de femmes et de jeunes, les petits agriculteurs, les éleveurs, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que les gestionnaires de l'utilisation des terres et le secteur privé, et formera des comités de gestion au niveau du paysage.
* Les activités s'appuieront sur la présence conjointe des agences des Nations Unies à Kaya et s'appuieront également sur l'analyse approfondie des parties prenantes et le processus d'engagement qui devrait être mené au cours du PPG.
* Les comités de planification et de gestion de l'utilisation des terres devraient être formalisés dès que possible afin que le processus de planification intégrée de l'utilisation des terres prévu dans le cadre de l’extrant 2.2 puisse effectivement devenir un processus de collaboration.

*Extrant 2.2) Des solutions NDT sont conçues pour différents paysages de la région Centre-Nord par le biais d'une planification innovante, collaborative et intégrée de l'utilisation des terres, visant à réduire les conflits fonciers et à promouvoir une gouvernance foncière responsable, inclusive et sensible au genre.*

La planification collaborative et intégrée de l'utilisation des terres est l'outil clé pour obtenir les avantages prévus dans le cadre de la composante 2 et du projet de manière plus générale. Ce résultat tiendra compte des éléments suivants dans le développement des activités :

* Outre la conception de solutions qui rendront la NDT opérationnelle sur le terrain, une grande partie du travail dans le cadre de ce produit visera à réduire les conflits fonciers et à promouvoir une gouvernance foncière responsable, inclusive et sensible au genre.
* Les activités cibleront différentes échelles de zones, comme l'exige l'approche paysagère, y compris les paysages cibles au niveau micro, macro et plus large.
* Lors de la sélection des paysages auxquels s'appliqueront la planification et les stratégies, le projet s'efforcera d'avoir un échantillon équilibré des types de terrains et des utilisations des sols prédominants.
* L'engagement des communautés locales est essentiel dans la sélection des zones, des techniques et des pratiques, et dans le processus global de prise de décision qu'implique l'application de la NDT sur le terrain, car il peut impliquer des changements dans l'utilisation des terres et dans les techniques et pratiques. Pour les terres cultivées, les principales parties prenantes seront les agriculteurs.
* Pour la gestion de paysages plus larges, on s'attend à ce que les agro-pasteurs, les agro-forestiers et les agriculteurs soient engagés, parmi eux les groupes de transhumants.
* Les connaissances endogènes en matière de gestion des paysages seront valorisées et appliquées. Les ONG/OSC et CBO locales joueront un rôle clé en tant qu'intermédiaires pour le déploiement et la diffusion des solutions NDT. En raison du rôle essentiel des femmes dans le secteur agricole au Burkina Faso, elles seront un groupe prioritaire dans la conceptualisation des solutions NDT. Toutes les solutions devront être sensibles aux besoins des femmes.
* Enfin, le rôle du gouvernement local dans l'organisation du processus de planification intégrée de l'utilisation des terres à travers des paysages à plusieurs niveaux et imbriqués est également essentiel, mais en préservant une participation plus égale des femmes dans la prise de décision. Pour la gestion des paysages plus larges, une collaboration entre les communes est attendue. La mise en œuvre peut commencer à la fin de la première année du projet, les processus de planification devraient être achevés et conduire à la formulation de plans intégrés d'utilisation des terres au niveau du paysage.

*Extrant 2.3) Mise en œuvre de la NDT : Des solutions NDT sensibles au genre et adaptées localement sont mises en œuvre à travers les paysages par le biais de sous-projets locaux exécutés par des organisations compétentes et des gouvernements locaux, bénéficiant directement à 3 000 ménages de petits exploitants, dont 35 % dirigés par des femmes, avec des progrès par rapport aux sous-indicateurs NDT systématiquement suivis sur le terrain.*

Le produit prescrit la réalisation d'un nombre minimal de bénéficiaires et un ciblage minimal des ménages dirigés par des femmes (35%), notamment pour s'assurer que le plan d'action genre du projet est mis en pratique. Il sera également nécessaire de disposer d'un système de S&E spécifique pour suivre les progrès sur le terrain, qui sera développé au cours du PPG.

Étant donné que l’extrant 2.3 est vaste et sera mis en œuvre dans de nombreux endroits différents, le travail prévu a été divisé en cinq volets principaux, comme suit :

a) Les bénéficiaires locaux ont accès aux moyens de mise en œuvre des solutions NDT. Il s'agit, par exemple, d'outils agricoles, de machines essentielles, de matériel d'irrigation à petite échelle et d'autres intrants matériels nécessaires. Dans la mesure du possible, l'engagement des cofinanciers dans la mise en œuvre des activités à grande échelle sera recherché. Des synergies seront activement recherchées sur le terrain, en particulier avec les projets et programmes mettant en œuvre des interventions sur les chaînes de valeur agricoles, si celles-ci peuvent être rendues compatibles avec l'approche NDT du projet FEM.

b) La capacité des acteurs locaux en matière de techniques de gestion de l'utilisation des terres pour la NDT est spécifiquement renforcée par le développement de compétences pratiques en vue de l'adoption de techniques durables de culture, de gestion des pâturages et de restauration des écosystèmes. L'objectif est d'accroître la sensibilisation des utilisateurs des terres à la GDT/GDF et à la NDT, et de contribuer à la diffusion de ces techniques parmi d'autres, favorisant ainsi la cohésion sociale. L'engagement des services de vulgarisation rurale dans l'activité sera mis en œuvre, de préférence par les mêmes prestataires de services qui seront engagés dans la mise en œuvre des activités dans le cadre des deux produits précédents. Le projet n'engagera pas les services de vulgarisation du gouvernement, mais préférera les fournisseurs de services professionnels du secteur privé, qui seront engagés de manière compétitive par le biais de marchés publics.

c) Les services de vulgarisation locaux sont spécifiquement formés à la manière de : (i) transmettre les connaissances sur les techniques de GDT/GDF (y compris les différentes formes de culture durable, la gestion des paysages et des parcours, la lutte contre les incendies, l'enrichissement des sols, la réhabilitation et la restauration des écosystèmes) ; (ii) renforcer la cohésion sociale ; et (iii) effectuer le suivi de la NDT dans les paysages.

d) Les services techniques des collectivités locales des départements et communes concernés de la région Centre-Nord disposent des moyens matériels pour relever les défis de la poursuite de l'objectif régional de la NDT.

##### Composante 3 : Amélioration de la coordination, du suivi et du financement de la NDT.

**Résultat 3) Les obstacles juridiques, politiques, institutionnels et financiers à la poursuite de l'application de la méthode NDT sensible au genre au niveau du paysage sont levés.**

L'indicateur de résultat clé tournera autour de l'adoption de politiques favorables à la NDT qui sont essentielles à la mise en œuvre des cadres nationaux de NDT. Les critères qui définissent ce qui est essentiel seront basés sur le cadre conceptuel scientifique de la NDT (NDT-SCF). En ce qui concerne les obstacles juridiques, politiques et institutionnels, la liste de contrôle NDT, mentionnée dans le résultat 1, entre en jeu pour guider les activités. La section C de la liste de contrôle (Caractéristiques qui favorisent une gouvernance responsable et inclusive) mentionne les critères suivants :

* Sauvegarder les droits fonciers des utilisateurs locaux, notamment l'accès individuel et collectif à la terre, les droits d'occupation des terres et des ressources, les droits d'héritage et les droits coutumiers ;
* Garantir le consentement libre, préalable et éclairé des populations autochtones et des communautés locales pour toute activité affectant leurs droits sur les terres, les territoires et les ressources ;
* Définir des mécanismes pour garantir l'engagement des principales parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre du projet en tenant compte de la dimension de genre ;
* Garantir une forte égalité des sexes, l'inclusion, la responsabilité et la transparence dans les décisions et la planification de l'utilisation des terres ;
* Éviter tout déplacement forcé ou réinstallation volontaire résultant de l'intervention ;
* Renforcer ou développer les dispositions institutionnelles en collaborant avec l'ensemble des acteurs à plusieurs niveaux administratifs ;
* Renforcer ou développer un mécanisme de réparation des griefs.

Bien que les critères ci-dessus fassent partie intégrante de la politique de sauvegarde sociale et environnementale du PNUD et des mécanismes connexes, les activités du volet 3 veilleront à améliorer les conditions favorables à la NDT en mettant l'accent sur la gouvernance foncière. Par conséquent, un seul indicateur est prévu : L'adoption de politiques favorables au RLD qui sont essentielles pour la mise en œuvre des cadres nationaux de la NDT. En ce qui concerne le financement, le projet se limitera à une étude clé pour faire avancer l'agenda de la NDT. Deux résultats sont prévus :

*Produit 3.1) Des changements par le biais de réformes juridiques et politiques, et des processus institutionnels améliorés sont soutenus pour étayer une gouvernance foncière pacifique, cohésive et durable (accent mis sur le code forestier, les cadres d'aménagement du territoire et les processus connexes).*

* Des modifications essentielles - ou des précisions par voie réglementaire - seront proposées pour au moins une des législations susmentionnées.
* L'objectif est de créer un environnement juridico-politique propice à la NDT.
* Au cours du PPG, les besoins et les perspectives de changement de politique seront discutés et évalués plus en détail.

*Extrant 3.2) Un financement durable est assuré pour la gestion continue des paysages en vue de la mise en place du réseau local de transport.*

Une étude sera lancée au début du cycle de mise en œuvre du projet pour étayer la durabilité. Le projet ne résoudra pas la question du financement de la NDT dans tout le pays, mais il fera avancer l'agenda financier et se concentrera principalement sur ce que le projet apporte sur le terrain dans les paysages sélectionnés, afin de garantir qu'ils puissent continuer à être gérés pour la NDT après la fin du projet.

##### Composante 4 : Suivi et évaluation et gestion des connaissances pour la mise à l'échelle.

**Résultat 4) Les impacts du projet et les indicateurs de la NDT sont contrôlés et les enseignements sont partagés afin d'étendre les résultats à l'ensemble du pays.**

Deux sous-composantes sont envisagées dans le cadre du résultat ci-dessus : (i) la sous-composante de suivi de la NDT ; et (ii) la sous-composante de suivi et d'évaluation du projet. Les indicateurs seraient normalisés pour ce type de résultat. Les suggestions ont été incluses dans la partie I, tableau B.

1ère sous-composante - Suivi de la NDT : Le résultat escompté est la pérennisation du suivi de NDT. Cela implique deux résultats proposés, avec des activités indicatives pour une discussion plus approfondie avec les parties prenantes dans les agences gouvernementales nationales et régionales, les institutions de recherche, les partenaires de développement et la société civile. Les deux paquets de travail sont décrits ci-dessous - (i) la création de plates-formes pour la mise à l'échelle de l'apprentissage du projet à travers le Burkina Faso et le Sahel ; et (ii) la facilitation des échanges d'apprentissage et la formation des jeunes pour alimenter un système de suivi, à la fois pour le projet, et aussi pour la mise en œuvre et le suivi du plan d'action NDT au niveau de la Composante 1.

*Extrant 4.1) Les résultats de la mise en œuvre des solutions et pratiques de GDT/GDF sur le terrain sont régulièrement mesurés par rapport aux paramètres NDT et régulièrement rapportés par le biais du MRV.*

Les activités impliquent de connecter les bases de données avec d'autres initiatives, en particulier la Stratégie Nationale de Restauration, Conservation et Réhabilitation des Sols (SNRCRS) sous le ministère responsable de l'agriculture, et avec les initiatives vers le MRV du changement climatique dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

*Extrant 4.2) Une plateforme de connaissances est opérationnelle pour la coordination et le partage des leçons entre les parties prenantes au niveau du paysage, national et international.*

* Établir une plateforme de connaissances avec des éléments en ligne et en face à face, incluant les parties prenantes du projet et toutes les initiatives liées (construction de la paix, adaptation, atténuation, agriculture durable, etc.)
* Organiser des dialogues annuels multipartites par le biais de la plateforme dans la région Centre-Nord ciblée afin d'aborder les défis interdépendants d'une application pratique de NDT dans des paysages sélectionnés, tout en promouvant simultanément la cohésion sociale.
* Organiser un événement d'apprentissage national[[35]](#footnote-36) sur la mise en œuvre de la NDT pour partager les enseignements du projet, en invitant d'autres pays sahéliens touchés par des conflits à y participer[[36]](#footnote-37) pour promouvoir l'engagement Sud-Sud.
* Organiser des visites d'échange d'apprentissage pour partager les expériences dans l'application pratique de NDT, notamment par le développement de l'infrastructure informatique nécessaire et de la capacité nationale associée. Ces visites peuvent également inclure des visites de sites où des activités de restauration du paysage sont menées.
* Produire une publication sur les leçons apprises et une série de courtes vidéos et les utiliser comme base pour la participation du Burkina Faso à des forums internationaux pour diffuser les leçons apprises.

2e Sous-composante - Suivi et évaluation du projet : Le résultat prévu est que les impacts du projet soient suivis et que les enseignements soient partagés pour une mise à l'échelle des résultats dans les régions du Sahel du Burkina Faso, et au-delà. Un seul résultat est prévu :

*Résultat 4.3) Un cadre participatif de Suivi et Evaluation et d'apprentissage est développé et mis en œuvre pour le projet dans son ensemble et sur le terrain.*

* Respecter les exigences des procédures du PNUD et du FEM, assurer la mise en œuvre effective des activités du cycle régulier de suivi et d'évaluation du projet (PIR, MTR, TE, gestion des risques, etc.).
* Élaborer, mettre en œuvre et suivre les plans d'action en faveur des jeunes et de l'égalité des sexes pour le projet.
* Rendre opérationnel le mécanisme de suivi de l'évolution des indicateurs liés à la NDT dans la région Centre-Nord, y compris la formation et l'équipement de jeunes moniteurs qui font remonter les données via les institutions de recherche / centres d'excellence intéressés au Burkina Faso et plus largement dans la région ouest-africaine.

### 4) Alignement sur le domaine d'intervention du FEM et/ou les stratégies du programme Impact :

Le projet répond directement à l'objectif de la dégradation des terres de la stratégie du FEM pour le domaine focal de la LD, l'objectif 2.5, qui se lit comme suit : " Créer des environnements favorables pour soutenir la mise à l'échelle et la généralisation de la GDT et de la NDT ". Comme le montrent les directives du STAP sur la NDT, et en termes simples, l'objectif de la NDT est de maintenir ou d'augmenter la quantité de terres saines et productives[[37]](#footnote-38) . Le projet vise à créer un environnement favorable à cet effet, dans la mesure où il se concentre sur : la coordination intra-gouvernementale pour la mise en œuvre du MEA et la surveillance spatiale, la gouvernance des ressources naturelles au niveau local, les interventions systémiques pour réduire la dégradation et la désertification, en plus de la restauration (y compris la réhabilitation) de la productivité des écosystèmes (terre, eau, pâturage). Le guide thématique mentionné LD-2-5, conformément à la stratégie du domaine d'intervention du FEM7. Les bénéfices à générer par la poursuite de cette stratégie vont dans le sens de : (i) maintenir ou améliorer la fourniture durable de services écosystémiques ; (ii) maintenir ou améliorer la productivité, afin de renforcer la sécurité alimentaire ; (iii) augmenter la résilience des terres et des populations qui en dépendent ; (iv) rechercher des synergies avec d'autres objectifs sociaux, économiques et environnementaux ; et (v) renforcer la gouvernance responsable et inclusive des terres. Ces avantages sont les objectifs déclarés de la NDT, conformément à la liste de contrôle de la NDT.

### 5) Raisonnement des coûts différentiels/supplémentaires et contributions attendues de la ligne de base, du GEFTF, du FPMA, du FSCC et du cofinancement :

Le projet a été conçu pour améliorer les cadres nationaux pour la réalisation de l'objectif national de neutralité de la dégradation des terres (NDT), tout en promouvant la cohésion sociale dans des paysages sélectionnés dans la région Centre-Nord par l'application pratique du concept NDT. Les fonds du guichet LD du GEFTF permettront ainsi de transformer des avantages nationaux en un plan d'action qui génère des avantages mondiaux, le financement du FEM couvrant le coût supplémentaire.

Tableau 3. Raisonnement des coûts différentiels

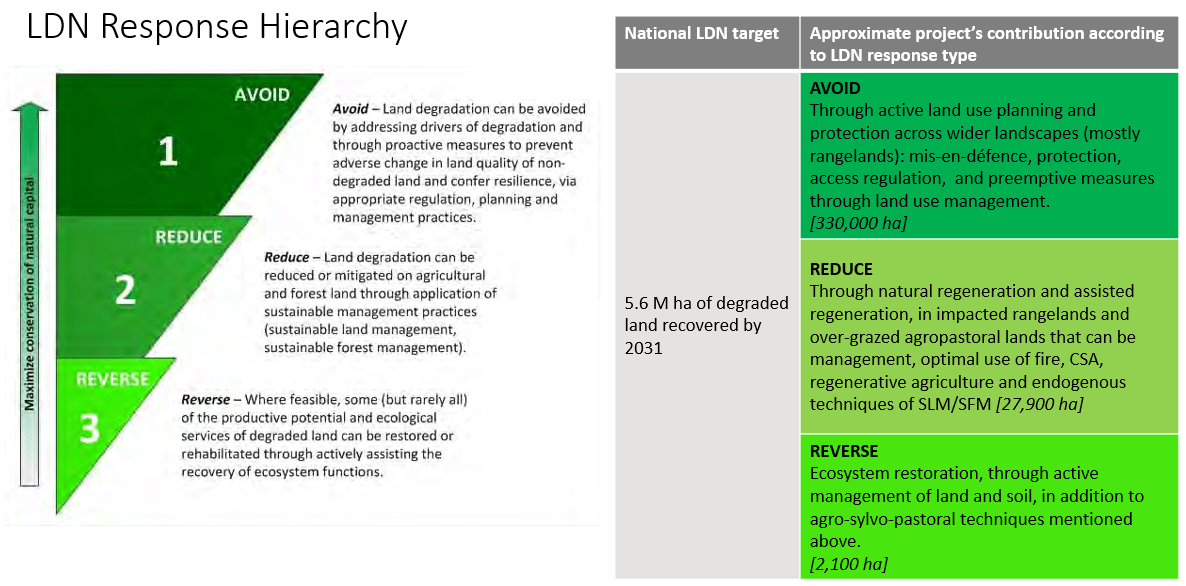
| **Ligne de base sans projet** | **Alternative avec les fonds et le cofinancement du GEF LD (FEM DT)** | **Avantages environnementaux mondiaux (BEG) générés** |
| --- | --- | --- |
| Dans le scénario de base, les objectifs de la NDT ne seraient pas atteints, le suivi des indicateurs des différents secteurs aurait tendance à être polarisé et réalisé au niveau régional. Le résultat attendu est la non-atteinte de la neutralité proposée par la DT et l'indisponibilité de techniques durables et peu coûteuses de conservation de l'eau et des sols pour soutenir les utilisateurs des terres. La mauvaise coordination entre les secteurs gouvernementaux et le manque de planification et de suivi intersectoriels intégrés se poursuivent. Cela signifie que le Burkina Faso a du mal à atteindre les objectifs de la NDT, de la CDN et des autres AME de manière coordonnée, ou à démontrer de manière convaincante que ces objectifs sont atteints. | Dans le cadre de la composante 1, les capacités sont renforcées au niveau national et sous-national pour intégrer les cadres de la NDT dans les pratiques en renforçant la Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT) et les systèmes de suivi pour mesurer les progrès vers les objectifs de la NDT, en soutenant la mise en œuvre de la CNULCD en alignement avec les politiques de développement national.  Les approches sensibles au genre sont intégrées dans la planification de l'utilisation des terres et la gestion des paysages aux niveaux national et sous-national.  Des cadres intégrés de planification et de gestion de l'utilisation des sols seront mis en œuvre au moyen de partenariats institutionnels et d'infrastructures informatiques solides et transparents. | Les GEB relevant de la composante 1 comprendront une amélioration des capacités de gestion des cadres NDT, conformément à l'objectif 2.5 de la stratégie du FEM pour le domaine focal DT, qui consiste à créer des environnements favorables à l'intensification et à l'intégration de la GDT et de la NDT.  Le projet reliera la collecte de données sur la NDT avec le MRV national pour le climat, favorisant la transparence et les liens entre la dégradation des terres et le changement climatique.  Cela sera mesuré par l'augmentation des scores de la liste de contrôla NDT axée sur la capacité des parties prenantes à planifier et à surveiller la poursuite de l'objectif national NDT.  Le cadre NDT fournit une méthodologie transparente pour l'estimation et le suivi des indicateurs clés, la définition des bases de référence et des objectifs, ainsi qu'un plan de mise en œuvre détaillé pour les actions requises. Ces outils facilitent un suivi significatif des GEB et l'établissement de rapports mondiaux. |
| Dans le scénario de base, les agriculteurs et les éleveurs des paysages ciblés continuent de pratiquer des techniques de pâturage et d'agriculture non durables, ce qui entraîne une perte de la couverture végétale, une aggravation de l'érosion des sols et un appauvrissement de leur fertilité. La sécurité alimentaire et hydrique est menacée par la fréquence et l'intensité croissantes des sécheresses et des inondations, sans amélioration significative de la capacité d'adaptation. La dégradation de l'environnement se poursuit à travers le Burkina Faso et les populations deviennent de plus en plus vulnérables aux impacts de la variabilité climatique, tout en subissant une concurrence accrue pour une base de ressources naturelles en déclin, sans flux de revenus alternatifs viables et résistants au changement climatique.  Les stocks de carbone s'épuiseront progressivement si les tendances à la déforestation et à la désertification se poursuivent, menaçant la réalisation des engagements du Burkina Faso au titre de l'Accord de Paris de contribuer à la réduction des émissions de GES - avec l'empiètement continu du désert du Sahara vers le sud. De plus, la perte incontrôlée de la couverture forestière et du carbone du sol due au surpâturage, à l'extraction excessive de bois de chauffage et à l'expansion de l'agriculture aurait tendance à se poursuivre. | Dans le cadre du volet 2, la pression sur les paysages productifs sera allégée par une application pratique de l'approche NDT.  Le projet prendra des mesures pour assurer l'amélioration de la gestion des terres productives, y compris 10 000 ha de cultures vivrières prioritaires, d'agroforesterie et de cours d'eau critiques (cible directe) en appliquant la stratégie NDT « réduire et inverser la dégradation des terres ».  Au total, quelque 250 000 ha de paysages à usages multiples (y compris les pâturages, les couloirs de transhumance et d'autres terres d'accès libre) feront également l'objet d'une gestion améliorée, en application de la stratégie NDT « éviter la dégradation des terres et, si nécessaire, la réduire ».  Toutes les pratiques productives pour la NDT seront guidées par des solutions et des techniques sélectionnées et applicables pour la gestion des paysages, des terres cultivées, des pâturages, etc. dans la région Centre Nord (voir les exemples du programme de conservation des sols et de l'eau au Burkina Faso, le « CES », répertorié dans le document Tableau 6).  Renforcement des organisations communautaires soutenant jusqu'à 3 000 ménages bénéficiaires (dont 35 % dirigés par des femmes) par le biais de comités de gestion des ressources et d'accords entre les pasteurs, les communautés agricoles et les autres utilisateurs des terres.  Les services de soutien à la vulgarisation agricole et forestière permettront d'intensifier les cultures sans étendre l'empreinte et de progresser vers la réduction des émissions dans le secteur AFOLU, avec une capacité renforcée pour une mesure précise. | Les GEB clés comprendront : (i) le maintien ou l'amélioration de la fourniture durable de services écosystémiques ; et (ii) le maintien ou l'amélioration de la productivité, afin de renforcer la sécurité alimentaire. Ceci sera assuré dans :   * Superficie des terres restaurées, en rapport avec l'indicateur de base 3 du FEM : terres productives utilisées de manière intensive : 10 000 ha de terres cultivées et de zones boisées à proximité de masses d'eau critiques, qui présentent une dégradation modérée à sévère, font l'objet d'une gestion améliorée pour restaurer leur potentiel productif, et en appliquant les stratégies NDT pour réduire et inverser la dégradation des terres (se référer à Tableau 4 pour les ventilations). * 20 000 ha de pâturages en accès libre et de zones boisées et d'arbustes en propriété commune, présentant une dégradation légère à modérée, font l'objet d'une gestion améliorée pour atténuer la perte de productivité, et en appliquant les stratégies NDT pour éviter et réduire la dégradation des terres ; * 80 000 ha de pâturages en accès libre et de zones boisées et d'arbustes en propriété commune, affichant une dégradation légère à modérée, font l'objet d'une gestion améliorée pour atténuer la perte de productivité, et en appliquant les stratégies NDT pour éviter et réduire la dégradation des terres ; * une gestion élargie du paysage dans environ 250 000 ha de parcours à usages multiples dans les communes, qui ne présentent qu'une dégradation légère ou nulle, font l'objet d'une gestion extensive et collaborative pour prévenir les changements négatifs, et en appliquant les stratégies NDT pour éviter la dégradation des terres. Cet objectif global comprend les zones susmentionnées de 20 000 ha de pâturages et 80 000 ha de zones boisées.   La capacité de production des sols et de l'eau de ces terres sera restaurée et les puits de carbone seront au moins maintenus. Des avantages connexes en matière de biodiversité et de climat seront également générés dans ces paysages. L'amélioration du flux des services écosystémiques permettra de renforcer la résilience des communautés vulnérables et contribuera à la cohésion sociale. |
| Dans le scénario de base, les institutions gouvernementales sont confrontées à des barrières financières et à une détérioration de leur capacité à mettre en œuvre des politiques favorables à la NDT, ce qui conduit à une gestion non durable de l'utilisation des terres dans l'ensemble des paysages et à l'aggravation de l'écart entre les sexes en matière de gestion de l'utilisation des terres. | Dans le cadre de la composante 3, des changements stratégiques dans les cadres juridiques et politiques seront soutenus pour faciliter la mise en œuvre de NDT, y compris à travers une lentille sensible au genre en vue d'une gouvernance foncière durable. | L'adoption de politiques conductrices de la NDT et l'aménagement du territoire seront institutionnalisés pour la gestion des paysages. |

### 6) Avantages environnementaux mondiaux (GEFTF) et avantages d'adaptation (LDCF/SCCF) :

Le projet est cohérent avec l'objectif LD-2-5 du domaine d'intervention du FEM : créer des environnements favorables pour soutenir la mise à l'échelle et la généralisation de la GDT et de la NDT. L'accent mis sur l'environnement favorable signifie que, en termes de gestion des paysages sur le terrain, le projet aura une échelle limitée. Le projet dispose de moins de 4 millions de dollars d'investissement du FEM et il doit donc se concentrer principalement sur la création de conditions favorables à NDT, ou risquer de fragmenter l'investissement du FEM. L'hypothèse #5 dans le TOC propose que les cadres de la NDT, tels que prescrits dans le cadre conceptuel scientifique pour le NDT (NDT-SCF), soient adoptés au Burkina Faso à travers les institutions collaboratrices comme le principal véhicule pour aborder la dégradation des terres dans le pays. Ceci fait directement référence à la création de conditions favorables. Néanmoins, le projet contribuera à la mise en œuvre de pratiques cohérentes de la NDT sur le terrain, et à la réalisation de l'objectif de la NDT du pays. L'objectif de la NDT du Burkina Faso prévoit de récupérer d'ici 2031, quelques 5,6 millions d'hectares de terres dégradées, et ce par rapport à la période de référence de 2000-2013 (état de base). L'objectif national NDT est ambitieux mais peut être atteint.

Les indicateurs inclus dans la Partie I, Tableau F, reflètent également l'accent mis par le projet sur la création de telles conditions et la manière dont il contribue à l'objectif de la NDT. En raison des limites de sa durée, le projet est censé apporter une contribution directe d'environ 5% de l'objectif national global de la NDT mesuré en hectares (10 000 ha restaurés, conformément à l'indicateur de base 3). La contribution mondiale atteindrait environ 4,5 % de l'objectif national (250 000 ha, conformément à l'indicateur de base 4), en raison des activités liées à l'amélioration à long terme de la gestion du paysage élargi. Dans une perspective à long terme, le projet propose que la gestion améliorée de ces paysages les place sur la voie de la durabilité. Le projet produira des résultats sur le terrain grâce à des applications pratiques des stratégies NDT et de sa hiérarchie d'atténuation (« éviter, réduire, inverser la dégradation des terres »). La répartition des terres proposées pour les indicateurs est présentée en Figure 5 et plus de détails sont fournis dans Tableau 4. Se référer également à la feuille de travail sur les indicateurs de base à l'annexe B. La référence aux techniques de GDT/GDF se trouve dans Tableau 6.

Figure 5. Hiérarchie de réponse NDT et objectif national NDT du Burkina Faso



Notes : [1] Pour plus de détails sur les techniques largement utilisées dans le programme gouvernemental CES/DRS - *Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols*)[[38]](#footnote-39) et répandues dans la région Centre-Nord, se référer à Tableau 6. Les informations contenues dans la figure ci-dessus selon les différentes hiérarchies d'intervention de la NDT ne sont qu'indicatives et à titre d'illustration. La technique réelle à appliquer sur le terrain sera définie dans des plans d'utilisation des terres intégrés et participatifs au niveau du paysage à préparer, et selon les conditions locales évaluées avec la pleine participation des parties prenantes, les femmes en particulier, orientées par des agents de vulgarisation qualifiés et formés. [2] L'estimation de l'hectare derrière les chiffres dans la figure ci-dessus et dans la feuille de travail de l'indicateur de base dans l'annexe B du FIP est en Tableau 4.

Tableau 4. Estimation de la surface dans l'application pratique de la hiérarchie de réponse NDT dans ce projet

|  | ***Stratégies dans la hiérarchie de la réponse NDT*** | | | ***Somme des hectares*** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Pratiques et systèmes d'utilisation des terres** | **Évitez** | **Réduire** | **Inverser** | **Total général** |
| Terres productives utilisées de manière intensive : terres cultivées |  | 2 500 | 1 000 | 3 500 |
| Terres productives utilisées de manière intensive : pâturages près des cours d'eau critiques |  | 5 000 | 1 000 | 6 000 |
| Terres productives utilisées de manière intensive : zones boisées près des cours d'eau critiques |  | 400 | 100 | 500 |
| Les pâturages d'accès libre et les zones boisées et les arbustes de propriété commune, présentant une dégradation légère à modérée, font l'objet d'une gestion améliorée pour atténuer la perte de productivité, et en appliquant les stratégies NDT pour éviter et réduire la dégradation des terres (ces éléments sont inclus dans l'objectif de 250 000 ha au total mentionné ci-dessous). | 80 000 | 20 000 |  | 100 000 |
| une gestion élargie du paysage avec environ 250 000 ha de parcours à usages multiples dans les communes, ne présentant qu'une dégradation légère ou nulle, faisant l'objet d'une gestion extensive et collaborative pour prévenir les changements négatifs, et en appliquant les stratégies NDT pour éviter la dégradation des terres. (ceci inclut les objectifs de pâturages et de zones boisées mentionnés ci-dessus). | 250 000 |  |  | 250 000 |
| **Total général** | **330 000** | **27 900** | **2 100** | **360 000** |

Notes : Ce tableau tire ses chiffres des données incluses dans l'annexe A du FIP. Pour garder le tableau simple, nous avons omis les informations sur l'état de la dégradation des terres, qui généreraient plus de lignes. L'état de la dégradation des terres combiné au LUS est ce qui détermine la stratégie NDT à appliquer. Trois degrés d'état de dégradation des terres sont appliqués pour l'instant : légèrement, modérément et sévèrement dégradé (également pour des raisons de simplicité). La classification indicative de l'état des différents LUS est également donnée dans l'annexe A du PIF. Pendant le PPG, une analyse SIG avec plus de paramètres et de variables, et basée sur des paysages sélectionnés, sera appliquée. Au stade du PIF, l'exercice comprend de simples estimations dans le but de générer des objectifs indicatifs pour les indicateurs de base 3 et 4 du FEM et leurs sous-indicateurs.

En ce qui concerne le nombre total de bénéficiaires (qui est de 19 000 pour l'indicateur de base 11), il s'agit de la somme de deux catégories principales : (1) les agriculteurs et les éleveurs ; et (2) le personnel des ONG et les fonctionnaires, qui devraient être formés. Le raisonnement derrière les calculs en Tableau 5 suivent.

1. Jusqu'à 3 000 ménages de petits agriculteurs, dont 35 % dirigés par des femmes, bénéficieront directement d'un accès aux outils/machines nécessaires et d'une assistance continue pour les activités d'utilisation durable des terres. Nous considérons que chaque ménage compte 6,25 personnes dans la région Centre-Nord[[39]](#footnote-40) . Par conséquent, dans 35% des ménages dirigés par des femmes, nous aurions 2 760 hommes et 3 810 femmes, soit un total de 6 570 personnes ; tandis que dans le reste des ménages (65%), on suppose une répartition égale, c'est-à-dire 6 090 hommes et un nombre égal de femmes, soit un total de 12 180 personnes. Ensemble, 6.570 + 12.180 donnent 18.750 personnes, dont 8.850 hommes et 9.900 femmes.

2. Pour la deuxième catégorie, on estime également que jusqu'à 250 travailleurs techniques aux niveaux national et sous-national seront formés aux sujets de la NDT. Pour ce dernier indicateur, nous supposons un ratio de 30% de femmes, puisque les institutions nationales et les ONG sont des lieux de travail à dominante masculine au Burkina Faso. Par conséquent, nous avons 175 hommes formés contre 75 femmes. Ce ratio sera amélioré au cours de la mise en œuvre.

En additionnant les chiffres des bénéficiaires de ces deux catégories, on obtient environ 9 025 hommes (47,5%) et 9 975 femmes (52,5%), soit un total de 19 000 bénéficiaires directs.

Tableau 5. Calculs relatifs au nombre estimé de bénéficiaires ventilés par sexe

| ***Nombre de personnes*** | ***Homme*** | ***Femme*** | ***TOTAL*** |
| --- | --- | --- | --- |
| 35 % d'agriculteurs et d'éleveurs dans des ménages dirigés par des femmes dans la région Centre-Nord. | 2 760 | 3 810 | 6 570 |
| Les 65% restants des ménages d'agriculteurs et d'éleveurs de la région Centre-Nord | 6 090 | 6 090 | 12 180 |
| Personnel des ONG et fonctionnaires formés, 30% de femmes | 175 | 75 | 250 |
| **TOTAL (n) - environ** | **9 025** | **9 975** | **19 000** |
| **TOTAL (%) - environ** | **47,5%** | **52,5%** | **100%** |

**En tant que co-avantage**, le projet permettra l'opérationnalisation de l'objectif NDT par le biais de systèmes de suivi et l'intégration des actions liées à la NDT dans les systèmes MRV du changement climatique. En effet, la majeure partie des émissions de GES du Burkina Faso provient de l'AFOLU et, par conséquent, une grande partie de l'action climatique requise dépend de la gestion de l'utilisation des terres, y compris les prairies et les forêts. Par conséquent, les efforts nationaux visant à atteindre les objectifs climatiques inclus dans la contribution déterminée au niveau national (CDN) devraient être liés aux efforts visant à atteindre la NDT.

Enfin, lorsque l'on gère les paysages et les terres productives dans une optique de durabilité, il existe également des **co-bénéfices associés liés au carbone, à la gestion des ressources en eau et à la biodiversité**. En termes de rapports, le projet assurera le suivi de ces avantages le cas échéant, mais il devra garder son objectif principal, qui est d'établir des conditions favorables au NDT et d'apporter une contribution pratique aux objectifs de la NDT, même si elle est limitée.

### 7) Innovation, durabilité et potentiel de mise à l'échelle :

**Innovation.** On cherchera à combiner de manière innovante le renforcement des atouts naturels et sociaux au niveau des zones de projet locales, notamment en associant des techniques modernes d'agronomie et de gestion des forêts/bois à des techniques endogènes que les utilisateurs burkinabés de la terre ont instinctivement développées au fil des ans. Tableau 6 est un exemple de ce qui se passe déjà sur le terrain. Il est basé sur un rapport récent du Programme CES/DRS du Ministère de l'Agriculture et de la Gestion de l'Irrigation, qui a recensé un ensemble de techniques appliquées par les agriculteurs, les éleveurs et les utilisateurs des forêts pour protéger les actifs naturels et augmenter la productivité des terres. Sur les 20 techniques répertoriées, au moins 2, 7, 12, 19 et 20 peuvent être considérées comme des innovations endogènes développées au Burkina Faso. Malgré son nom générique, la technique #12 est un ensemble complexe de méthodes et de stratégies pour gérer les terres dans une perspective de long terme. De même, l'ARN n'est pas une technique unique de régénération des zones arbustives. Elle sera adaptée localement et variera en fonction des conditions du paysage, des moyens et de la main-d'œuvre disponibles et de l'objectif de gestion. En l'associant à une surveillance et à des mesures fondées sur des données scientifiques, l'ARN et d'autres techniques ont les meilleures chances de produire des résultats positifs en matière de la NDT dans l'ensemble des paysages. Il s'agit d'une innovation importante que le projet ne manquera pas de susciter.

Tableau 6. Référence à plus de 20 techniques de GDT / GDF couramment appliquées dans les CES/DRS[[40]](#footnote-41) (par ordre alphabétique, les techniques endogènes et adaptées localement étant marquées d'un astérisque\*)

| 1 | Agroforesterie | 13 | Fumure organique (application de, comme engrais) |
| --- | --- | --- | --- |
| 2 \* | *Bouli* - se réfère au creusement d'étangs artificiels peu profonds, *WOCAT : technologies\_1142/* | 14 | Interdiction / contrôle d'accès (*Mise-en-défens)* |
| 3 | Cordons pierreux *(Cordstones)* | 15 | Reforestation |
| 4 | Haies mortes | 16 | *Billonnage* (Ridging) |
| 5, 6 | Bacs filtrants, barrages filtrants | 17 | *Bassin de Collecte des Eaux de Ruissellement (BCER)* |
| 7 \* | *Bandes-en-herbes* (développées localement) *Bandes-en-herbées (WOCAT tapis herbacée : ... technologies\_1185/)* | 18 | *Sous-solage* *(*Subsoiling*)* |
| 8 | Traitement des ravines | 19 \* | Profils pédologiques ondulés (définis par un labourage léger) |
| 9 | Demi-lunes | 20 \* | WOCAT : 'Ados' [Burkina Faso] *(.../technologies\_1141/)* |
| 10 \* | Haies vives | 21 \* | WOCAT : 'Forage Christine' [Burkina Faso] (...technologies\_2994/*)* |
| 11 | Paillage | 22 \* | WOCAT : Définition des parcours d'élevage (La Délimitation et Balisage des Pistes à Bétail [Burkina Faso] ... unccd\_360/) |
| 12 \* | Régénération assistée naturellement (RAN variée et adaptée localement) | 23 \* | *Zaï (en langue locale uniquement, technique endogène)* |

D'autres innovations font référence à l'utilisation de l'informatique dans la mise en place du cadre de suivi de la NDT aux niveaux national et sous-national, en partie grâce aux composantes 1 et 4.

**Durabilité**. La pérennisation des résultats positifs d'un projet comprend différents aspects, mais elle nécessite normalement une gestion de projet adaptative et une conception adéquate des résultats attendus. Cependant, elle nécessite surtout l'adhésion des parties prenantes. Pour ce projet, des recherches approfondies et des consultations des parties prenantes ont été menées lors de la préparation du PIF (nombreuses réunions avec les points focaux nationaux du FEM et de la CNULCD. Un atelier de validation le 16 février 2022 avec plus de 41 personnes présentes aux niveaux national et international, et de la région Centre-Nord). Globalement, le processus de développement du FIP a impliqué directement 107 parties prenantes uniques (18-22% de femmes). Le GPP assurera la continuité de l'engagement intense des parties prenantes dans la conception et la prise de décision concernant le projet.

Pour la mise en œuvre complète du projet, d'autres mesures seront mises en place pour assurer la durabilité et seront renforcées au cours du PPG[[41]](#footnote-42) . Le PNUD et le gouvernement considèrent que le développement cohérent des capacités nationales, en particulier celles des femmes, est le meilleur moyen d'assurer la durabilité des résultats des projets et des programmes. Pour le compléter, des accords de collaboration et des partenariats seront recherchés et concrétisés dans le cadre du projet. Cela permettra de garantir que toutes les activités nécessaires d'amélioration des connaissances ou de transfert de technologie prévues dans le projet auront les meilleures chances de produire les résultats souhaités. L'assistance technique (AT) résidente sera le mode privilégié d'appui au renforcement des capacités des bénéficiaires, notamment parce qu'elle a donné de bons résultats, selon l'expérience récente d'autres projets FEM au Burkina Faso.[[42]](#footnote-43) L'implication de professionnels spécialisés dans la fourniture de services d'AT sera recherchée, mais avec la réserve que l'AT transmette régulièrement des connaissances et forme des homologues nationaux sur des sujets pertinents. Ceci est prévu dans le cadre du résultat 1.2 (*Amélioration de la capacité des principales parties prenantes au niveau national pour la planification et le suivi de la poursuite des objectifs de la NDT et des objectifs connexes*). Le renforcement de la Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT), prévu dans le cadre du résultat 1.3, portera spécifiquement sur les aspects de l'engagement des parties prenantes et de la durabilité.

La durabilité est également prise en compte dans le résultat 3.2, qui est lié au développement d'un mécanisme de financement durable pour la gestion continue des paysages en vue de la réalisation de l'APD. Les activités commenceront tôt dans le cycle de mise en œuvre du projet, afin de soutenir la durabilité et de donner au projet suffisamment de temps pour développer des activités de suivi basées sur l'étude qui sera développée dans le cadre du résultat. La durabilité des résultats au niveau local sera spécifiquement encouragée en développant la capacité du personnel des conseils communaux/départementaux dans l'application pratique des cadres de la NDT. La formation et l'expérience pratique de la planification intégrée de l'utilisation des terres au niveau du paysage seront le vecteur le plus important du renforcement des capacités. Tous les résultats de la composante 2 concernent le développement des capacités pratiques sur le terrain. Enfin, le COT en Figure 4 tient également compte de la durabilité.

**La mise à l'échelle des cadres NDT dans la région Centre-Nord** peut être réalisée en renforçant et en établissant des comités de planification et de gestion de l'utilisation des terres multipartites au niveau local, y compris certains d'entre eux pour gérer le paysage plus large qui traverse différentes communes / départements (objectifs au niveau du paysage plus large d'environ 250.000 hectares). **Pour la mise à l'échelle à l'intérieur et à l'extérieur du Burkina Faso**, le travail sera fait par l'unité de gestion du projet, en travaillant avec le conseil d'administration du projet et les partenaires, pour partager les leçons à la fois à travers le pays, et au-delà de ses frontières dans la zone plus large du Sahel. L'établissement d'une collaboration étroite avec le Programme Spécial pour la Conservation des Eaux et des Sols et l'Agroforesterie (CES/AGF), un programme financé par de multiples donateurs, est essentiel pour appliquer et diffuser les techniques à travers le pays. Par ailleurs, la Coalition Nationale (CNGDT) sera sollicitée pour aider à la réplication du modèle du projet dans d'autres paysages et en vue d'avancer vers l'atteinte de l'objectif NDT du Burkina Faso.

## 1b. Carte et coordonnées du projet :

|  |  |
| --- | --- |
| Région Centre-Nord  Map  Description automatically generated | Source [:](https://en.wikipedia.org/wiki/Centre-Nord_Region) <https://en.wikipedia.org/wiki/Centre-Nord_Region>,  récupéré le 30/03/22 et reproduit sous licence Creative Commons.  Coordonnées géographiques : [13°15′N 1°0′W](https://geohack.toolforge.org/geohack.php?pagename=Centre-Nord_Region&params=13_15_N_1_0_W_region:BF_type:city(1872126))  <https://geohack.toolforge.org/geohack.php?pagename=Centre-Nord_Region&params=13_15_N_1_0_W_region:BF_type:city(1872126)>  Voir aussi :  Figure 1. Région Centre-Nord du Burkina Faso : (a) Provinces et départements ; et (b) Dynamique de la productivité des terres avec statistiques |

## 2. Les parties prenantes.

Sélectionnez les parties prenantes qui ont participé aux consultations lors de la phase d'identification du projet :

Peuples indigènes et communautés locales ;

Organisations de la société civile

Entités du secteur privé

En outre, fournir des informations indicatives sur la manière dont les parties prenantes, y compris la société civile et les peuples autochtones, seront impliquées dans la préparation du projet, ainsi que leurs rôles respectifs et les moyens d'engagement.

Le Secrétariat permanent du Conseil national pour le développement durable (SP/CNDD) est le promoteur du projet et l'entité nationale chef de file du projet. Le SP/CNDD a été consulté et impliqué dans la conceptualisation du FIP depuis novembre 2021, à travers une série d'événements de consultation programmés qui ont combiné des modes de réunion à distance et hybrides.

En raison des restrictions liées au covid, à l'accès humanitaire, aux limitations budgétaires et à l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones rurales du Burkina Faso, il n'a pas été possible à ce jour de mener des consultations directes avec les peuples autochtones et les communautés locales en ce qui concerne la proposition du projet. Le PNUD et le SP/CNDD reconnaissent cependant la grande importance de ces consultations pour la viabilité du projet. Un plan a été soigneusement conçu et approuvé par le PNUD et le SP/CNDD en avril 2022, en vue de mener à bien les consultations nécessaires entre le deuxième et le quatrième trimestre 2022, ainsi que pendant le processus du PPG, en fonction des conditions sur le terrain. Le PNUD s'assurera qu'une méthodologie inclusive et consultative, conforme aux normes sociales et environnementales du PNUD[[43]](#footnote-44) , sera appliquée pendant le processus de consultations locales.

Selon l'International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA)[[44]](#footnote-45) , une source qui fait autorité, il existe environ 60 groupes ethniques différents au Burkina Faso. Parmi eux, les Peulhs[[45]](#footnote-46) et les Touaregs sont considérés comme des autochtones. Selon l'IWGIA, il n'existe pas de statistiques fiables sur le nombre exact de pasteurs dans le pays, mais on sait qu'ils sont présents sur l'ensemble du territoire burkinabé, la mobilité et le bétail constituant l'épine dorsale de leur mode de vie et de subsistance. Le Burkina Faso a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, même si l'existence des peuples autochtones n'est pas reconnue dans la Constitution du pays. Toujours selon l'IWGIA (2021), les pasteurs nomades « peuls et touaregs vivent le plus souvent dans des zones géographiquement isolées, sèches et économiquement marginalisées et sont souvent victimes de violations des droits de l'homme », une tendance qui, selon l'IWGIA, s'est détériorée pendant la pandémie de COVID19 en raison de diverses formes de restriction d'accès.

Le processus de consultation des peuples autochtones et des communautés locales concernant la proposition du projet se déroulera par étapes. Avant le début du PPG (phase pré-PPG), et avec l'aide du Bureau intégré des Nations Unies à Kaya, le travail requis se limitera à : (1) identifier les conditions d'accès sur le terrain dans la région Centre-Nord, compte tenu de la crise en cours qui affecte la région ; (2) identifier la présence et l'organisation sociale des groupes de pasteurs nomades dans la région Centre-Nord ; et (3) concevoir un plan viable pour mener des consultations directes avec les parties prenantes des communautés locales et des peuples autochtones pendant le PPG. Les exigences relatives à l'application du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) lors de l'engagement avec ces parties prenantes seront respectées, conformément à la norme n° 6 du PNUD relative aux projets (peuples autochtones).

Au cours du PPG, des consultations approfondies avec les représentants des populations locales et autochtones des différentes communes de la région Centre-Nord sont prévues. C'est également au cours du PPG que le choix des paysages pour le RLD devrait être fait. Un processus hautement consultatif sera mené dans un dialogue ouvert avec les parties prenantes locales qui devraient être impliquées dans le projet. Celles-ci comprennent potentiellement des pasteurs nomades tels que le peuple Peulh, considéré comme indigène par des sources faisant autorité et connu pour parcourir diverses régions du Burkina Faso lors des migrations transhumantes cycliques des personnes et du bétail.

Plusieurs OSC et organisations communautaires, y compris des groupes de femmes, ont également été engagées dans le projet, comme le montre le tableau 7. Tableau 7 et documenté dans un rapport séparé et approfondi intitulé « Rapport d'engagement des parties prenantes » couvrant la période de préparation du PIF d'octobre 2021 à avril 2022. Comme décrit dans le rapport mentionné, des réunions techniques impliquant le promoteur (SP/CNDD) et le PNUD (y compris le consultant du PIF) ont eu lieu les 15, 17, 18 et 23 novembre 2021. Elles ont été suivies de réunions de consultation plus formelles en décembre 2021 (17, 21 et 22), qui ont permis de définir la portée géographique actuelle du projet (centrée sur la région Centre-Nord). L'une des réunions de décembre a impliqué le bureau intégré de l'ONU à Kaya, capitale de la région Centre-Nord, et a servi à évaluer initialement les risques du projet et sa viabilité. La décision d'aller de l'avant avec la conception du projet a ensuite été prise et les préparatifs ont commencé pour la tenue d'un vaste événement d'engagement des parties prenantes en février 2022.

**L'atelier de validation du FIP a eu lieu le 16 février 2022**. Un total de 107 parties prenantes uniques de différents niveaux et structures ont été invitées à l'atelier et ont eu accès à la documentation partagée en français (18-21% étaient des femmes[[46]](#footnote-47) ). Sur les 107 parties prenantes uniques, 41 (19,5% de femmes) étaient présentes à l'atelier de validation du FIP, au cours duquel le concept du projet a été approuvé sans équivoque par les parties prenantes. L'atelier de validation du FIP était un événement hybride de 2,5 heures (c'est-à-dire combinant les modes de réunion à distance et présentiel). Il comprenait une présence limitée des parties prenantes à Ouagadougou et à Kaya, et une large participation virtuelle de diverses parties prenantes au Burkina Faso et à l'étranger. Non seulement le FIP a été entièrement validé pendant l'événement, mais les consultations se sont poursuivies dans le cadre du suivi de l'atelier. Les commentaires spécifiques de cinq parties prenantes clés ont été méticuleusement pris en compte pour améliorer la conception du FIP. D'autres consultations liées au processus de développement du FIP ont également eu lieu en décembre 2021, et ont impliqué des discussions bilatérales informelles entre le PNUD et certains des cofinanciers potentiels énumérés dans la Partie I, Tableau C. Les discussions sur le cofinancement sont en cours et se poursuivront en vue d'une formalisation et d'une consolidation, à mesure que la conception du projet progresse. [[47]](#footnote-48)

Sous l'impulsion du SP/CNDD, le gouvernement avance également avec ses propres processus pour engager les parties prenantes au Burkina Faso autour de l'agenda NDT. En janvier 2022, la Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT) a été créée. Elle rassemble des acteurs du gouvernement, de la société civile et du secteur privé pour aborder les questions de NDT au Burkina Faso. Les membres de la Coalition Nationale pour la Gestion Durable des Terres (CNGDT) ont été impliqués dans le soutien et la supervision de la préparation du présent PIF. Plus de détails sur l'approche prévue pour l'engagement des parties prenantes dans le cadre du développement et de la mise en œuvre du projet sont inclus dans le document suivant. Tableau 7. En outre, la section sur les risques (Partie I, Section 5) mentionne des plans spécifiques pour répondre aux besoins du projet en matière d'analyse approfondie et d'engagement des parties prenantes, ainsi que les aspects liés au genre, et l'établissement de garanties.

Tableau 7. Principales parties prenantes et rôles potentiels dans le projet

| **Parties prenantes** | **Rôle potentiel dans le projet** |
| --- | --- |
| ***Gouvernement national[[48]](#footnote-49)*** |  |
| Secrétariat permanent du Conseil national du développement durable (SP/CNDD), sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement *(ministère de l'environnement, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement).* | Ce projet maintiendra les collaborations institutionnelles avec le gouvernement au niveau technique, notamment en ayant le SP/CNDD, le promoteur du projet, comme entité gouvernementale principale pour ce projet. Plus précisément, il est prévu que le SP/CNDD serve de partenaire de mise en œuvre (IP) du PNUD. Le SP/CNDD aidera à mobiliser le cofinancement du gouvernement et hébergera l'unité de coordination du projet, une fois la mise en œuvre commencée. Il sera également chargé d'engager les principales parties prenantes du projet, en particulier les autres institutions gouvernementales, ainsi que les partenaires potentiels du projet. Le SP/CNDD est le co-président de la Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT) et assurera l'alignement du projet sur toutes les politiques nationales pertinentes. En termes de programmes sectoriels, de lois et de politiques, le SP/CNDD, sous la tutelle du ministère responsable des affaires environnementales, est un partenaire très important en ce qui concerne la planification et la gestion de l'utilisation des terres. |
| Secrétariat Permanent de Coordination des Politiques Sectorielles Agricoles (SP/CPSA), sous la tutelle du *Ministère de l'Agriculture, des Ressources animales et halieutiques.* | L'agriculture et l'élevage étant des sujets très importants pour NDT, une collaboration technique avec le ministère chargé de l'agriculture est importante. Le SP/CPSA joue un rôle clé dans la définition des politiques agraires, notamment la *Stratégie* *Nationale de* Restauration, *Conservation et l'environnement des* Sols (SNRCRS). Le Programme Spécial pour la Conservation des Eaux et des Sols et l'Agroforesterie (CES/AGF) est une initiative importante de CES/DRS du ministère responsable de l'agriculture, et qui a un lien important avec le projet en ce qui concerne le suivi des indicateurs NDT sur le terrain et la prestation de services de vulgarisation rurale aux agriculteurs, aux éleveurs et aux utilisateurs des terres en général. Le CES/AGF est le fer de lance de la diffusion des techniques dénommées nationalement "Conservation des sols et de l'eau / Rétention et restauration des sols" (CES/DRS), et de la consolidation des connaissances nationales endogènes en la matière. En tant que co-président de la Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT), le SP/CPSA sera un partenaire clé du projet, un membre prioritaire du conseil d'administration et le principal point d'entrée pour engager les structures institutionnelles du ministère chargé de l'agriculture au Burkina Faso. En termes de programmes sectoriels, de lois et de politiques, le SP/CPSA est une partie prenante essentielle en ce qui concerne la planification et la gestion de l'utilisation des terres. |
| Ressources en eau et forêts (traditionnellement *« Eaux et Fôrets »*) - structure(s) nationale(s) au niveau des directions, responsable(s) des politiques relatives aux secteurs de l'eau et des forêts. | La Direction Générale des Eaux et Forêts est actuellement une structure relevant du ministère chargé de l'environnement *(Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)*. Il est responsable de la gestion de l'eau et des forêts du point de vue de la politique nationale). La *gestion des forêts* est un sujet important pour le projet, dans la mesure où le Burkina Faso progresse vers un mécanisme REDD+ et a soumis en 2020 sa proposition de niveau de référence forestier (NRF) dans le cadre de la CCNUCC.[[49]](#footnote-50) La stratégie devrait inclure des politiques et des mesures spécifiques à la foresterie (par exemple, la réduction de la consommation de bois de chauffage, la gestion des feux de brousse, la gestion durable des forêts), à l'agriculture (par exemple, la restauration des terres, la promotion de l'agroforesterie, le renforcement du SOC), à l'élevage (par exemple, la gestion durable du bois fourrager) et à l'exploitation minière (par exemple, la réhabilitation des terres), ainsi que des politiques et des mesures transversales (liées, par exemple, à la gouvernance, à la fiscalité environnementale, à l'aménagement du territoire et au régime foncier). La *gestion des ressources en eau* est un sujet pertinent pour le RLD. D'un point de vue institutionnel, la section de l'eau fait actuellement l'objet de réformes. Le Burkina Faso a effectivement adopté des politiques et pratiques de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), intitulées "GIRE". |
| Entités responsables de l'aménagement du territoire et de la gestion du foncier (*foncier*) | En ce qui concerne les politiques et réglementations foncières, le cadre conceptuel scientifique pour la NDT (NDT-SCF) mentionne explicitement l'importance des politiques et réglementations foncières concernant le régime foncier, ainsi que les processus de planification liés aux schémas *d'aménagement du territoire* à différents niveaux (*schémas d'aménagement du territoire*). *Régime foncier :* Au Burkina Faso, il existe plus d'une entité responsable de la gestion du régime foncier et plus d'un régime d'attribution de la propriété foncière aux individus et aux entités, y compris les systèmes coutumiers et maintenant aussi la propriété privée, est une exception à la norme (toutes les terres appartiennent par défaut à l'État). Les cadres juridiques de la gestion des terres rendent les points d'entrée de la NDT plus complexes, mais ne constituent pas un obstacle à celle-ci[[50]](#footnote-51) . Cependant, il est important de souligner l'importance et le rôle potentiel de certaines entités. Le ministère responsable de l' « Administration territoriale » est essentiel car il constitue le point d'entrée de l'administration décentralisée de l'État et une « passerelle » vers les gouvernements locaux. Sous son égide, la Direction Générale *de l'Aménagement du Territoire et du Développement Local* (DGAT/DL) sera également clé pour les activités liées à la planification et à la gestion intégrée de l'utilisation des terres à travers les paysages. *Aménagement du territoire :* Au Burkina Faso, la législation en la matière est complexe, mais elle découle de la même loi qui régit le régime foncier. Le développement d'un « *schéma directeur d'aménagement* » est prévu dans la loi[[51]](#footnote-52) comme un outil clé de planification et de gestion. Ce plan, qui peut prendre la forme et la finalité d'un plan intégré d'utilisation et de gestion des terres pour les paysages, permettrait de fixer les orientations fondamentales de l'utilisation et de l'occupation des terres en fonction d'objectifs de planification spécifiques. Différentes entités doivent cependant être impliquées. La loi prévoit que, dans les zones rurales, les ministères chargés de l'agriculture, de l'élevage, des forêts, de la faune, de la pêche, de l'environnement et de l'hydraulique doivent, par défaut, être impliqués. |
| ***Gouvernements locaux*** | ***Se référer à Figure 1 pour la liste des localités de la région Centre-Nord.*** |
| Gouvernement régional de la région Centre-Nord, et Gouvernement local dans les départements administratifs de la région Centre-Nord. | Le gouvernement régional de la région Centre-Nord est déjà un partenaire confirmé dans le projet. Le gouverneur a participé en personne à l'atelier de validation du FIP le 16 février 2022. Ce soutien est important pour la mise en œuvre de la planification et de la gestion intégrée de l'utilisation des terres pour la RLD dans le cadre de la composante 2 et pour aider à surmonter les obstacles juridiques et politiques, pour lesquels un travail est prévu dans le cadre de la composante 3. Quant aux collectivités locales des trois départements administratifs de la Région Centre-Nord (Bam, Sanmatenga et Namentenga), elles sont également importantes pour la gestion de paysages plus larges à travers les communes / départements, si le plan de paysage traverse les limites des départements administratifs. |
| Gouvernement local dans les communes ciblées par le projet | Il s'agit de ce que l'on appelle les *« collectivités territoriales »* au niveau de la commune et qui comprennent des dirigeants élus démocratiquement. Ces structures sont importantes en ce qui concerne :   * Planification et gestion de l'espace et du développement au niveau de la base ; * Coordination et suivi des interventions ; * Suivi de la mise en œuvre, des développements et des travaux, gestion des conflits ; * Sensibilisation rurale, réunions d'échange, séances de consultation et de conseil avec les dirigeants locaux, y compris les femmes ; * Sélection des paysages à gérer, des zones à aménager, des cultures à semer ; * Ils peuvent influencer la proportion d'hommes et de femmes qui participent au projet en tant que bénéficiaires et prendre des décisions techniques et financières en matière de soutien ; * Aider à obtenir des investissements de différentes APD et d'autres sources ; * la planification et la gestion intégrées de l'utilisation des terres au niveau local, en impliquant les différentes couches sociales / parties prenantes ; et * Fournir des informations utiles à l'évaluation du niveau des paysages locaux. |
| ***OSC et ONG*** | |
| OSC accréditées par la CNUCD | Les ONG et les OSC seront essentielles pour la mise en œuvre. Elles joueront un rôle clé dans le déploiement des activités de la composante 2, y compris dans les termes de référence et les contrats d'exécution des activités. Sur le site Internet de la CCD, une liste d'OSC accréditées pour le Burkina Faso est accessible au public et comprend des organisations qui ont fait l'objet d'un certain niveau d'examen pour la mise en œuvre d'activités liées à la GDT, à la GDF et au RLD. Il s'agit de[[52]](#footnote-53) : Coordination Nationale des Jeunes pour l'Environnement et le Climat ; Association Nodde Nooto ; Association Prudence au Sahel ; Association Rélwendé pour le Développement ; Fédération Nationale des Organisations Paysannes. |
| Organisations de groupes de femmes | Au niveau local, il sera essentiel d'atteindre les organisations communautaires (CBO) qui n'ont normalement pas la projection nationale et internationale que les organisations listées ci-dessus ont. Plus spécifiquement, les organisations de groupes de femmes au niveau local seront interrogées et engagées au cours du PPG, une fois que la sélection des communes et des paysages aura été définie. |
| Le mouvement des Paysans sans Frontières | En contrepoint à la gestion dominé par l'Etat du régime foncier, les organisations communautaires sont en mesure de jouer un rôle productif dans le projet. Parmi elles, nous mentionnons l'Association *« Mouvement des Paysans sans Frontière »*, en tant que groupe de 52 coopératives impliquées depuis 1994 dans l'agroécologie afin de soutenir la production de moyens de subsistance durables dans le contexte d'une pression foncière accrue dans la région du Centre-Ouest. En raison de leur proximité avec le Centre-Nord, ils peuvent avoir un rôle de conciliateur à jouer dans les situations où le conflit foncier peut devenir un obstacle aux activités du projet. |
| Autres OCB dans la zone du projet  Autorités coutumières et religieuses ainsi que les leaders d'opinion | Sans spécifier encore quelles autres OCB dans la zone du projet peuvent être prioritaires (ceci sera défini pendant le PPG), ces organisations peuvent potentiellement jouer le rôle suivant, en plus de la collecte cohérente de données sur le terrain :   * Facilitation de la conduite d'activités et d'investissements dans NDT ; * Contribuer à faire évoluer les mentalités et les attitudes en « parlant le même langage » que les bénéficiaires ; * Prévention, atténuation et résolution des conflits (par exemple, par la sagesse et en tant que dépositaires des valeurs coutumières et des droits de propriété foncière) ; * Sensibilisation (par exemple, sketchs radiophoniques et autres formes de communication) ; * Animation de réunions ciblées ; * Des visites d'échange qui permettent de diffuser les bonnes pratiques parmi les bénéficiaires ; * Soutien aux ménages vulnérables, dynamique de sécurisation des investissements, proportion d'hommes et de femmes. |  |
| ***Partenaires internationaux*** | |
| UICN | L'UICN a une expérience préalable dans la mise en œuvre de projets GEF et pourrait fournir un soutien à l'exécution du PI en tant que partie responsable. Considérant que dans la situation actuelle du Burkina Faso, le PNUD n'est pas autorisé à transférer les fonds du projet sur un compte gouvernemental, l'UICN a été présélectionnée comme partie responsable pour soutenir le PI, SP/CNDD. Cependant, la sélection de la PR sera confirmée lors du PPG. |
| FENU | Compte tenu de son expertise dans le domaine de la finance inclusive, le FENU peut être appelé à aider le PNUD à mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la NDT dans le cadre des activités prévues par la composante 3. L'Agence apporte trente ans de services financiers (non financiers) et en général de finance inclusive en partenariat avec les acteurs du secteur privé rural (*rices*) et le secteur public. |
| Cofinanciers du projet | Les cofinanceurs proposés sont énumérés dans la [partie I, tableau C](#_C._Indicative_sources). Les projets, programmes et initiatives qui assurent ce cofinancement à partir de la base de référence sont décrits en détail dans le document suivant Tableau 1. Par défaut, les cofinanceurs confirmés du projet auront un siège au conseil d'administration du projet, influenceront la planification du projet et aideront à prendre les décisions importantes du projet. Voir la section ci-dessus sur la mobilisation du cofinancement. |
| CILSS | Le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel est une organisation multilatérale créée en 1970 et comprenant treize (13) Etats membres de la région du Sahel. Son mandat est de guider l'action des Etats membres du CILSS pour investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, pour un nouvel équilibre écologique au Sahel à travers. Le CILSS réalise des études et peut aider à mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la NDT. |
| Le Secrétariat de la CCD et le Mécanisme mondial | En tant que dépositaire des objectifs, des méthodologies et des rapports relatifs à la neutralité des terres, le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et le Mécanisme mondial ont mis en place le Programme de fixation d'objectifs de neutralité des terres (NDT TSP) pour aider les pays à atteindre la neutralité des terres d'ici 2030. Le Burkina Faso fait partie du programme de fixation d'objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres (NDT TSP), qui peut aider le pays à tirer parti, évaluer, mesurer et réaliser ses engagements en matière de NDT. |
| Les agences humanitaires et les services connexes, notamment le PAM et l'OMS, ainsi que d'autres partenaires humanitaires. | Le Burkina est actuellement un pays en crise, y compris une crise humanitaire qui peut être aggravée par la sécheresse ou un conflit local. Les agences de l'ONU travaillant avec des activités humanitaires sont importantes dans la fourniture d'informations sur l'état de l'accès et d'autres indicateurs humanitaires pertinents. Outre les agences de l'ONU, nous soulignons le rôle potentiel de la section burkinabé du Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) en tant que principal fournisseur d'informations et d'analyses d'alerte précoce, en particulier sur l'insécurité alimentaire aiguë au Burkina Faso. |
| ***Universités, organismes de recherche et secteur privé*** | |
| Institut pour la croissance verte mondiale (GGGI) | Le GGGI est une organisation intergouvernementale de développement international basée sur un traité et dont le siège est à Séoul, en Corée du Sud. Il met actuellement en œuvre un projet de base pertinent au Burkina Faso, qui met fortement l'accent sur le transfert de technologie. Au cours de la mise en œuvre, le GGGI devrait continuer à faciliter les accords et les arrangements de transfert de technologie qui sont pertinents pour le RLD, y compris la mobilisation des investissements du secteur privé. |
| MESRSI/ INERA, Recherche-Développement | Soutien à la mise en œuvre de semences améliorées et de technologies d'irrigation, en particulier l'irrigation à petite échelle. Des parcelles d'essai et de test pour démontrer les technologies. D'autres rôles peuvent inclure les études d'évaluation des besoins technologiques et l'innovation par rapport aux techniques actuellement utilisées pour la mise en œuvre de la GDT/GDF au Burkina Faso. |

## 3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Le projet prévoit-il d'inclure des mesures tenant compte de la dimension de genre pour combler les écarts entre les sexes ou promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ? oui /Non /tbd ;

Si possible, indiquez dans quel(s) domaine(s) de résultats le projet est censé contribuer à l'égalité des sexes :

Combler les écarts entre les sexes en matière d'accès et de contrôle des ressources naturelles ;

Améliorer la participation et la prise de décision des femmes ; et/ou

Générer des avantages ou des services socio-économiques pour les femmes.

Le cadre de résultats ou le cadre logique du projet comprendra-t-il des indicateurs sensibles au genre ? Oui  /Non  / à déterminer

Les femmes constituent un groupe très important dans ce projet. Ce sont elles qui restent souvent à la tête du ménage lorsque les hommes émigrent pour trouver un emploi. La Constitution du Burkina Faso stipule que les hommes et les femmes sont égaux. Des efforts importants ont été récemment déployés au niveau national pour intégrer l'égalité des sexes dans les politiques et les pratiques, comme l'approbation de la stratégie nationale en matière de genre et la création du ministère de la promotion de la femme et du genre.

Le rôle des femmes dans la gestion et la protection des actifs fonciers (sol, eau, terres cultivées, forêts et pâturages) est crucial. Bien que les femmes ne détiennent pas souvent les droits sur ces ressources, leur importance dans la gestion de ces actifs naturels importants suggère qu'il existe une inégalité de genre profondément enracinée au Burkina Faso. Les femmes manquent de possibilités d'emploi salarié, par rapport aux hommes.

Selon les données statistiques, le pourcentage de femmes propriétaires est nettement inférieur à celui des hommes propriétaires, et les femmes ont une part du revenu mensuel beaucoup plus faible que les hommes.[[53]](#footnote-54) Si l'on ajoute à cela l'accès limité des femmes aux ressources foncières et à leur contrôle, les salaires plus bas et les lourdes charges ménagères, qui incluent la corvée d'eau et la collecte de bois, la dégradation des terres, associée au changement climatique, exposera les femmes et les jeunes à un risque accru d'insécurité économique. Si des mesures ne sont pas prises pour contrecarrer les tendances systémiques, la discrimination fondée sur le sexe se reproduira pour une génération de plus et contribuera à l'augmentation des taux d'abandon scolaire et de la malnutrition. Il est possible d'améliorer ces conditions dans le cadre de ce projet, qui a été conçu pour contribuer à un meilleur équilibre entre les sexes au Burkina Faso grâce à ses activités. Plus précisément, les femmes ne seront pas seulement les principales bénéficiaires des activités favorables à l'approche NDT dans le cadre de ce projet, mais elles joueront également un rôle protagoniste dans la promotion des approches NDT au niveau du paysage et des politiques foncières. En outre, les indicateurs du projet seront ventilés par sexe le cas échéant, et les questions de genre seront intégrées dans la planification d'activités spécifiques.

La phase de préparation du projet fera appel à un expert en matière de genre et d'inclusion sociale, qui effectuera une analyse détaillée des inégalités de genre liées aux activités prévues dans le cadre des composantes du projet. Le résultat de son travail sera utilisé pour concevoir des mesures d'atténuation des risques liés au genre et contribuera à l'approche méthodologique globale de l'aspect genre de la conception du projet. Le projet est fortement axé sur la création de cadres sensibles au genre pour la NDT, l'intégration du genre et l'autonomisation des femmes, ce qui se reflète dans la conception des composantes du projet. La phase PPG comprendra le développement d'une analyse des parties prenantes et d'un plan complet d'engagement des parties prenantes, ainsi qu'une analyse de genre et un plan d'action de genre, pour informer la conception détaillée du projet. Au cours de la première phase de mise en œuvre, un plan d'inclusion sociale (couvrant les communautés) et un plan intégré d'utilisation des terres seront également développés. La composante 2 du projet est spécifiquement conçue pour aborder l'aspect genre de la mise en œuvre des mesures locales de la NDT.

Le projet est fortement axé sur la création de cadres sensibles au genre pour la NDT, l'intégration de la dimension de genre et l'autonomisation des femmes, ce qui se reflète dans la conception des composantes du projet. Le résultat 1.1. comprend des approches sensibles au genre pour la planification de l'utilisation des terres et la gestion des paysages et leurs applications aux niveaux national et sous-national, garantissant une participation adéquate des femmes aux processus décisionnels. La composante 2 du projet se concentrera sur les activités sur le terrain en mettant l'accent sur l'inclusion des femmes. Le résultat 2.1. établira ou renforcera les comités de planification et de gestion de l'utilisation des terres sur le terrain et assurera la participation des groupes vulnérables, y compris les femmes et les jeunes. Cela contribuera à une prise de décision meilleure et plus inclusive en matière d'aménagement du territoire sur le terrain. Le résultat 2.1. garantira également que les groupes traditionnellement sous-représentés sont entendus et ont une réelle influence sur les décisions liées à l'utilisation des terres sur le terrain. Le résultat 2.3. rendra opérationnelle l'idée principale de la composante 2, en mettant en œuvre sur le terrain des solutions NDT sélectionnées et sensibles au genre, ciblant au moins 35% des ménages bénéficiaires dirigés par des femmes. En outre, toutes les activités de formation prévues dans le cadre de ce projet ont des objectifs de genre ambitieux mais viables.

## 4. L'engagement du secteur privé.

Y aura-t-il un engagement du secteur privé dans le projet ? (oui  /ou non ). Veuillez expliquer brièvement les raisons de votre réponse.

En 2019, la Banque mondiale a fait l'éloge d'une étude sur le Burkina Faso intitulée « Country Private Sector Diagnostic (CPSD) » qui indique que des investissements importants du secteur privé sont essentiels pour soutenir la croissance au Burkina Faso, mais note également que les moteurs de croissance de l'activité économique de la décennie précédente, notamment des segments de l'exploitation aurifère et de la culture du coton, ne sont pas parvenus à soutenir la croissance dans la période actuelle. Ces segments sont vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières et aux chocs climatiques.

**Base économique. L'**agriculture, dominée par l'agriculture de subsistance et fonctionnant en dessous de ses capacités avec de faibles niveaux de productivité, est clairement l'activité économique la plus importante du Burkina Faso et représente environ 60% de l'emploi et un peu plus d'un tiers du PIB.[[54]](#footnote-55) Le Burkina Faso est l'un des plus grands producteurs de coton en Afrique et le treizième producteur mondial. [[55]](#footnote-56)Certains des plus grands acteurs du secteur privé au Burkina Faso sont liés ou intégrés à l'exploitation de l'or (et à d'autres activités minières) ou au commerce d'exportation du coton. En ce qui concerne le projet, l'une des plus grandes mines d'or industrielles du Burkina Faso est située dans la région du Centre-Nord, Bissa-Bouly, tandis que Taparko, également grande, est le site le plus ancien. [[56]](#footnote-57)

Le projet doit encore s'engager avec les acteurs du secteur privé de l'industrie minière, ce qui deviendra pertinent au cours du PPG, en termes de discussion des approches de la planification de l'utilisation des terres dans la mise en œuvre de la stratégie NDT « éviter » la dégradation des terres à travers les paysages. Bien que le secteur extractif ait un rôle dans la dégradation, le rôle le plus important du secteur privé dans ce projet concerne les secteurs productifs de la terre (agriculture, foresterie, élevage). Cet engagement s'est fait jusqu'à présent avec les acteurs du secteur agricole par le biais de la Confédération Paysanne du Faso (CPF). Un représentant de la CPF était présent à l'atelier de validation du FIP et a participé activement. La CPF est l'une des cinq structures / entités qui font partie de la « Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT) ». La CPF est une organisation faîtière nationale qui regroupe 14 autres organisations faîtières de producteurs agricoles, qui seront engagées dans le projet par le biais de la Coalition et de CPF. Ces 14 organisations sont :

* L'UNPC/B (*Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso*), qui est le plus haut syndicat de producteurs de coton du pays, les *Groupements des Producteurs de Coton* (GPC) ;
* FEPAB (*Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina*) ;
* FEB (*Fédération des Eleveurs du Burkina*) ;
* FENAFER/B (*Fédération Nationale des Femmes Rurales du Burkina*) ;
* FENAO/PFLNL (*Fédération Nationale des Opérateurs des Produits Forestiers Ligneux et Non Ligneux*) ;
* FENUGGF (*Fédération Nationale des Unions et Groupements de Gestion Forestière*) ;
* FNJPAF (*Fédération Nationale des Jeunes Professionnels Agricoles du Faso*) ;
* FNPB (*Fédération Nationale des Producteurs de Banane du Burkina*) ;
* UGCPA (*Union des Groupements pour la Commercialisation des Produits Agricoles*) ;
* UNERIZ (*Union Nationale des Etuveuses de Riz du Burkina*) ;
* UNML (*Union Nationale des Mini Laiteries et des Petits Producteurs de Lait Local*) ;
* UNPMB (*Union Nationale des Producteurs de Mangues du Burkina*) ;
* UNPRB (*Union Nationale des Producteurs de Riz du Burkina*) ; et
* UNPSB (*Union Nationale des Producteurs de Semences du Burkina*).

CPF dispose d'un large réseau d'animateurs et a des affiliations dans presque toutes les communes de la zone du projet. En plus de sa bonne connaissance et de son accès aux bénéficiaires du projet que sont les petits exploitants par le biais de diverses associations de producteurs, l'expérience de la CPF dans une grande variété de thèmes (sensibilisation/plaidoyer sur les questions foncières, le changement climatique et la fourniture de services de vulgarisation par le biais d'écoles de terrain pour les agriculteurs) sera utile au projet. Tous ces éléments constituent des atouts dans l'identification d'un rôle synergique et productif pour les acteurs du secteur privé dans le cadre du projet, même s'il est important de préserver les approches et les pratiques conformes aux principes du SES du PNUD. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne l'égalité des sexes et les droits de l'homme dans l'engagement des jeunes, des femmes et des hommes. Il est également important d'appliquer les sauvegardes, car les secteurs de l'agriculture et de l'agrobusiness du Burkina Faso présentent d'importantes faiblesses dans le développement des chaînes de valeur. L'une d'entre elles est une mauvaise intégration généralisée entre les producteurs et les entreprises agroalimentaires plus sophistiquées.

## 5. Risques.

Une présélection a été effectuée, conformément à la politique de sauvegarde sociale et environnementale du PNUD, afin d'identifier les risques de sauvegarde sociale et environnementale que le projet pourrait déclencher. Au total, cinq risques sociaux et environnementaux spécifiques ont été identifiés et sont décrits en détail dans le rapport de présélection de la SESP ci-joint, ainsi que les évaluations qui seront menées pendant la phase de préparation du projet afin d'analyser plus en détail ces risques et la manière dont ils peuvent être atténués dans la conception détaillée du projet. L'évaluation globale des risques pour le projet proposé est **Substantielle**. Le projet est considéré comme un risque substantiel en raison de la réponse positive au principe 1 et aux normes 5 et 6 du principe 3, en particulier la norme 6, question 6.3, en combinaison avec la nature fragile et conflictuelle actuelle de la région Centre-Nord, et du Burkina Faso dans son ensemble. Ce contexte signifie que toutes les interventions du projet peuvent être affectées par la situation sécuritaire, et les interventions du projet doivent être très soigneusement planifiées, mises en œuvre et suivies. Les éléments suivants seront préparés pendant le PPG pour répondre aux exigences du SES révélées lors de la présélection : ESMF, Analyse approfondie du genre et plan d'action ; Analyse approfondie des parties prenantes et plan d'engagement. Consultations initiales sur le CLIP, plan de sécurité et mécanisme de réparation des griefs au niveau du projet (projet/projet). Au cours de la première phase de mise en œuvre, il est également recommandé de développer un plan d'inclusion sociale (équivalent d'un plan pour les populations autochtones) et un plan d'action pour les moyens de subsistance, dans le cadre de l'ESIA/ESMP. D'autres risques résiduels, qui ne font pas partie de l'évaluation des risques sociaux et environnementaux résumés dans le SESP, sont énumérés dans le tableau ci-dessous. Tableau 8. Ils sont liés à la possibilité que les hypothèses du projet (c'est-à-dire celles qui sous-tendent le COT) ne se réalisent pas et/ou à des facteurs externes échappant au contrôle du projet. Pour tous les risques du projet, le niveau ou la note de risque a été évalué, et continuera à être évalué sur une base continue par le PNUD, et des mesures d'atténuation approfondies ont été prévues.

Tableau 8. Analyse des risques et mesures d'atténuation

| **#** | **Risques** | **Classement** | **Mesures d'atténuation des risques** |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | Il n'y a pas de volonté politique d'intégrer la NDT dans les politiques et les programmes gouvernementaux, y compris la planification intégrée de l'utilisation des sols. | Modéré | Afin de prendre en compte de manière adéquate dans le projet proposé le risque de faible engagement du gouvernement, ainsi que le risque d'une " approche sectorielle excessivement étroite " de l'aménagement du territoire (par opposition à " intégrée "), il est important de tirer effectivement les leçons des projets passés. Parmi ceux-ci, nous mentionnons le Programme de partenariat pays (PPP) financé par le FEM, dont la mise en œuvre a été approuvée dans le cadre du FEM-3 (vers 2009/10) et dont la dernière évaluation a été conclue en 2018. Les difficultés récurrentes qui ont pu être rencontrées seront traitées de manière préventive dans la conception des projets.  Ce risque est déjà atténué par les discussions en cours entre le gouvernement et les parties prenantes qui restent fermement engagées et utiles à la conception du projet et à sa mise en œuvre ultérieure. Cet engagement est fort, comme le montre le soutien à la préparation du projet offert par le SP/CNDD. Il se manifeste également par la forte participation au processus de développement du FIP, qui a jusqu'à présent impliqué directement 107 parties prenantes uniques (18-22% de femmes). Le PPG assurera la continuité de l'engagement intense des parties prenantes dans la conception et la prise de décision concernant le projet. Les récents efforts du Burkina Faso pour former une coalition entre le gouvernement, la société civile et les acteurs du secteur privé (la Coalition nationale pour la gestion durable des terres - CNGDT) aideront à assurer une mise en œuvre transparente et à garantir une mise en œuvre et un suivi réussis de la NDT à l'échelle nationale.  L'agenda NDT est déjà perçu par les secteurs comme étant transversal et dépassant le mandat du seul secteur environnemental. Les secteurs typiques qui sont pertinents pour la NDT au Burkina Faso comprennent : l'agriculture, les forêts, l'eau, l'aménagement du territoire, l'exploitation minière, le développement local, l'inclusion du genre, la tenure, entre autres. Ce qui est nécessaire, c'est de développer des mécanismes pratiques pour la planification et la mise en œuvre intégrées de l'utilisation des terres et d'impliquer un ensemble plus large de parties prenantes. Au cours du PPG, les bases seront jetées afin de garantir les meilleures conditions possibles pour la mise en œuvre. Les résultats attendus de ce travail pendant le PPG seront au moins deux (à titre indicatif) : (a) le développement / la consolidation d'un mandat (ou termes de référence) à la Coalition nationale pour la gestion durable des terres (CNGDT) pour diriger la coordination de ces efforts, qui établira les mécanismes de collaboration intersectorielle en vue d'une planification intégrée au niveau du paysage ; et (b) la préparation d'un plan d'action sur la façon dont le mandat susmentionné peut être mis en œuvre.  Selon la NDT-SCF, trois piliers sont importants dans le processus d'intégration et permettront de définir le mandat de la Coalition et des autres parties prenantes, ainsi que le plan d'action proposé par la suite : (i) les politiques et réglementations foncières ; (ii) la planification et la gestion de l'utilisation des terres ; et (iii) l'information foncière.  Le plan d'action comportera des étapes progressives dans le but de parvenir à la première application pratique de NDT sur le terrain. Inspirées de la note d'orientation STAP 2020 sur le "dialogue multipartite pour un changement transformationnel", ces étapes progressives commenceront par de simples échanges d'informations, puis seront progressivement renforcées pour inclure une gestion collaborative des paysages impliquant tous les secteurs et acteurs concernés. En référence aux orientations de la STAP 2020, cela équivaudrait à franchir au moins trois échelons de l'"échelle de la participation citoyenne" (voir l'encadré 1 de la publication STAP). Tous les processus qui impliquent de multiples secteurs et parties prenantes sont complexes. Le DMS propose une liste d'éléments catalyseurs pour un processus plus réussi. Ces conseils seront suivis. En outre, l'application des "cadres de la NDT", tels que mentionnés dans le cadre conceptuel scientifique de la NDT (NDT-SCF), inspirera également les processus progressifs prévus dans les résultats 1.3 et 1.2. |
| 2 | La planification intégrée de l'utilisation des terres à travers les paysages pour la NDT n'a pas les conditions nécessaires pour être mise en œuvre sur le terrain, en particulier le soutien financier et l'engagement des parties prenantes. | Modéré | Le projet sera conçu pour aider les ménages de petits exploitants, y compris les femmes, qui seront sélectionnées en fonction de leur engagement et de leur volonté d'adhérer aux principes de la NDT. La disponibilité du financement est l'une des conditions essentielles à la réussite de la mise en œuvre sur le terrain. Dans le cadre du résultat 3.2, le projet s'efforcera de mobiliser des fonds au début de la mise en œuvre pour soutenir la mise à l'échelle sur le terrain. |
| 3 | Les obstacles systémiques qui affectent le Burkina Faso, notamment l'inégalité entre les sexes, les cadres fonciers complexes et les conflits, entraveront la mise en œuvre de la NDT sur le terrain. | Faible | Au cours du PPG, le PNUD s'appuiera sur l'aide de spécialistes du régime foncier et du genre au Burkina Faso pour donner des conseils sur la meilleure façon de garantir que les obstacles systémiques identifiés n'entraveront pas la mise en œuvre de la NDT sur le terrain - bien que les questions soient complexes.  Sur le terrain, le PNUD travaillera avec les comités existants de planification et de gestion de l'utilisation des terres au niveau local. Il est prévu de soutenir ces structures locales par le biais du projet afin de faciliter des négociations efficaces sur les itinéraires de transhumance et de migration saisonnière, les stratégies d'égalité des sexes pour les ménages et le régime foncier. Cela devrait aboutir à des accords verbaux et écrits clairs, basés sur des cartes accessibles, qui s'appuient sur les arrangements coutumiers et impliquent le gouvernement local, les autorités traditionnelles et les chefs religieux, avec des mécanismes en place pour la résolution des conflits. Ce travail sera mis en œuvre dans les produits 2.1 et 2.2.  Se référer également aux mesures d'atténuation proposées pour le risque n°4, qui s'appliquent également à ce risque. |
| 4 | Il n'y a pas de volonté politique de supprimer les obstacles juridiques, politiques, institutionnels et financiers à la mise en œuvre de la NDT à différents niveaux. | Modéré | Pendant le PPG, un dialogue ouvert sur les politiques foncières pour les NDT sera mené au niveau national et sous-national, impliquant toutes les parties prenantes concernées, y compris les décideurs au plus haut niveau. Des discussions continues entre le gouvernement national et local afin de fournir des stratégies perspicaces et d'examiner les lacunes potentielles dans la législation et les réglementations existantes pour la NDT afin de créer un soutien politique pour les changements. Au cours du PPG, les besoins et les perspectives de changement de politique seront discutés et évalués plus avant. Les obstacles financiers seront abordés dans le cadre du résultat 3.2, y compris une étude préliminaire pour aider à mobiliser des ressources pour le DLN.  Le PNUD prendra en compte les conseils méthodologiques inclus dans la note d'orientation STAP 2020 sur le "dialogue multipartite pour un changement transformationnel", en plus du cadre conceptuel scientifique pour la NDT (NDT-SCF), qui guidera le développement des « cadres NDT » inclus dans la stratégie du projet. Les orientations de la STAP 2020 pour les TMS mentionnent des étapes progressives qui peuvent commencer par de simples échanges d'informations - étapes qui sont ensuite progressivement renforcées pour inclure une gestion collaborative des paysages impliquant tous les secteurs et acteurs concernés. Cela équivaut à franchir au moins trois étapes de « l'échelle de la participation citoyenne » mentionnée dans l'encadré 1 de la publication STAP. Tous les processus qui impliquent de multiples secteurs et parties prenantes sont complexes. Le DMS propose une liste d'éléments catalyseurs pour un processus plus réussi et il est proposé de suivre ces conseils. Quant à l'application des « cadres de la NDT », le RLD-SCF inspirera directement les processus progressifs prévus dans les résultats 1.3 et 1.2.  Au cours du PPG, le PNUD accordera également une attention particulière à la manière dont l'industrie minière aborde et traite la question de l'utilisation des terres. La cartographie des concessions minières de différentes échelles dans les paysages ciblés de la région Centre-Nord et la coordination du choix des paysages avec les autorités compétentes chargées de réglementer l'industrie minière seront poursuivies. Cela permettra de s'assurer que les utilisations concurrentielles et mutuellement exclusives des terres dans le paysage ne compromettent pas la poursuite de la RLD dans les paysages ciblés. Cela permettra également d'atténuer le risque d'obstacles systémiques entravant la mise en œuvre de NDT sur le terrain. |
| 5 | Les cadres de la NDT, tels que prescrits dans le cadre conceptuel scientifique pour le RLD (RLD-SCF), ne sont pas adoptés au Burkina Faso par l'ensemble des institutions collaboratrices comme le principal moyen de lutte contre la dégradation des terres dans le pays. | Modéré | Sur la base des consultations menées au cours de la phase de préparation du PIF, l'impression générale est que toutes les parties prenantes clés consultées (y compris le gouvernement, la société civile et le secteur privé) se sont engagées à embrasser les objectifs de la NDT tant au niveau national que sous-national.  Les approches sensibles au genre, ainsi que les solutions NDT spécifiques aux différents paysages, seront systématiquement intégrées dans la planification et la gestion de l'utilisation des terres dans les paysages ciblés, afin de réduire les conflits liés à la terre, notamment grâce aux outils mentionnés dans les réponses aux risques 3 et 4. En outre, les principales parties prenantes suivront et rendront compte des objectifs de la NDT afin d'en assurer le succès. Grâce à la mise en œuvre du projet, on s'attend à ce que la responsabilité institutionnelle pour la mise en œuvre de NDT devienne plus claire. Si nécessaire, des procédures, des arrangements et des accords intra-gouvernementaux pourront être conçus pour faciliter la répartition des responsabilités et des rôles institutionnels à cet égard, et en particulier pour faciliter la mise en œuvre de la NDT.  Les risques du projet énumérés ici seront étroitement surveillés et gérés conjointement avec les risques sociaux et environnementaux, qui ont déjà été analysés au stade du PIF, ce qui rend nécessaire la réalisation de certaines études spécifiques et un processus systématique de consultation des parties prenantes, ainsi que l'intégration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans la conception du projet et, par la suite, dans sa mise en œuvre. |
| 6 | À long terme, la stabilité politique, la sécurité et la cohésion sociale ne sont pas assurées au Burkina Faso pour la poursuite des grands objectifs socio-environnementaux du pays. | Modéré | Dans la théorie du changement, un moteur de développement à long terme se lit comme suit : *« Le développement socio-économique du Burkina Faso tend vers une réduction progressive de la pauvreté et une augmentation du revenu par habitant, avec des impacts positifs sur les indicateurs de développement et plus largement sur les capacités nationales ».* Cela signifie qu'à long terme, il y a une tendance à l'amélioration et à la stabilité car cela profite au plus grand nombre. A court et moyen terme, le projet devra atténuer les impacts de l'instabilité politique actuelle et les défis de la cohésion sociale. Le projet est conçu pour aborder la cohésion sociale, et plusieurs activités de sortie sont, en fait, orientées vers cet objectif. Les cadres conceptuels scientifiques pour la NDT (SCF-NDT) prévoient que les bénéfices générés par les stratégies alignées sur la NDT permettront de : (i) maintenir ou améliorer la fourniture durable de services écosystémiques ; (ii) maintenir ou améliorer la productivité, afin de renforcer la sécurité alimentaire ; (iii) accroître la résilience des terres et des populations qui en dépendent ; (iv) rechercher des synergies avec d'autres objectifs sociaux, économiques et environnementaux ; et renforcer la gouvernance responsable et inclusive des terres. Dans la mesure du possible, le personnel du projet sera recruté au sein des communes des paysages ciblés - en formant des jeunes locaux en tant que Volontaires des Nations Unies et en ancrant fermement les activités du projet sur un large engagement des parties prenantes à différents niveaux, afin d'assurer une mise en œuvre réussie, même en tenant compte des défis de sécurité. |

## 6. Coordination

Le projet sera supervisé par le PNUD Burkina Faso qui travaillera également avec le gouvernement pour renforcer les investissements dans le domaine de la NDT/GDT conformément aux politiques nationales et au document de programme pays (CPD) du Burkina Faso (2018-2020+2 en cours de mise à jour). L'institution nationale chef de file et le point focal du projet sera le Secrétariat permanent du Conseil national pour le développement durable (SP/CNDD), sous la tutelle du ministère chargé des affaires environnementales. Le SP/CNDD sera le partenaire d'exécution (PI) désigné par le PNUD pour le projet. Considérant que dans la situation actuelle du Burkina Faso, le PNUD n'est pas autorisé à transférer les fonds du projet sur un compte gouvernemental, le projet engagera une partie responsable. Des discussions informelles ont été initiées par le SP/CNDD avec l'UICN comme RP possible. L'UICN a une expérience préalable dans la mise en œuvre de projets GEF et pourrait fournir un soutien à l'exécution du PI. Au cours du PPG, ce choix sera confirmé par un processus transparent. Les détails seront convenus entre les partenaires du projet et avec le GEFSEC au cours du PPG. La mise en œuvre sur le terrain devra s'appuyer sur un ensemble de partenaires, selon un modèle similaire à celui du PAMED, qui décentralise certains aspects de la mise en œuvre, mais garantit également l'assurance qualité, la transparence et le partage des connaissances. La modalité exacte et les processus impliqués seront pleinement développés au cours du PPG.

## 7. Harmonisation avec les priorités nationales

Le projet est-il harmonisé avec les stratégies et plans nationaux ou les rapports et évaluations dans le cadre des conventions pertinentes ?

(oui /non  ).

Le projet est bien aligné avec les stratégies et plans nationaux de haut niveau du Burkina Faso, ainsi qu'avec les politiques sectorielles pertinentes, en particulier avec les suivantes, pour n'en citer que quelques-unes[[57]](#footnote-58) :

* Le plan national de développement économique et social[[58]](#footnote-59) , qui prévoit une « voie de croissance économique forte, durable et inclusive » ;
* Le programme d'action national (PAN 2000) du Burkina Faso dans le cadre de la CCD, qui souligne que le pays est confronté à une désertification massive et que des actions telles qu'un meilleur aménagement du territoire et une agriculture intelligente sur le plan climatique doivent être encouragées ;
* Les engagements nationaux du Burkina Faso en matière de la NDT de juin 2017, qui se concentrent sur l'atteinte de la neutralité de la dégradation des terres au niveau national et la contribution au développement durable du pays ;
* Le profil pays de la NDT du Burkina Faso (2018), qui indique que : « [...] les objectifs de la NDT constituent pour le Burkina Faso un vecteur solide pour favoriser la cohérence des politiques et des actions en alignant les objectifs nationaux de la NDT sur les mesures des contributions déterminées au niveau national et d'autres engagements nationaux. » ;
* La contribution déterminée au niveau national (2021) dans le cadre de la CCNUCC ;
* La stratégie et le plan d'action nationaux en matière de biodiversité pour la période 2001 à 2025 ;
* La politique nationale en matière d'égalité des sexes (2009), qui, bien que dépassée et pas totalement favorable à l'égalité, stipule que « l'élimination des inégalités existantes nécessite des actions spécifiques en faveur des femmes et des hommes » ;
* La Stratégie Nationale de Restauration, de Conservation et de Réhabilitation des Sols (SNRCRS), qui est en cours de préparation, et dans le cadre de celle-ci, le Programme Spécial de Conservation des Eaux et des Sols et d'Agroforesterie (CES/AGF) ;
* La stratégie nationale de développement de l'entrepreneuriat agricole (2021-2025) ;
* La politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2019) ;
* Le plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM/GIRE) pour la période 2016-2030 ; et
* Politique nationale de sécurisation foncière (2007), y compris la législation connexe, comme la loi sur la réorganisation agraire et foncière, la loi n°014/96/ADP du 23 mai 1996, modifiée par la loi de finances en 2008.

## 8. Gestion des connaissances.

Le projet donne la priorité à la gestion des connaissances ( ) et à un suivi et une évaluation approfondis, en incluant une composante entière axée sur ces activités pour l'apprentissage et la transposition à plus grande échelle. Un plan de gestion des connaissances sera élaboré au cours de la phase de préparation du projet. Des ressources dédiées seront mises à disposition pour les activités de gestion des connaissances et de suivi et d'évaluation dans le cadre de la composante et mises en œuvre par le biais du résultat 4.2) La plateforme de connaissances est opérationnelle pour la coordination et le partage des leçons entre les parties prenantes au niveau du paysage, national et international. Les principes de la gestion des connaissances qui orienteront le projet sont les suivants :

1. Les résultats du projet et les leçons à en tirer serviront à la gestion adaptative et à la sensibilisation en faveur de la gestion durable des paysages aux niveaux national, régional et international.
2. Coordination efficace des projets et suivi et évaluation sensibles à la dimension de genre.
3. Les résultats du projet seront documentés et les actions d'apprentissage et de sensibilisation de la communauté sensibles au genre seront dûment soutenues.
4. La collaboration avec une série d'initiatives sera recherchée, y compris, le cas échéant, en vue de la reproduction et de la mise à l'échelle des meilleures pratiques.

En ce qui concerne la production et la promotion des connaissances, et suivant le modèle de PAMED, il est proposé de mettre en œuvre les activités suivantes :

* Une stratégie de communication du programme sera élaborée et mise en œuvre, en vue de renforcer sa visibilité et son appropriation par tous les acteurs nationaux du développement. Elle accordera une place primordiale à la communication de masse en particulier, à travers l'utilisation des langues nationales dans les radios communautaires locales ;
* L'accent sera mis sur l'apprentissage et le partage périodique des connaissances à travers le cadre de dialogue des acteurs du domaine d'intervention ;
* La traduction de documents dans les langues locales et la publication de brochures dans le domaine des bonnes pratiques issues des expériences du programme ;
* L'établissement, la fourniture et la diffusion, via un site approprié, de données relatives au changement climatique (y compris l'adaptation, la REDD+ et l'évaluation des GES) ;
* La production et la représentation de pièces de théâtre forum sur des thèmes spécifiques ;
* Partage des connaissances à travers des communications suivies de discussions sur les résultats du programme au sein des plateformes régionales et municipales GDT-REDD+ et du cadre de dialogue des différentes parties prenantes de la zone du projet, y compris les acteurs du secteur privé. Il s'agira notamment de journées de démonstration sur le terrain, ouvertes au plus grand nombre de producteurs, avec la participation des autorités locales ;
* La mise à jour régulière du registre des risques du projet et de la base de données des parties prenantes, qui a été établie au stade du FIP ;
* L'utilisation de moyens de communication anciens et innovants (télévisions, radios, web, médias sociaux, etc.) ;
* La production et la diffusion continues des meilleures expériences en matière de gestion durable des terres, de GDF et de la NDT par le biais de plateformes dédiées, telles que le WOCAT.

# PARTIE III : Approbation/approbation par le(s) point(s) focal(aux) opérationnel(s) du FEM

## A. Dossier d'approbation du (des) point(s) de contact opérationnel(s) du FEM au nom du (des) gouvernement(s) :

(La ou les lettres d'approbation du point focal opérationnel sont jointes en annexe d au présent PIF).

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom** | **Position** | **Ministère** | **Date (MM/jj/aaaa)** |
| M. Somanegré Nana | Point focal opérationnel pour le Burkina Faso et Secrétaire permanent SP-CNDD | Ministère de la transition écologique et de l'environnement | 02/15/2022 |

## Annexe A. Fiche de travail sur les indicateurs de base

| **Indicateur de base** | **Indicateurs pertinents** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | ***Mesures*** | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur de base 3** | **Superficie des terres restaurées** | | | | | | | | | | | ***(Hectares)*** |
|  |  | | | | | Hectares (3.1+3.2+3.3+3.4) | | | | | | |
|  |  | | | | | Attendu | | | | Réalisé | | |
|  |  | | | | | Étape du FIP | | Endossement | | MTR | TE | |
|  | Superficie des terres restaurées, en rapport avec l'indicateur de base 3 du FEM : terres productives utilisées de manière intensive : 10 000 ha de terres cultivées et de zones boisées à proximité de masses d'eau critiques, qui présentent une dégradation modérée à sévère, font l'objet d'une gestion améliorée pour restaurer leur potentiel productif, et en appliquant les stratégies NDT pour réduire et inverser la dégradation des terres. | | | | | ***10 000*** |  |  |  |  |  | |
| Indicateur 3.1 | Superficie des terres agricoles dégradées restaurées | | | | | | | | | | |  |
|  |  |  | | | | Hectares | | | | | | |
| Attendu | | | | Réalisé | | |
| Étape du FIP | | Endossement | | MTR | TE | |
| Centre-Nord, REDUCE | Modérément dégradé | terres productives utilisées de manière intensive : terres cultivées | | | | *2 500* |  |  |  |  |  | |
| Centre-Nord, REVERSE | Gravement dégradé | terres productives utilisées de manière intensive : terres cultivées | | | | *1 000* |  |  |  |  |  | |
| Indicateur 3.2 | Superficie des forêts et des terres forestières restaurées | | | | | | | | | | |  |
|  |  |  | | | | Hectares | | | | | | |
| Attendu | | | | Réalisé | | |
| Étape du FIP | | Endossement | | MTR | TE | |
| Centre-Nord, REDUCE | Modérément dégradé | terres productives utilisées de manière intensive : zones boisées près des cours d'eau critiques | | | | *400* |  |  |  |  |  | |
| Centre-Nord, REVERSE | Gravement dégradé | terres productives utilisées de manière intensive : zones boisées près des cours d'eau critiques | | | | *100* |  |  |  |  |  | |
| Indicateur 3.3 | Restauration d'une zone d'herbes et d'arbustes naturels | | | | | | | | | | |  |
|  |  |  | | | | Hectares | | | | | | |
| Attendu | | | | Réalisé | | |
| Étape du FIP | | Endossement | | MTR | TE | |
| Centre-Nord, REDUCE | Modérément dégradé | terres productives utilisées de manière intensive : pâturages près des cours d'eau critiques | | | | *5,000* |  |  |  |  |  | |
| Centre-Nord, REVERSE | Gravement dégradé | terres productives utilisées de manière intensive : pâturages près des cours d'eau critiques | | | | *1,000* |  |  |  |  |  | |
| **Indicateur de base 4** | **Superficie des paysages faisant l'objet de pratiques améliorées (hectares ; à l'exclusion des zones protégées)** | | | | | | | | | | | ***(Hectares)*** |
|  |  | | | | | Hectares (4.1+4.2+4.3+4.4) | | | | | | |
|  |  | | | | | Attendu | | | | Attendu | | |
|  |  | | | | | Étape du FIP | | Endossement | | MTR | TE | |
|  |  | | | | | ***250 000*** |  |  | |  |  | |
| Indicateur 4.3 | Superficie des paysages faisant l'objet d'une gestion durable des terres dans les systèmes de production | | | | | | | | | | |  |
|  |  |  | | | | Hectares | | | | | | |
| Attendu | | | | Réalisé | | |
| Étape du FIP | | Endossement | | MTR | TE | |
|  |  |  | | | |  |  |  | |  |  | |
|  |  |  | | | |  |  |  | |  |  | |
| Centre-Nord, ÉVITER | Légèrement à modérément dégradé | Une gestion plus large du paysage dans environ 250 000 ha de parcours à usages multiples dans les communes, ne présentant qu'une dégradation légère ou nulle, font l'objet d'une gestion extensive et collaborative pour prévenir les changements négatifs, et en appliquant les stratégies NDT pour éviter la dégradation des terres. Cela comprend 20 000 ha de pâturages et 80 000 ha de zones boisées. | | | | *250 000* |  |  | |  |  | |
| **Indicateur de base 11** | **Nombre de bénéficiaires directs, ventilés par sexe, en tant que co-bénéfice de l'investissement du FEM.** | | | | | | | | | | | ***(Nombre)*** |
|  |  |  | | | | Numéro | | | | | | |
| Attendu | | | | Réalisé | | |
|  |  |  | | | | Étape du FIP | | Endossement | | MTR | TE | |
|  |  | Femme | | | | *9 975* | |  | |  |  | |
|  |  | Homme | | | | *9 025* | |  | |  |  | |
|  |  | *Total* | | | | *19 000* | |  | |  |  | |

## Annexe B - NA

## Annexe C. TAXONOMIE DU FEM 7

Veuillez identifier les informations taxonomiques requises dans la partie I, point G, en cochant les mots-clés/sujets/thèmes les plus pertinents qui décrivent le mieux le projet. (tiré de GEF 7 Taxonomy July 2018. Revised : March 2019) | Données complétées le 05-May 2022.

| **Niveau 1** | **Niveau 2** | **Niveau 3** | **Niveau 4** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Modèles d'influence** |  |  |  |
|  | **Transformer les environnements politiques et réglementaires** |  |  |
|  | **Renforcer la capacité institutionnelle et la prise de décision** |  |  |
|  | **Convoquer des alliances multipartites** |  |  |
|  | **Démontrer des approches innovantes** |  |  |
|  | **Déployer des instruments financiers innovants** |  |  |
| **Parties prenantes** |  |  |  |
|  | **Peuples autochtones** |  |  |
|  | **Secteur privé** |  |  |
|  |  | Fournisseurs de capitaux |  |
|  |  | Intermédiaires financiers et facilitateurs de marché |  |
|  |  | Grandes entreprises |  |
|  |  | PME |  |
|  |  | Individus/entrepreneurs |  |
|  |  | Pilote non subventionné |  |
|  |  | Réaménagement de projet |  |
|  | **Bénéficiaires** |  |  |
|  | **Communautés locales** |  |  |
|  | **Société civile** |  |  |
|  |  | Organisation à base communautaire |  |
|  |  | Organisation non gouvernementale |  |
|  |  | Academia |  |
|  |  | Syndicats et unions de travailleurs |  |
|  | **Type d'engagement** |  |  |
|  |  | Diffusion de l'information |  |
|  |  | Partenariat |  |
|  |  | Consultation |  |
|  |  | Participation |  |
|  | **Communications** |  |  |
|  |  | Sensibilisation |  |
|  |  | Éducation |  |
|  |  | Campagnes publiques |  |
|  |  | Changement de comportement |  |
| **Capacité, connaissance et recherche** |  |  |  |
|  | **Activités habilitantes** |  |  |
|  | **Développement des capacités** |  |  |
|  | **Production et échange de connaissances** |  |  |
|  | **Recherche ciblée** |  |  |
|  | **Apprendre** |  |  |
|  |  | Théorie du changement |  |
|  |  | Gestion adaptative |  |
|  |  | Indicateurs pour mesurer le changement |  |
|  | **Innovation** |  |  |
|  | **Connaissance et apprentissage** |  |  |
|  |  | Gestion des connaissances |  |
|  |  | Innovation |  |
|  |  | Développement des capacités |  |
|  |  | Apprendre |  |
|  | **Plan d'engagement des parties prenantes** |  |  |
| **Égalité des sexes** |  |  |  |
|  | **Intégration de la dimension de genre** |  |  |
|  |  | Bénéficiaires |  |
|  |  | Groupes de femmes |  |
|  |  | Indicateurs ventilés par sexe |  |
|  |  | Indicateurs sensibles au genre |  |
|  | **Domaines de résultats en matière de genre** |  |  |
|  |  | Accès et contrôle des ressources naturelles |  |
|  |  | Participation et leadership |  |
|  |  | Accès aux avantages et aux services |  |
|  |  | Développement des capacités |  |
|  |  | Sensibilisation |  |
|  |  | Génération de connaissances |  |
| **Domaines d'intervention/thème** |  |  |  |
|  | **Programmes intégrés** |  |  |
|  |  | Chaînes d'approvisionnement en produits de base ([[59]](#footnote-60) Good Growth Partnership) |  |
|  |  |  | Production de matières premières durables |
|  |  |  | Approvisionnement sans déforestation |
|  |  |  | Outils d'analyse financière |
|  |  |  | Forêts à haute valeur de conservation |
|  |  |  | Forêts à hauts stocks de carbone |
|  |  |  | Chaîne d'approvisionnement en soja |
|  |  |  | Chaîne d'approvisionnement en palmiers à huile |
|  |  |  | Chaîne d'approvisionnement en viande bovine |
|  |  |  | Petits exploitants agricoles |
|  |  |  | Gestion adaptative |
|  |  | Sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne |  |
|  |  |  | Résilience (climat et chocs) |
|  |  |  | Systèmes de production durables |
|  |  |  | Agroécosystèmes |
|  |  |  | Santé des terres et des sols |
|  |  |  | Exploitation agricole diversifiée |
|  |  |  | Gestion intégrée des terres et des eaux |
|  |  |  | Petits exploitants agricoles |
|  |  |  | Petites et moyennes entreprises |
|  |  |  | Diversité génétique des cultures |
|  |  |  | Chaînes de valeur alimentaires |
|  |  |  | Dimensions de genre |
|  |  |  | Plates-formes multipartites |
|  |  | Systèmes alimentaires, utilisation des sols et restauration |  |
|  |  |  | Systèmes alimentaires durables |
|  |  |  | Restauration du paysage |
|  |  |  | Production durable de produits de base |
|  |  |  | Planification globale de l'utilisation des sols |
|  |  |  | Paysages intégrés |
|  |  |  | Chaînes de valeur alimentaires |
|  |  |  | Approvisionnement sans déforestation |
|  |  |  | Petits exploitants agricoles |
|  |  | Villes durables |  |
|  |  |  | Planification urbaine intégrée |
|  |  |  | Cadre de durabilité urbaine |
|  |  |  | Transport et mobilité |
|  |  |  | Bâtiments |
|  |  |  | Gestion des déchets municipaux |
|  |  |  | Espace vert |
|  |  |  | Biodiversité urbaine |
|  |  |  | Systèmes alimentaires urbains |
|  |  |  | Efficacité énergétique |
|  |  |  | Financement municipal |
|  |  |  | Plate-forme mondiale pour les villes durables |
|  |  |  | Résilience urbaine |
|  | **Biodiversité** |  |  |
|  |  | Zones et paysages protégés |  |
|  |  |  | Zones protégées terrestres |
|  |  |  | Aires protégées côtières et marines |
|  |  |  | Paysages productifs |
|  |  |  | Paysages marins productifs |
|  |  |  | Gestion communautaire des ressources naturelles |
|  |  | Intégration du site |  |
|  |  |  | Industries extractives (pétrole, gaz, mines) |
|  |  |  | Foresterie (y compris HCVF et REDD+) |
|  |  |  | Tourisme |
|  |  |  | Agriculture et agrobiodiversité |
|  |  |  | Pêche |
|  |  |  | Infrastructure |
|  |  |  | Certification (normes nationales) |
|  |  |  | Certification (normes internationales) |
|  |  | Espèce |  |
|  |  |  | Commerce illégal d'espèces sauvages |
|  |  |  | Espèces menacées |
|  |  |  | La faune et la flore sauvages au service du développement durable |
|  |  |  | Cultures sauvages apparentées |
|  |  |  | Ressources phytogénétiques |
|  |  |  | Ressources génétiques animales |
|  |  |  | Bétail Parents sauvages |
|  |  |  | Espèces exotiques envahissantes (EEE) |
|  |  | Biomes |  |
|  |  |  | Mangroves |
|  |  |  | Récifs coralliens |
|  |  |  | Herbes marines |
|  |  |  | Zones humides |
|  |  |  | Rivières |
|  |  |  | Lacs |
|  |  |  | Forêts tropicales humides |
|  |  |  | Forêts tropicales sèches |
|  |  |  | Forêts tempérées |
|  |  |  | Prairies |
|  |  |  | Paramo |
|  |  |  | Désert |
|  |  | Finances et comptabilité |  |
|  |  |  | Paiement pour les services écosystémiques |
|  |  |  | Évaluation et comptabilisation du capital naturel |
|  |  |  | Fonds fiduciaires de conservation |
|  |  |  | Financement de la conservation |
|  |  | Protocole additionnel à la CDB |  |
|  |  |  | Biosécurité |
|  |  |  | Accès aux ressources génétiques Partage des avantages |
|  | **Forêts** |  |  |
|  |  | Restauration des forêts et des paysages |  |
|  |  |  | REDD/REDD+ |
|  |  | Forêt |  |
|  |  |  | Amazon |
|  |  |  | Congo |
|  |  |  | Terres arides |
|  | **Dégradation des terres** |  |  |
|  |  | Gestion durable des terres |  |
|  |  |  | Restauration et réhabilitation des terres dégradées |
|  |  |  | L'approche écosystémique |
|  |  |  | Approche intégrée et intersectorielle |
|  |  |  | GRN à base communautaire |
|  |  |  | Moyens de subsistance durables |
|  |  |  | Activités génératrices de revenus |
|  |  |  | Agriculture durable |
|  |  |  | Gestion durable des pâturages |
|  |  |  | Gestion durable des forêts et des zones boisées |
|  |  |  | Techniques améliorées de gestion des sols et de l'eau |
|  |  |  | Gestion durable des incendies |
|  |  |  | Atténuation de la sécheresse/alerte précoce |
|  |  | Neutralité en matière de dégradation des terres |  |
|  |  |  | Productivité des terres |
|  |  |  | Couverture du sol et changement de la couverture du sol |
|  |  |  | Stocks de carbone au-dessus ou au-dessous du sol |
|  |  | Sécurité alimentaire |  |
|  | **Eaux internationales** |  |  |
|  |  | Bateau |  |
|  |  | Littoral |  |
|  |  | Eau douce |  |
|  |  |  | Aquifère |
|  |  |  | Bassin hydrographique |
|  |  |  | Bassin du lac |
|  |  | Apprendre |  |
|  |  | Pêche |  |
|  |  | Substances toxiques persistantes |  |
|  |  | PEID : Petits États insulaires en développement |  |
|  |  | Recherche ciblée |  |
|  |  | Pollution |  |
|  |  |  | Substances toxiques persistantes |
|  |  |  | Plastiques |
|  |  |  | Pollution par les nutriments dans tous les secteurs, sauf les eaux usées |
|  |  |  | Pollution par les nutriments provenant des eaux usées |
|  |  | Analyse diagnostique transfrontalière et préparation du plan d'action stratégique |  |
|  |  | Mise en œuvre du plan d'action stratégique |  |
|  |  | Domaines ne relevant pas de la compétence nationale |  |
|  |  | Grands écosystèmes marins |  |
|  |  | Secteur privé |  |
|  |  | Aquaculture |  |
|  |  | Zone de protection marine |  |
|  |  | Biomes |  |
|  |  |  | Mangrove |
|  |  |  | Récifs coralliens |
|  |  |  | Algues marines |
|  |  |  | Écosystèmes polaires |
|  |  |  | Zones humides construites |
|  | **Produits chimiques et déchets** |  |  |
|  |  | Mercure |  |
|  |  | L'exploitation minière artisanale et à l'échelle de l'or |  |
|  |  | Centrales électriques au charbon |  |
|  |  | Chaudières industrielles au charbon |  |
|  |  | Ciment |  |
|  |  | Production de métaux non ferreux |  |
|  |  | Ozone |  |
|  |  | Polluants organiques persistants |  |
|  |  | Polluants organiques persistants non intentionnels |  |
|  |  | Gestion saine des produits chimiques et des déchets |  |
|  |  | Gestion des déchets |  |
|  |  |  | Gestion des déchets dangereux |
|  |  |  | Déchets industriels |
|  |  |  | Déchets électroniques |
|  |  | Émissions |  |
|  |  | Élimination |  |
|  |  | Nouveaux polluants organiques persistants |  |
|  |  | Biphényles polychlorés |  |
|  |  | Plastiques |  |
|  |  | Éco-efficacité |  |
|  |  | Pesticides |  |
|  |  | DDT - Gestion des vecteurs |  |
|  |  | DDT - Autres |  |
|  |  | Émissions industrielles |  |
|  |  | Brûlage ouvert |  |
|  |  | Meilleure technologie disponible / Meilleures pratiques environnementales |  |
|  |  | Chimie verte |  |
|  | **Changement climatique** |  |  |
|  |  | **Adaptation au changement climatique** |  |
|  |  |  | Financement du climat |
|  |  |  | Pays les moins avancés |
|  |  |  | Petits États insulaires en développement |
|  |  |  | Gestion des risques de catastrophes |
|  |  |  | L'élévation du niveau de la mer |
|  |  |  | Résilience climatique |
|  |  |  | Informations sur le climat |
|  |  |  | Adaptation basée sur les écosystèmes |
|  |  |  | Transfert de technologie d'adaptation |
|  |  |  | Programme d'action national d'adaptation |
|  |  |  | Plan national d'adaptation |
|  |  |  | Intégration de l'adaptation |
|  |  |  | Secteur privé |
|  |  |  | Innovation |
|  |  |  | Complémentarité |
|  |  |  | Adaptation à base communautaire |
|  |  |  | Moyens de subsistance |
|  |  | **Atténuation du changement climatique** |  |
|  |  |  | Agriculture, sylviculture et autres utilisations des sols |
|  |  |  | Efficacité énergétique |
|  |  |  | Systèmes urbains et transports durables |
|  |  |  | Transfert de technologie |
|  |  |  | Énergie renouvelable |
|  |  |  | Financement |
|  |  |  | Activités habilitantes |
|  |  | **Transfert de technologie** |  |
|  |  |  | Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies |
|  |  |  | Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN) |
|  |  |  | Technologie endogène |
|  |  |  | Évaluation des besoins en technologie |
|  |  |  | Transfert de technologie d'adaptation |
|  |  | **Cadre des Nations Unies sur le changement climatique** |  |
|  |  |  | Contribution déterminée au niveau national |

1. Le numéro d'identification du projet sera attribué par GEFSEC et devra être saisi par l'Agence dans les soumissions de documents ultérieures. [↑](#footnote-ref-2)
2. Le terme « cadres de NDT » fait référence au cadre conceptuel scientifique de la NDT (NDT-SCF), qui implique au minimum trois caractéristiques dans ce projet (considérées comme des principes clés): (1) l'application des principes fondamentaux de la NDT; (2) la fourniture d'avantages multiples (y compris l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes); (3) une gouvernance responsable et inclusive (y compris la cohésion sociale). Dans le cadre des principes fondamentaux, nous mentionnons *notamment* l'application d'une approche paysagère et de la « hiérarchie des réponses NDT » au sein d'un paysage dans la poursuite des objectifs de neutralité (éviter, réduire, inverser), la conception de projets sensibles au genre et la poursuite de l'ODD 15.3, entre autres caractéristiques. [↑](#footnote-ref-3)
3. D'après l'acronyme français *Coalition nationale de gestion durable des terres* (CNGDT). Voir à ce sujet sur le site d'information [:](https://lefaso.net/spip.php?article110637) https://lefaso.net/spip.php?article110637, consulté le 30/03/22. [↑](#footnote-ref-4)
4. L'indice d'inégalité de genre (IIG), par exemple, modifie l'indice de développement humain d'un pays en ajoutant des mesures de disparité entre les sexes dans le calcul de l'IDH. En 2020, le Burkina Faso avait un IIG de 0,594 et était classé au 147ème rang mondial sur 189 pays. Source[: https://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii](https://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-index-gii), consulté le 01/03/2022. [↑](#footnote-ref-5)
5. Selon le HCR, les déplacements massifs de personnes auxquels on assiste actuellement sont principalement dus à une violence intense et largement aveugle perpétrée par une série d'acteurs armés contre les populations civiles, et se déroulent dans toute la région sahélienne (pas seulement au Burkina Faso). Source : UNHCR (2020) : Crise du Sahel Répondre aux besoins urgents des réfugiés, déplacés internes, rapatriés et autres personnes relevant de la compétence du HCR. Téléchargeable sur[:](https://unh.cr/622ec87619) <https://unh.cr/622ec87619>. [↑](#footnote-ref-6)
6. Source [: https://www.wfp.org/news/more-3-million-people-facing-acute-food-insecurity-burkina-faso-grapples-covid-19-and-conflict](https://www.wfp.org/news/more-3-million-people-facing-acute-food-insecurity-burkina-faso-grapples-covid-19-and-conflict), consulté le 01/03/2022. [↑](#footnote-ref-7)
7. MAAH - Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (2018). Situation de référence des terres dégradées et de la Conservation des Eaux et des Sols/Défense Restauration des Sols (CES/ DRS) au Burkina. Rapport définitif. Décembre 2018. Financé dans le cadre du Programme développement de l'agriculture (PDA/GIZ). Document élaboré dans le cadre de la Stratégie Nationale de Restauration, Conservation et récupération des Sols (SNRCRS) au Burkina Faso. Disponible sur [: https://www.agriculture.bf/jcms/pv10\_102921/fr/situation-de-reference-des-terres-degradees-et-de-la-ces-au-burkina-faso?details=true](https://www.agriculture.bf/jcms/pv10_102921/fr/situation-de-reference-des-terres-degradees-et-de-la-ces-au-burkina-faso?details=true), dernier accès le 15/03/22. [↑](#footnote-ref-8)
8. UNCCD (2018) : Profil de pays 2018 du Burkina Faso sur la neutralité de la dégradation des terres (NDT). Voir [:](https://www.unccd.int/commitment/ldn-country-profile-2) <https://www.unccd.int/commitment/ldn-country-profile-2>. [↑](#footnote-ref-9)
9. Voir [: https://qcat.wocat.net/en/wocat/list/?type=wocat&q=burkina&filter\_\_qg\_location\_\_country=country\_BFA](https://qcat.wocat.net/en/wocat/list/?type=wocat&q=burkina&filter__qg_location__country=country_BFA), consulté le 13/03/22. WOCAT est la vue d'ensemble mondiale des approches et technologies de conservation. Créé en 1992, le réseau WOCAT poursuit ses efforts pour compiler, documenter, évaluer, partager, diffuser et appliquer les connaissances sur la gestion durable des terres (GDT). [↑](#footnote-ref-10)
10. Dynamique de la productivité des terres (LDP) - MODIS (tel que préparé pour ce projet dans EarthMap.org de Google). LPD est une carte du déclin/stress persistant, de la stabilité et du gain de la productivité des terres, strictement pendant la période d'observation de 2001 à 2018, générée par l'interaction de trois indicateurs basés sur NDVI : Steadiness, biomasse sur pied initiale, et biomasse sur pied au moment du changement. Source : Les données LPD sont dérivées du produit NDVI de MODIS/Terra Vegetation Indices 16-Day L3 Global 250m SIN Grid V006, avec plus d'informations dans [:](https://lpdaac.usgs.gov/products/mod13q1v006/) https://lpdaac.usgs.gov/products/mod13q1v006/. [↑](#footnote-ref-11)
11. MAAH (2021) : Tableau de bord statistique de l'agriculture 2020, Graphique 075.7 : Taux de récupération des terres entre 2011 et 2020. Accessible sur [: https://www.agriculture.bf/upload/docs/application/pdf/2021-07/tableau\_de\_bord\_agriculture\_2020\_def.pdf](https://www.agriculture.bf/upload/docs/application/pdf/2021-07/tableau_de_bord_agriculture_2020_def.pdf) [↑](#footnote-ref-12)
12. Selon la liste de présence de la réunion de lancement du FIP qui s'est tenue en tant qu'événement hybride le 16 février 2022. [↑](#footnote-ref-13)
13. Il est prévu que, pendant le PPG, les paysages cibles de ce projet soient définis, par le biais d'un processus participatif, comme des unités de gestion des terres (UGF). [↑](#footnote-ref-14)
14. Source: Wikipedia, <https://en.wikipedia.org/wiki/Centre-Nord_Region>, consulté le 13/03/22. [↑](#footnote-ref-15)
15. MAAH (2021) : Tableau de bord statistique de l'agriculture 2020. [↑](#footnote-ref-16)
16. La source est <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/BF_Food_Security_Outlook_October_2021_VFinal.pdf>. Le FFEWS utilise la classification intégrée des phases (IPC) pour la sécurité alimentaire, qui comprend : Phase 1) Minimale ; Phase 2) Stressée ; Phase 3) Crise ; Phase 4) Urgence ; et Phase 5) Famine. [↑](#footnote-ref-17)
17. https://fews.net/fr/west-africa/burkina-faso [↑](#footnote-ref-18)
18. UNCCD (2018): Profil de pays 2018 du Burkina Faso sur la neutralité de la dégradation des terres (NDT). Voir [:](https://www.unccd.int/commitment/ldn-country-profile-2) <https://www.unccd.int/commitment/ldn-country-profile-2>. [↑](#footnote-ref-19)
19. Voir, par exemple, [https://climateknowledgeportal.woNDTbank.org/country/burkina-faso/trends-variability-historical](https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/burkina-faso/trends-variability-historical), consulté le 14/03/22. [↑](#footnote-ref-20)
20. Figure adaptée de : Cowie, A. L. et al (2018). Land in balance : Le cadre conceptuel scientifique de la neutralité de la dégradation des terres, Environmental Science & Policy, Volume 79, 2018, Pages 25-35, ISSN 1462-9011, https://doi.org/10.1016/j.envsci.2017.10.011. (Reproduction sous licence Creative Commons. ) [↑](#footnote-ref-21)
21. Cowie, A. L. et al (2018) [↑](#footnote-ref-22)
22. Cité à partir des cibles et mesures de la NDT national volontaire du Burkina Faso, cité dans le profil pays NDT de 2018, préparé avec le soutien du Mécanisme mondial, et renvoyant à la soumission officielle de 2017 à la CCD. [↑](#footnote-ref-23)
23. Cela implique d'ajouter 5T de matière organique (MO) par hectare tous les 2 ans, ce qui est un objectif plutôt ambitieux. [↑](#footnote-ref-24)
24. Emboîté signifie ici que les niveaux inférieurs de l'administration sont emboîtés dans le niveau immédiatement supérieur. Figure 1L'exemple a montré que la région Centre-Nord est composée de trois provinces imbriquées, et que celles-ci ont 28 départements (ou communes) imbriqués, et ainsi de suite, jusqu'au niveau du village. [↑](#footnote-ref-25)
25. D'après l'acronyme français *Coalition nationale de gestion durable des terres* (CNGDT). Voir à ce sujet sur le site d'information [:](https://lefaso.net/spip.php?article110637) https://lefaso.net/spip.php?article110637, consulté le 30/03/22. [↑](#footnote-ref-26)
26. MAAH (2021). [↑](#footnote-ref-27)
27. Se référer à Tableau 6 pour les techniques évaluées dans le rapport MAAH (2021). [↑](#footnote-ref-28)
28. En référence à : Burkina Faso, Loi portant réorganisation agraire et foncière, Loi n°014/96/ADP du 23 mai 1996, Modifiée par la loi de finances pour 2008. [↑](#footnote-ref-29)
29. Se référer à Tableau 7 et à la rubrique "Entités responsables de l'aménagement du territoire et de la gestion du *foncier* (*foncier*) [Note 6]" pour plus d'informations sur les cadres juridiques et politiques concernant le foncier et l'aménagement du territoire au Burkina Faso. [↑](#footnote-ref-30)
30. Figure adaptée de : Enemakr et al, 2005. Dans Metternicht, G. (2018). Utilisation des terres et aménagement de l'espace : Permettre une gestion durable des ressources foncières. Utilisation des terres et aménagement du territoire. (Reproduction sous licence Creative Commons). [↑](#footnote-ref-31)
31. BDOT est la base de données sur l'occupation des sols du Burkina Faso. Le Burkina dispose depuis 2005 d'une base de données sur l'occupation des sols conforme à l'échelle 1:100 000. Cette base de données a été créée par l'IGB (Institut géographique du Burkina Faso - voir <https://www.ignfi.fr/en/portfolio-item/occupation-des-terres-burkina-fao/>) en collaboration avec IGN FI sur la période 2004-2005 au profit direct du PNGT 2 (Programme national d'aménagement du territoire), un programme géré par le Ministère de l'Agriculture du pays. Cet inventaire biophysique de l'occupation du sol appelé BDOT1992 et BDOT2002, adapté à partir de l'expérience européenne acquise avec CORINE Land Cover, contient plus de quarante types d'occupation du sol et est relié à une base de données retraçant les changements intervenus entre 1992 et 2002 "BDOT\_Change1992-2002". Elle fournit des informations précieuses sur l'occupation des sols et son évolution au cours de la décennie pour l'ensemble du Burkina Faso. Actuellement, BDOT est publiquement disponible en ligne sur la plateforme facile d'accès "EarthMap" de Google. Pour souligner l'importance de cet outil pour le Burkina Faso, dans les recettes d'une conférence internationale sur la gestion de l'utilisation des terres parrainée par la NASA en 2019, il est mentionné que des pays comme le Burkina Faso ont fait de grands progrès en mettant en place une structure horizontale, qui rassemble tous les producteurs, analystes, intermédiaires, utilisateurs, décideurs et bénéficiaires des informations sur l'utilisation des terres. Le BDOT est mentionné, notamment en ce qui concerne la collaboration en PPP entre l'IGB et un bureau d'études privé (source SERVIR LULC Conference Report February 2019, Conference : West Africa Land Classification and Methodologies Conference, tenue à Accra, Ghana, du 4 au 7 juin 2018At : Accra, Ghana - voir <https://www.researchgate.net/publication/331276537_SERVIR_LULC_Conference_Report>, consulté le 01/05/22). [↑](#footnote-ref-32)
32. Fonds pour l'environnement mondial, Réponse du FEM au COVID-19 (mai 2020) [↑](#footnote-ref-33)
33. La liste de contrôle pour les projets et programmes transformateurs de neutralité en matière de dégradation des sols est accessible ici [: https://knowledge.unccd.int/knowledge-products-and-pillars/land-degradation-neutrality/ldn-tools/checklist-land-degradation](https://knowledge.unccd.int/knowledge-products-and-pillars/land-degradation-neutrality/ldn-tools/checklist-land-degradation). Ou le site web du FEM ici [: https://www.thegef.org/documents/checklist-land-degradation-neutrality-transformative-projects-and-programmes-draft](https://www.thegef.org/documents/checklist-land-degradation-neutrality-transformative-projects-and-programmes-draft). Reportez-vous à un PRODOC de la FAO et du FEM en Angola pour un exemple d'application de la liste de contrôle en tant qu'indicateur [:](https://www.thegef.org/projects-operations/projects/10256) <https://www.thegef.org/projects-operations/projects/10256>. [↑](#footnote-ref-34)
34. La ventilation de l'hectare en fonction des indicateurs de base du FEM (à savoir les indicateurs 3 et 4) est présentée dans le tableau B, Composante, de la partie I du FIP et dans le tableau F de la partie II du FIP: PIF Partie I, Tableau B, Composante, et dans le Tableau F. Tableau 4 présente les objectifs sous forme de matrice, en croisant les stratégies d'intervention de la NDT avec les utilisations et les pratiques des terres. Les détails des calculs sont inclus dans la Partie III, ANNEXE B. Tous les tableaux utilisent les mêmes données. [↑](#footnote-ref-35)
35. Potentiellement par le biais d'un partenariat avec le Forum de consolidation de la paix des Nations unies. [↑](#footnote-ref-36)
36. En particulier, par le biais de projets FEM existants dans ces pays avec des objectifs connexes, qui peuvent disposer de ressources pour permettre cette participation. [↑](#footnote-ref-37)
37. Cowie, A. 2020. Lignes directrices pour la neutralité de la dégradation des terres : Un rapport préparé pour le Groupe consultatif scientifique et technique du Fonds pour l'environnement mondial, Washington D.C. [↑](#footnote-ref-38)
38. MAAH (2021). [↑](#footnote-ref-39)
39. Source : Taille moyenne des ménages - Base de données des zones - Global Data Lab. https://globaldatalab.org ' areadata ' hhsize ' BFA. Données de 2013. [↑](#footnote-ref-40)
40. Source : *Ibid.* SLM = Gestion durable des terres et GDF = Gestion durable des forêts. Sources : MAAH (2021) et WOCAT [↑](#footnote-ref-41)
41. La question de la durabilité est très importante et sera évaluée et analysée en profondeur dans le PPG. L'engagement des institutions nationales et locales est certainement la clé de la durabilité. Les possibilités d'engager les budgets nationaux et locaux seront discutées, également pendant le PPG, mais il est important de considérer les circonstances nationales au Burkina Faso. Afin de renforcer la poursuite des objectifs de durabilité depuis la conception, le PNUD a l'intention d'utiliser des méthodes participatives dans l'engagement des principales parties prenantes afin d'envisager une prévision réaliste et une prévision rétrospective de ce que l'intervention du FEM peut effectivement fournir, et ensuite laisser comme impact et héritage. La COT sera largement utilisée dans ces exercices d'engagement des parties prenantes au cours du PPG, exactement dans ce but. [↑](#footnote-ref-42)
42. En ce qui concerne le projet TSA énuméré dans le Tableau 2. [↑](#footnote-ref-43)
43. En référence aux normes sociales et environnementales (SES) révisées, entrées en vigueur le 1er janvier 2021 [: https://www.undp.org/publications/undp-social-and-environmental-standards](https://www.undp.org/publications/undp-social-and-environmental-standards), consulté le 30/03/22. [↑](#footnote-ref-44)
44. La source principale de ce paragraphe est : Le Groupe de travail international pour les affaires autochtones (IWGIA), 2021. Le monde autochtone 2021. Édité par : Dwayne Mamo. (824 pages). ISSN : 1024-0217. ISBN : 978-87-93961-23-4. Langue : anglais : Anglais. Date de publication : avril 2021. Consulté sur[: https://www.iwgia.org/en/resources/indigenous-world.html](https://www.iwgia.org/en/resources/indigenous-world.html), le 31/03/22. [↑](#footnote-ref-45)
45. Le groupe est aussi communément appelé peuple peul, peul ou Fulɓe, avec plusieurs sous-groupes et groupe dialectique répartis en Afrique de l'Ouest. Au Burkina Faso, ils constituent une minorité. Le [CIA Factbook 2021](https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/burkina-faso/#people-and-society) fait référence à des statistiques de 2010, mentionne que les Peuls sont le deuxième groupe le plus important au Burkina Faso représentant 8,4% de la population, après la majorité Mossi, avec 52%. [↑](#footnote-ref-46)
46. Cet indicateur sexué est inexact car pour certaines parties prenantes, seule leur adresse électronique a été divulguée. [↑](#footnote-ref-47)
47. En raison d'agendas pressants à la fin de 2021, ainsi que de l'évolution de l'agenda politique et de la situation au Burkina Faso, un événement de consultation plus large avec des cofinanciers potentiels a dû être reporté. Les contacts avec les donateurs bilatéraux ont été relancés en avril 2022 (en plus de l'UE) et se poursuivront au cours des deuxième et troisième trimestres de 2022 et au-delà. [↑](#footnote-ref-48)
48. Les principales sources pour l'exactitude des noms sont [: https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/burkina-faso/presentation-du-burkina-faso/article/composition-du-gouvernement](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/burkina-faso/presentation-du-burkina-faso/article/composition-du-gouvernement) ; et <https://www.gouvernement.gov.bf/gouvernement/membres-de-gouvernement>, dernier accès le 18/03/22 ; en plus de PAMED PRODOC. [↑](#footnote-ref-49)
49. Voir [: https://unfccc.int/sites/default/files/resource/tar2020\_BFA.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/tar2020_BFA.pdf), consulté le 30/03/22. [↑](#footnote-ref-50)
50. En ce qui concerne l'hypothèse n°3 du COT : " Les obstacles systémiques affectant le Burkina Faso, notamment l'inégalité entre les sexes, les cadres fonciers complexes et les conflits, n'entraveront pas gravement la mise en œuvre de NDT sur le terrain. " [↑](#footnote-ref-51)
51. Burkina Faso, Loi portant réorganisation agraire et foncière, Loi n°014/96/ADP du 23 mai 1996, Modifiée par la loi de finances pour 2008. [↑](#footnote-ref-52)
52. Source d'information [: https://knowledge.unccd.int/search?f%5B0%5D=type%3Acso&f%5B1%5D=country%3A460](https://knowledge.unccd.int/search?f%5B0%5D=type%3Acso&f%5B1%5D=country%3A460), dernier accès le 17/03/22. [↑](#footnote-ref-53)
53. BAD Burkina Faso Profil Pays Genre, 2020 [↑](#footnote-ref-54)
54. Selon la BM (2019), la productivité d'un hectare de terre au Burkina Faso est de 160 000 FCFA (290 USD), alors que la moyenne pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne est d'environ 650 USD. [↑](#footnote-ref-55)
55. FAOSTAT, cité dans WB (2019). [↑](#footnote-ref-56)
56. Drechsel, Franza / Engels, Bettina / Schäfer, Mirka (2019) : “Les mines nous rendent pauvres” : L'exploitation minière à grande échelle au Burkina Faso. Rapport pays GLOCON, n° 2, Berlin : GLOCON. [↑](#footnote-ref-57)
57. Sources[:](https://www.agriculture.bf/jcms/c_5095/en/politiques-et-plans) <https://www.agriculture.bf/jcms/c_5095/en/politiques-et-plans>. [↑](#footnote-ref-58)
58. Voir [:](https://www.pndes.gov.bf/accueil) <https://www.pndes.gov.bf/accueil> [↑](#footnote-ref-59)
59. [↑](#footnote-ref-60)